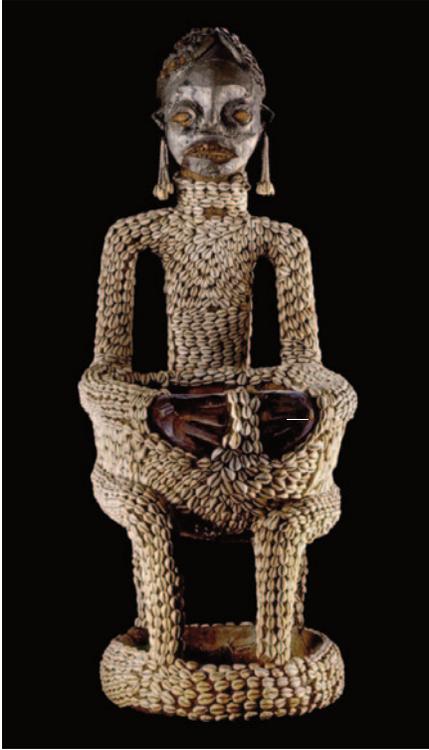


# Cahiers du Mapinduzi 7



Ngonso

Penser et agir à partir de l'Afrique :  
que pouvons – nous apprendre  
les uns des autres ?

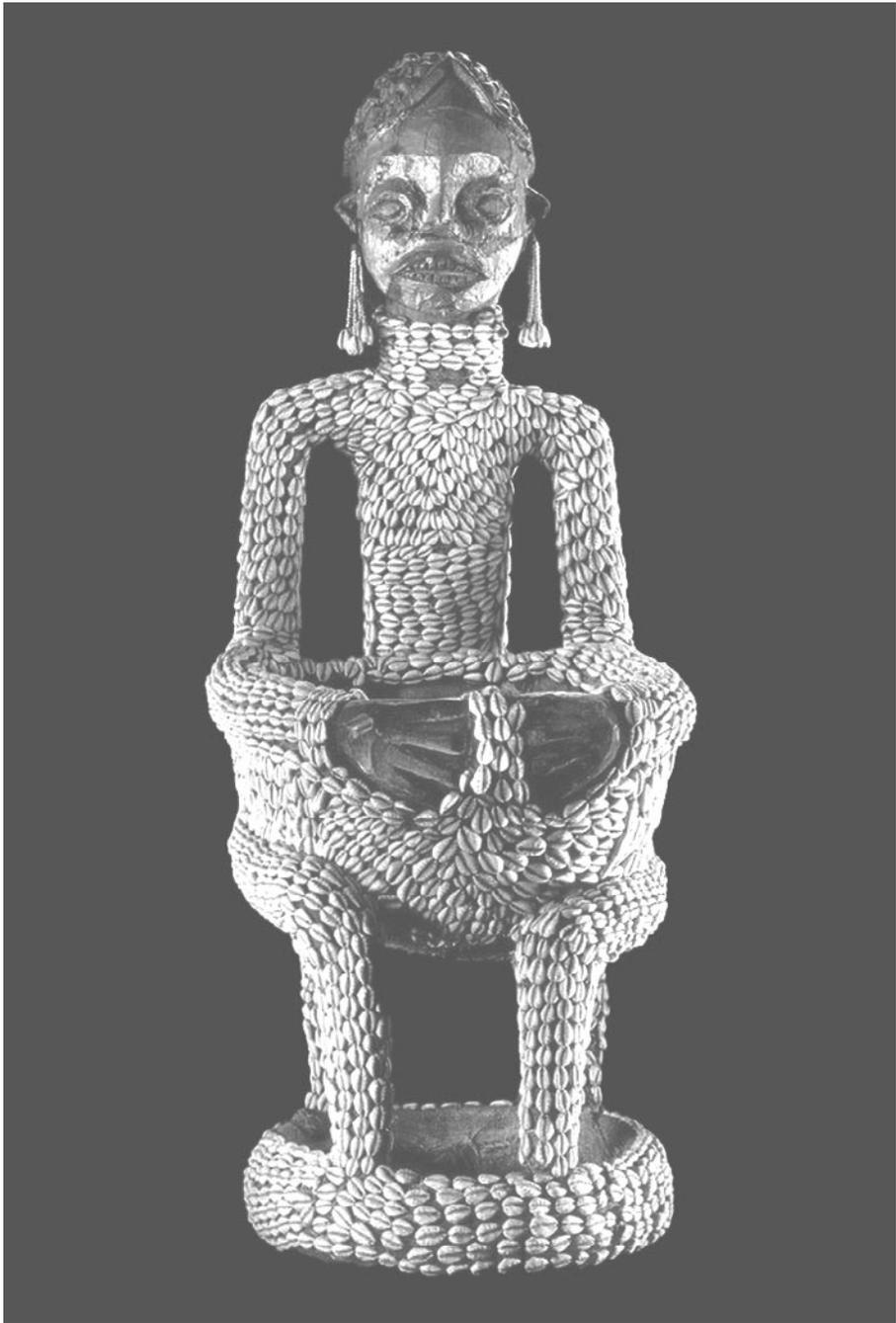


Photo de couverture :

### *Qui est Ngonnso ?*

*Pillée comme butin en 1902 à l'époque coloniale par l'Allemand Kurt Pavel, Ngonnso a passé les 120 dernières années de sa vie dans les bunkers des musées, les caves, les stands d'exposition et maintenant dans une salle privée du Humboldt Forum à Berlin. Elle est une représentation historique de la fondatrice de la communauté Nso, originaire des « grasslands » au Nord-Ouest du Cameroun, et elle représente le lien spirituel avec les ancêtres. Depuis la découverte de l'endroit où elle se trouvait il y a environ 30 ans, plusieurs efforts ont été investis par différentes parties prenantes pour récupérer Ngonnso. La dernière tentative a été la campagne #BringBackNgonnso qui a mené plusieurs efforts tels que des manifestations, une revendication sur les médias sociaux et un lobbying diplomatique. Le 26 juin 2022, l'une des plus puissantes institutions culturelles allemandes, la Stiftung Preußischer Kulturbesitz, a pris la décision de ramener Ngonnso au Cameroun. Aujourd'hui, cette décision a inspiré les demandes de restitution de leur patrimoine de nombreuses autres communautés. Alors que les membres de la communauté Nso au Cameroun et partout dans le monde attendent le retour physique définitif, ils recherchent également d'autres « objets » collectés par l'Allemagne dans le contexte colonial.*

# Cahiers du Mapinduzi 7

## Penser et agir à partir de l'Afrique : que pouvons - nous apprendre les uns des autres ?

Editeurs Mapinduzi Unit :

Flaubert Djateng et Christiane Kayser

Textes de :

Loïc Barbedette, Kris Berwouts,  
Nestor Bidadanure, Flaubert Djateng,  
Dominic Johnson, Roger Kaffo Fokou,  
Christiane Kayser, Dupleix Kuenzob,  
Evariste Mfaume, Jeanot Minla Mfou'ou,  
Jean-Pierre Olivier de Sardan  
et Desiree Zwanck



**Zenü Network**  
www.zenu.org

Une publication de Zenü Network,  
un réseau des organisations de la société  
civile, basé à Bafoussam au Cameroun

en coopération avec



**Brot**  
für die Welt

**Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW)**  
(Pain pour le Monde – Service Protestant de Développement)  
**Financé par le the BMZ** (Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand  
pour la Coopération Economique)

Tous droits réservés pour tous pays

Novembre 2022  
Copyright by Zenu network / Mapinduzi Unit  
Bafoussam

Photo en couverture : Thomas Fues

Traductions de l'Anglais et de l'Allemand: Linda Herbertson et Didier Debord  
Production, conception et mise en page : Eberhard Delius, Berlin

**Contact: Flaubert Djateng: [fdjateng9@gmail.com](mailto:fdjateng9@gmail.com)**

## Sommaire

Flaubert Djateng, Christiane Kayser <b>Introduction</b> .....	7
Nestor Bidadanure <b>Face au radicalisme identitaire : l'Afrique se doit de saisir les nouvelles opportunités</b> .....	12
Jean-Pierre Olivier de Sardan <b>« De quoi se mêlent-ils ? » : l'échec de l'impérialisme moral en Afrique</b> .....	19
Loïc Barbedette · <b>« Shaker » : une tentative et une invitation derrière ces « mélanges »</b> · <b>La montée de l'extrémisme</b> · <b>Des politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans</b> .....	27
Kris Berwouts <b>Pourquoi les pays africains préfèrent ne pas se laisser entraîner dans la guerre de la Russie</b> .....	43
Dupleix Kuenzob <b>Crises en A-Fric : Chemin pernicieux de la déresponsabilisation à l'irresponsabilité</b> Communication et attitudes responsables .....	51
Jeanot Minla Mfou'ou <b>Et si la rupture ou la révision profonde des relations avec la France et l'Occident étaient la solution ?</b> Quelques réflexions à partir d'un regard d'en bas .....	55

Flaubert Djabateng L'implication russe dans la coopération avec les pays africains : Qu'en pensent les jeunes ? . . . . .	60
Dominic Johnson L'Afrique et la guerre en Ukraine « Pas si important » . . . . .	66
Kris Berwouts Des djihadistes à la recherche des faiblesses d'une jeune démocratie : Le Sénégal fera-t-il face à l'extrémisme religieux ? . . . . .	70
Desiree Zwanck Autonomisation des femmes et changements climatiques au Sahel : quels enjeux , quelles solutions ? . . . . .	80
Evariste Mfaume Ne jamais baisser les bras à la recherche de la paix, de la sécurité et du développement en RDC et dans la région des Grands Lacs . . . . .	103
Roger Kaffo Fokou Etat, peuple, ethnie et leadership : L'Afrique dans la mondialisation . . . . .	118

# Introduction

Ce numéro des Cahiers du Mapinduzi porte le titre « Penser et agir à partir de l'Afrique ». C'est le chercheur Loïc Barbedette dont nous publions quelques textes qui a trouvé cette formule pour contrecarrer le cliché nuisible qui fait que ceux qui travaillent en Afrique sont souvent étiquetés comme travaillant « pour l'Afrique » ou, pire, sont vus ou se voient eux-mêmes comme des espèces de sauveurs de « ces pauvres Africains ». Depuis plus de dix ans nous nous retrouvons dans le cadre de l'espace Mapinduzi entre chercheurs et praticiens africains et européens pour avancer ensemble dans nos efforts pour l'Afrique et pour des relations internationales plus justes et plus dignes.

Les turbulences qui secouent la planète ces dernières années avec la pandémie de la COVID, mais aussi pour la première fois depuis longtemps une guerre au cœur de l'Europe, la débâcle éclatante de la politique africaine clientéliste de la France, la montée des jihadismes, les transformations dans un ordre international que beaucoup pensaient immuable, l'influence grandissante de la Chine comme nouvelle superpuissance, ont des effets partout dans le monde, mais illustrent également l'évidence amère que l'occupation d'un pays européen et les désastres humains qu'elle entraîne, semblent valoir plus que les guerres et conflits continus depuis cinquante ans qui ont coûté la vie à d'innombrables Africains. Et hélas en Afrique, les haines, conflits et massacres fratricides reprennent du poil de la bête dans des pays comme la RD Congo, les pays du Sahel ou l'Éthiopie.

Tout cela est accompagné par un des plus grands nouveaux fléaux : le marché aux rumeurs et aux théories de conspiration diffusé à très grande échelle par les réseaux sociaux.

Comment réfléchir et agir ensemble en face de ces défis qui semblent insurmontables ? Même les retrouvailles de visu entre collègues des différents coins du monde sont devenues difficiles et rares. Cela nous semble d'autant plus préjudiciable que les nouveaux défis ont mené à des positions souvent très émotionnelles par rapport à la situation dans les pays sahéliens comme par rapport à

l'agression de l'Ukraine par la Russie, dépendant souvent du lieu duquel on parle, mais aussi des opinions et rumeurs dont on est entouré.

Nous avons pu croiser nos regards virtuellement dans une conférence en juillet 2022 et échanger depuis par internet. Dans ce Cahier nous vous présentons le kaléidoscope de nos échanges et réflexions.

*Nestor Bidadanure* du Burundi analyse ce qu'il appelle le « radicalisme identitaire » et développe à côté des dangers et défis de nouvelles opportunités pour l'Afrique qui pour beaucoup de raisons économiques et politiques est le continent de l'avenir.

*Jean-Pierre Olivier de Sardan* nous a permis de reprendre son excellent article intitulé : « De quoi se mêlent-ils ? Echec de l'impérialisme moral ». L'analyse d'un chercheur de double nationalité (franco-nigérienne) vivant depuis de longues années au Niger sur la perception de la politique française en Afrique est une leçon d'humilité pour nous autres Européens et en même temps souligne les dangers que suscite la débâcle française.

Nous avons choisi de publier trois textes de *Loïc Barbedette* extraits de sa collection de textes « **Mélanges : Penser et agir à partir de l'Afrique** » basée sur ses expériences et réflexions dans le travail avec les acteurs africains depuis 1989.

« Shaker » est en même temps une tentative et une invitation. Une tentative de faire le point sur toutes ces années d'expériences multiples et de résumer à quoi nous nous affrontons aujourd'hui. Une invitation à nous tous, à vous tous de nous mettre ensemble pour réfléchir et agir face aux énormes défis. Comme les points qu'il relève sont également au menu de nos propres interrogations, nous partageons le texte avec vous en espérant contribuer à une vague de réflexions et d'actions à partir de l'Afrique. Par rapport à la guerre en Ukraine, il note par exemple: « ...cette guerre nous (re)dit l'importance de l'enjeu géo-politique du continent africain, et notre aveuglement (quand ce n'est pas notre mépris) par rapport à ce qui se joue dans et autour de lui. Je suis pour ma part convaincu que l'Afrique aura une place centrale dans le devenir du monde. »

Le texte « La montée de l'extrémisme » de 2022 décrit quelques signes précurseurs et analyse les racines de l'imprévue et terrifiante montée des extrém-

ismes religieux en Afrique de l'Ouest et fait entendre les voix de ruraux africains directement concernés.

Finalement « Des politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans » de 2020 tourne autour des transformations de vie dans les zones rurales, du retour en force de l'incertitude avec laquelle il faudra nécessairement vivre et de la « colonisation du secteur agricole par les **projets de coopération** dont les stratégies sont décidées par les bailleurs de fonds » et les expérimentations télé-guidées qui s'en suivent. Tout cela avantage l'agrobusiness et ruine l'environnement. Il faut alors se reposer des questions de fond : quel type d'agriculture, quel type d'économie, quel type de société ? L'absence de vision pour une politique de longue durée, notamment parmi les bailleurs et les gouvernements exige un plaidoyer fort à contre-courant.

Le chercheur belge *Kris Berwouts* nous partage son analyse du vote aux Nations Unies par rapport à l'agression russe contre l'Ukraine. « Pourquoi les pays africains préfèrent ne pas se laisser entrainer dans la guerre de la Russie ? » et analyse l'influence russe en Afrique.

*Dupleix Kuenzob* qui travaille avec des réseaux de jeunes au Cameroun s'interroge sur la communication et les attitudes irresponsables des dirigeants africains dans « Crise en A-Fric : Chemin pernicieux de la déresponsabilisation à l'irresponsabilité ».

L'expert en développement *Jeanot Minla Mfou'ou* du Cameroun explique un point de vue et un espoir très répandu dans plusieurs pays francophones d'Afrique : « Multiples crises au Sahel et en Afrique : et si la rupture ou la révision profonde des relations avec la France et l'Occident étaient la solution? » Dégoutés par la politique française de nombreux Africains francophones qui se faisaient sans doute avant des illusions sur les objectifs de la politique africaine française et européenne en général, tournent le dos à l'occident et espèrent désormais que les Russes ou les Chinois seront de meilleurs partenaires au développement.

*Flaubert Djateng* du Zenü Network rassemble des voix de jeunes Camerounaises et Camerounais sur « L'implication russe dans la coopération avec les

pays africains : Qu'en pensent les jeunes ? » Il constate : « Ces points de vue, bien que divers, ont presque tous plusieurs points communs :

- ◆ Une forte émotionnalité, liée davantage à l'histoire et à l'actualité camerounaises et au rôle des colonisateurs et post-colonisateurs, notamment la France.
- ◆ Un manque d'informations concrètes et précises. Il n'y a pas de place pour des questionnements ou des doutes. Par exemple quels effets ont les interventions russes dans des pays comme la République Centrafricaine, le Mali et le Burkina ? Quelles alternatives existent pour les pays secoués par les crises et les conflits basés sur la malgouvernance ?
- ◆ A une exception près, un manque total d'analyse et de scepticisme envers les sources d'information, notamment les médias sociaux. »

*Dominic Johnson* du quotidien allemand *taz* regarde dans « Pas si important... » les opinions publiques africaines et européennes par rapport aux guerres et conflits chez les autres : « Chacun dans sa propre bulle : L'opinion publique africaine réagit avec la même indifférence à la guerre en Ukraine que l'Europe aux conflits en Afrique. (...) Cette indifférence qui équivaut à une acceptation de l'injustice devrait être insupportable pour les Ukrainiens. Il n'en est guère autrement pour les êtres humains au Congo, au Soudan du Sud, en Éthiopie, en République centrafricaine et dans bien d'autres pays en guerre qui se voient depuis bien plus longtemps confrontés à l'indifférence européenne alors qu'ils cherchent un port de salut, voire uniquement à attirer l'attention. (...) Il n'y a ... en Allemagne pour ainsi dire aucune compréhension pour une vision du monde qui met l'esclavage et le colonialisme au centre de l'histoire mondiale. »

*Kris Berwouts* partage un reportage de Dakar « Le Sénégal fera-t-il face à l'extrémisme religieux ? »

La chercheuse allemande *Desiree Zwanck* qui vit au Sénégal analyse en profondeur un sujet souvent négligé : « Autonomisation des femmes et changements climatiques au Sahel : quels enjeux, quelles solutions ? » Elle constate entre autres que l'intégration de l'approche genre de façon transversale implique de prendre en compte les perceptions, l'expérience, les connaissances et les intérêts des femmes et des hommes dans l'élaboration des politiques, la planification et la prise de décision.

Le Congolais *Evariste Mfauame* analyse les effets de la COVID et du changement climatique en RD Congo dans « Ne jamais baisser les bras à la recherche de la paix, de la sécurité et du développement en RDC et dans la région des Grands Lacs » En dépit des défis énormes il conclut :

« Un grand espoir réside dans le fait que les peuples de la région des Grands Lacs ont des liens historiques et un grand potentiel à développer à travers des échanges, des projets intégrateurs multisectoriels impliquant les jeunes, les femmes, les déplacés, les réfugiés et d'autres groupes à besoins spécifiques. »

Dans sa contribution « Etat, peuple, ethnie et leadership : L'Afrique dans la mondialisation » l'écrivain camerounais *Roger Kaffo Fokou* se penche sur les concepts Etat, peuple et ethnie et cherche à comprendre les raisons du manque d'unité dans les pays africains. Il souligne un manque de vision politique et de gouvernance adéquate.

Voilà donc notre riche récolte de pensées et propositions souvent liée à des actions déjà entamées par les uns et les autres.

Ce qui frappe est que plusieurs contributions soulignent le rôle primordial de l'Afrique dans le monde à venir. Or, ce sont les Africains eux-mêmes qui vont décider s'ils seront les figurants sur la scène dominée par d'autres ou des acteurs décisifs et importants dans le cadre de ce nouvel ordre international.

Encore une remarque par rapport à Mapinduzi : Nous espérons continuer ce travail, mais pour l'instant nous n'avons pas de financement pour la suite. L'essentiel du travail a été fait de façon bénévole, mais pour se rencontrer et publier les contributions il faut nécessairement des fonds, si modestes soient-ils. Nous continuerons à nous battre.

Courage à tous !

*Christiane Kayser  
Flaubert Djateng  
Novembre 2022*

# Face au radicalisme identitaire : l'Afrique se doit de saisir les nouvelles opportunités

Nestor Bidadanure\*

Un large consensus au sein des économistes reconnaît aujourd'hui que l'Afrique possède les atouts qui devraient lui permettre de devenir, dans un futur proche, un grand pôle du développement mondial. A contre-courant de cette bonne nouvelle, un radicalisme identitaire ne cesse de s'étendre et de provoquer de nombreuses victimes parmi les populations civiles. Quelle vision opposer à cette idéologie de la haine de l'Autre qui cherche à faire dérailler le train de l'es-pérance africaine ?

## Les atouts du continent

C'est devenu un rituel banal. Chaque puissance économique mondiale a institué des rencontres régulières avec les responsables politiques des pays africains car aucune d'elles ne veut passer à côté des opportunités qu'offre ce continent. Selon la commission économique des Nations Unies, 54 % de platine, 78% des dia-mants, 40% de l'or, 40 % du chrome, 28% du manganèse, 12% des hydrocarbures ainsi que des milliers d'hectares de terres arables non-exploitées, sont en terre africaine. Un pays comme la Guinée Conakry possède la plus grande réserve mondiale de bauxite, c'est-à-dire 40 milliards de tonnes. On y trouve également 20 milliards de minerais de fer, de l'or, des diamants, de l'uranium etc... On pourrait dire presque la même chose de nombreux autres pays africains grands

\*chercheur burundais

ou petits. Ce qui est fascinant ici, c'est de constater que les longues périodes tragiques d'esclavage, de colonisation et d'apartheid n'ont pas réussi à vider le continent de ses fabuleuses richesses et que, par conséquent, l'avenir reste ouvert. Car il ne se passe pas une année sans que de nouveaux sites de ressources minières et d'hydrocarbures ne soient découverts. On sait aujourd'hui que le Sahel, jadis considéré comme une terre aride sans espoir, est un immense réservoir de gaz, de pétrole, d'uranium... Que le Mozambique qui a connu tant de guerres et de famines très meurtrières est immensément riche en hydrocarbures et autres minerais.

En temps de crise énergétique mondiale due à la guerre en Ukraine, l'Afrique pourrait, selon l'AIE, subvenir au cinquième de la quantité de gaz que l'Europe importait de la Russie. En plus de ses immenses réserves de diamants, les nouveaux gisements de pétrole découverts récemment pourraient permettre à la Namibie d'exporter jusqu'à un demi-million de barils par jour. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, avec des projets d'investissements à la hauteur de 100 milliards d'euros, en Afrique du Sud, au Mozambique, au Kenya, en Tanzanie et en Namibie, l'Union Européenne rejoigne les Etats-Unis et la Chine déjà lancés dans des initiatives similaires. Il faut rappeler également que, d'ici 2050, un être humain sur quatre sera africain et que, donc, ce continent qui compte déjà aujourd'hui 1,2 milliard d'habitants, sera le plus gros marché mondial de consommateurs. La présence des matières premières stratégiques en Afrique signifie que le continent dispose sur place des ressources pour s'industrialiser rapidement et qu'il constituera demain un bon client pour toute expertise de pointe. Par ailleurs, le fait que 60% de la population africaine ait aujourd'hui moins de 30 ans, veut dire qu'elle travaillera et épargnera sur une longue durée. L'épargne accumulée par la majeure partie de la population renforcera les capacités d'investissement internes des États. Tout ceci n'étant bien entendu possible que dans un environnement politique de bonne gouvernance. On peut donc comprendre pourquoi les USA, l'UE, la Chine, la Russie, le Japon sans oublier les puissances moyennes regardent l'Afrique comme le lieu où il faut absolument être pour préserver et renforcer sa position de puissance économique sur l'échiquier mondial. Les slogans « *trade and not aid* » et partenariat « gagnant-gagnant » qui sont en vogue dans les conférences entre l'Afrique et différentes puissances industrielles sonnent comme une réponse réaliste et pragmatique à la nouvelle exigence des élites politiques africaines. Beaucoup ont compris que

l'aide n'a jamais développé un pays et que seuls des investissements ayant pour objectif un développement local, régional et continental endogène mettront l'Afrique sur les rails de sa véritable émancipation économique.

## A contre-courant de l'espérance

Pour que les projections optimistes sur l'avenir de l'Afrique se réalisent, le continent doit surmonter un obstacle majeur : une vision du monde binaire, manichéenne et dangereuse que nous qualifions de Populisme Identitaire Radical. Celle-ci n'est pas nouvelle sous les cieux ni spécifique à l'Afrique, cependant, elle est aujourd'hui la principale cause de l'instabilité dans le continent. Par « populisme », il faut entendre le recours à la démagogie de certaines élites politiques à des fins de prise ou de conservation du pouvoir. Par « identitaire », il s'agit de caractériser l'instrumentalisation négative des différences réelles ou supposées telles que la religion, l'ethnie, la région, la couleur de peau, la nationalité pour mobiliser la base politique. Ici la richesse que constitue la diversité des peuples, des cultures et des croyances est généralement pensée et présentée, à travers les médias et les discours publics, comme un handicap à un vivre-ensemble pacifique. Selon les pays, un ou plusieurs boucs émissaires sont désignés et rendus responsables de la plupart des maux de la société. Le terme « radical » exprime le fait que la haine de l'Autre différent peut progressivement aller jusqu'à l'exécution et la légitimation du génocide.

Le phénomène du Populisme Identitaire Radical constitue une approche politique fanatique et régressive contre les idées humanistes, émancipatrices et de solidarité entre les humains. Il fut utilisé par la colonisation pour mieux diviser et régner et, au moment des indépendances, pour tenter de freiner la marche irréversible des peuples vers l'autodétermination. Dans la période post-coloniale, le radicalisme identitaire fut affiné selon l'air du temps et propagé au sein du peuple par des élites africaines cyniques, aliénées et sans aucune ambition pour leur peuple. De la politique, cette catégorie n'entend pas la recherche du bonheur commun, mais l'art d'exclure l'Autre différent ainsi que l'enrichissement personnel sans limite par le pillage des biens publics. Quand le populisme identitaire enfourche le religieux, il ambitionne la mise en place d'un régime théocratique qui bannit la démocratie et ne tolère qu'une vision unidi-

mensionnelle et de la religion et de la politique. C'est ce fantasme totalisant qui sert de fondement idéologique aux mouvements islamistes qui sévissent au Sahel, en Somalie, au Nigeria, au Mozambique et à l'Est de la RDC... Cette vision sectaire et stigmatisante sert également de socle idéologique aux groupes ethnicistes qui sèment la mort en Afrique ainsi qu'aux régimes dictatoriaux qui manipulent l'identitaire.

On peut donc dire sans crainte que le radicalisme identitaire constitue le défi majeur auquel le continent est aujourd'hui confronté. Tout d'abord, parce que l'approche identitaire dans un continent composé d'une immense diversité de peuples et de cultures ne peut que, plus qu'ailleurs, constituer un facteur de déstabilisation, voire une menace de désintégration. Ensuite, parce que cette idéologie tire toujours à contre-courant des processus inclusifs d'émancipation véritables du continent. On se souvient qu'en 1994, quand les élections libres et démocratiques mettaient fin à l'apartheid et consacraient la victoire de l'ANC de Nelson Mandela en Afrique du Sud, ce moment de grande espérance de l'Afrique et du monde fut refroidi par le génocide au Rwanda, la même année. Si en Afrique du Sud, le mouvement de libération nationale avait réussi à rassembler en son sein toutes les diversités nationales (races, classes, genres) pour vaincre le racisme institutionnalisé, au Rwanda, dans un pays sans ethnies, se produisait le dernier génocide du 20<sup>ème</sup> siècle. Le génocide des Tutsis venait rappeler à l'Afrique et au monde quelques vérités basiques : le fascisme n'est pas une histoire de couleur de peau mais une histoire d'idées, de discours et de décisions politiques. Une idéologie meurtrière sans frontière dont le stade suprême est le génocide. Et si celui-ci pouvait se passer dans un pays sans ethnies, au sens classique du terme, (communauté de langue, de territoire et de culture), il pourrait demain se passer ailleurs. Enfin, par le fait qu'il génère l'instabilité, le Populisme Identitaire Radical ne peut qu'impacter négativement les initiatives d'investissements économiques en faveur du développement. Et de ce fait, il est l'antithèse du rêve panafricain d'un continent uni, prospère et sans exclusion car il menace l'existence même des nations en tant que telles.

## La résistance intellectuelle contre le Radicalisme Identitaire

Tous les peuples ont connu au cours de leur histoire des périodes sombres marquées par des guerres et la pauvreté. Les puissances d'aujourd'hui ne l'ont pas toujours été. Elles sont le produit de grands moments de ruptures idéologiques avec un passé malheureux. Les héros admirés aujourd'hui sont les femmes et les hommes qui ont défié le fatalisme et montré à leur peuple qu'une vie meilleure pour tous était possible mais qu'elle se gagnait par la lutte. C'est grâce à ces héros connus et anonymes, que la résistance contre l'esclavage, le colonialisme et l'apartheid a porté ses fruits. Lutter contre le radicalisme identitaire aujourd'hui, c'est poursuivre le combat des générations précédentes pour une Afrique prospère, inclusive et en paix avec elle-même. Et le phénomène identitaire étant politique, c'est surtout par l'éducation politique qu'il doit être combattu. Pour ce faire, l'éveil de la conscience doit s'articuler autour d'au moins 6 axes majeurs :

### 1. La définition de la nature des régimes

Il s'agit de montrer que les pouvoirs et les organisations politiques qui usent de la rhétorique identitaire pour la prise ou la conservation du pouvoir sont des versions de régimes fascistes car elles partagent généralement les dénominateurs communs suivants : une pensée politique manichéenne ; la stigmatisation d'un ou de plusieurs boucs émissaires ; le déni des génocides officiellement reconnus ; une allergie à la démocratie ; l'usage de la force dans la gestion des affaires publiques ; la constitution d'une milice qui se rend coupable de crimes de masse et de crimes contre l'humanité ; la mainmise sur les richesses nationales ; une corruption décomplexée et un comportement belliqueux.

### 2. La connaissance des expériences d'autres peuples

Le phénomène du Populisme Identitaire Radical n'étant pas spécifique à l'Afrique, ni nouveau, mieux le combattre passe également par la connaissance des expériences d'autres peuples qui ont été, dans le passé, confrontés à des tyrannies similaires et dont les résistances multiformes furent victorieuses. En d'autres termes, l'éducation citoyenne doit puiser son contenu au sein du patrimoine universel de la résistance contre la barbarie.

### **3. La politique comme recherche du bonheur commun**

Les élites populistes utilisent la politique comme un tremplin pour accéder au pouvoir. Le but étant ici l'accès aux richesses matérielles, aux prestiges symboliques et au contrôle d'instruments d'exclusion. Elles ne lésinent sur aucun moyen pour atteindre leur objectif. L'éducation citoyenne doit opposer à cette approche individualiste et sectaire l'autre version de la politique. C'est-à-dire la recherche du bonheur commun qui se matérialise par la défense de l'intérêt général.

### **4. La lutte pour la paix durable**

Les fondements d'une paix durable sont aux antipodes de la paix des dictateurs et de la paix des braves. Pour un dictateur, l'absence de la guerre signifie la paix même si tous les indicateurs de développement humain sont au rouge. Ici la pauvreté a beau tuer autant que la guerre, tant qu'il n'y a pas de crépitement d'armes dans le pays, le tyran parle de la paix. La paix durable n'a non plus rien à voir avec la paix des braves qui se limite à la signature d'accords entre les belligérants pour arrêter la guerre et au partage par les dirigeants des ressources du pays. Ici la violence structurelle qui touche le peuple n'est pas la préoccupation des acteurs du conflit. On parle dans ce cas de sécurité au sommet et de la persistance de l'insécurité à la base. La paix durable qui nous intéresse ici est un état où sont garanties à l'ensemble de citoyens la sécurité physique, économique et la liberté.

### **5. Une démocratie participative et inclusive**

On est véritablement citoyen si on est conscient de ses droits et de ses devoirs. Parce qu'on est capable de se choisir ses représentants en âme et conscience, par la raison et non la passion. L'apprentissage de la démocratie commence par son exercice dans les associations de la société civile et dans les partis politiques. Ces structures doivent être considérées comme des universités parallèles où s'élabore le visage de la société pacifique future. La démocratie participative fait de la parole pour tous un devoir et un droit. Elle a pour permanente préoccupation l'inclusivité de toutes les composantes de la nation dans les processus d'élaboration et de décision politique. Car il n'y a aucune garantie qu'une organisation d'opposition qui s'accommode de la sous-représentation des femmes et des diversités nationales change de comportement une fois au pouvoir.

## **6. La défense des valeurs humanistes**

Parce que la barbarie en Afrique et ailleurs est généralement théorisée par les intellectuels, il est fondamental d'inclure dans les programmes d'éducation à la citoyenneté la connaissance des valeurs humanistes et d'Ubuntu. Ces valeurs ne doivent pas être uniquement des objectifs futurs mais des attitudes et des comportements de la vie de tous les jours. Elles sont tout à la fois les antithèses du cynisme glacial du fascisme mais également les instruments de résistance contre les injustices dans toutes les sociétés.

### **Le train de l'espérance ne doit pas s'arrêter**

Le passé est notre meilleur allié quand il nous sert d'école de lucidité et de fondement pour l'amour de la liberté. L'Afrique a déjà montré des capacités admirables de résistance et de résilience au cours de son histoire. Elle a plusieurs fois démenti les pronostics pessimistes qui la condamnaient en faisant preuve de créativité et en trouvant dans son patrimoine historique les moyens pour surmonter les pires tragédies. Ni l'apartheid, ni le génocide des Tutsi au Rwanda n'ont provoqué l'effondrement de ces nations. Preuve que le Populisme Identitaire Radical ne saurait arrêter la dynamique d'émancipation économique du continent, si nous le décidons.

# « De quoi se mêlent-ils ? » : l'échec de l'impérialisme moral en Afrique<sup>1</sup>

Jean-Pierre Olivier de Sardan\*

Attaquer publiquement et menacer de sanctions Idrissa Gueye, joueur sénégalais du Paris Saint-Germain qui a refusé de porter le maillot arc-en-ciel lors de la journée de lutte contre l'homophobie, est le meilleur moyen de renforcer à la fois l'homophobie au Sénégal et le rejet de la France. Plutôt que de donner des leçons de morale aux peuples africains, les dirigeants, autorités, intellectuels et experts occidentaux gagneraient à appuyer celles et ceux qui, en Afrique même, tentent de faire évoluer les croyances, faire tomber les préjugés, changer les mentalités, lever les discriminations.

Jean-Loup Amselle a récemment décrit avec justesse dans AOC toute la complexité des débats autour : (a) du refus de Idrissa Gueye de porter le maillot arc-en-ciel avec les autres joueurs du Paris Saint-Germain lors de la journée de lutte contre l'homophobie ; (b) de sa condamnation comminatoire par la Fédération française de football adossée à une forte réprobation médiatique dans l'Hexagone contre le joueur sénégalais ; et (c) des soutiens multiples dont Gueye a, en revanche, bénéficié au Sénégal, le président Macky Sall inclus. Amselle, après avoir rappelé à juste titre le contexte post-colonial de cette affaire et le conflit récurrent entre universalisme et particularisme, s'est prudemment gardé de prendre position.

Je me risquerai pour ma part à aller plus loin et à prendre parti très clairement, car derrière cette affaire c'est aussi toute l'attitude des Occidentaux qui est contestée en Afrique, bien au-delà du Sénégal, jusqu'à et y compris l'aide au

\*Anthropologue, directeur de recherche émérite au CNRS et directeur d'Études à Lèhess

<sup>1</sup> Source et copyright AOC

<https://aoc.media/opinion/2022/06/13/de-quoi-se-melent-ils-lechec-de-limperialisme-moral-en-afrique/mardi-14-juin-2022>

développement, dont tout montre qu'elle est en crise profonde. Je pense que les attaques radicales et outrées contre Ibrahim Gueye sont non seulement déplacées mais doivent être condamnées, et qu'elles sont de plus révélatrices d'un mal profond dès lors qu'il est question des pays du Sud en général et de l'Afrique en particulier.

À quel titre les dirigeants, autorités, intellectuels et experts occidentaux s'autorisent-ils à donner sans cesse des leçons de morale aux peuples africains, en oubliant les poutres qu'ils ont dans l'œil et en bafouant bien souvent les règles qu'ils veulent imposer aux autres ? Ce sont cette arrogance, cette suffisance, cette condescendance, cette tartuferie, qui expliquent pour une grande part le rejet de plus en plus prononcé de l'Occident (France en tête) par une très grande partie des opinions publiques africaines, rejet massif dont on voit d'ailleurs dans l'actualité une conséquence que je trouve particulièrement déplorable mais dont il faut comprendre le pourquoi : un soutien envers Poutine très souvent affiché en Afrique, pour la seule raison qu'il s'oppose à l'Occident.

Revenons-en au cas Gueye. Le joueur n'a pas prononcé d'insulte homophobe, il n'a eu aucun comportement déplacé à l'égard d'un représentant quelconque de la communauté LGBTQI+. Si cela avait été, il mériterait la réprobation et tomberait éventuellement sous le coup de la loi française. Il ne s'est simplement pas associé à une manifestation contre l'homophobie. C'est son droit absolu. Comme c'était le droit de Mbappé de ne pas participer avec l'équipe de France à une promotion de Coca Cola. Chaque joueur est responsable de son image et ne peut être transformé contre son gré en porteur de publicité ou en porte-drapeau idéologique. Que ce soit pour de bonnes ou de mauvaises causes.

**Il faut lutter d'un côté contre les préjugés par la persuasion et la pédagogie, de l'autre côté contre les actes de discrimination par la critique publique et la loi, mais surtout ne pas mélanger l'un et l'autre.**

Participer aux *Gay Pride* ou aux manifestations contre le racisme serait-il alors obligatoire, et ne pas le faire serait-il donc assimilable à un comportement homophobe ou raciste ? Ce serait absurde. Ne pas s'associer à une activité publique contre l'homophobie ne signifie pas être homophobe, pas plus qu'un joueur de tennis russe qui ne critique pas publiquement l'agression russe en Ukraine ne peut être accusé pour autant de la soutenir. Les critiques virulentes contre Gueye n'ont pas lieu d'être. On peut d'ailleurs penser qu'elles ne visaient pas son identité sénégalaise et que tout autre joueur ayant réagi comme lui au-

rait fait l'objet de cette intolérance. Mais c'est justement parce qu'elles ne tenaient pas compte de son identité sénégalaise qu'elles ont soulevé un tel tollé en Afrique.

En effet, pour comprendre mieux l'attitude de Gueye lui-même, le fait qu'il soit sénégalais est incontournable. En refusant de porter le maillot symbolique de l'homosexualité, qui l'aurait sans doute transformé bien malgré lui en militant pro-homosexuel aux yeux de ses compatriotes, Gueye ne voulait sans doute pas tomber sous le coup d'une avalanche de quolibets et d'insultes au Sénégal, où l'opinion publique est clairement homophobe. Cela me semble très compréhensible de sa part. Peut-être aussi (je n'en sais absolument rien) est-il hostile personnellement à l'homosexualité. Et alors ? Là aussi ce serait son droit : ce sont les insultes et les actes homophobes qui sont proscrits (non seulement légalement, mais aussi légitimement à mon avis), mais pas le rejet de l'homosexualité à titre personnel (« en son âme et conscience » selon la formule consacrée).

La répression en France de l'homophobie et de toutes les discriminations ne doit pas empiéter sur la liberté d'opinion. À chacun d'entre nous de convaincre nos parents, nos amis, nos collègues ou nos voisins que telle ou telle discrimination qu'ils portent en eux à titre personnel et privé est absurde ou nocive. On ne doit pas pour autant les mettre à l'amende ou au pilori, dès lors qu'ils gardent pour eux leurs clichés et leurs phobies et ne s'en prennent publiquement à personne. Il faut lutter d'un côté contre les préjugés par la persuasion et la pédagogie, de l'autre côté contre les actes de discrimination par la critique publique et la loi, mais surtout ne pas mélanger l'un et l'autre.

Passons maintenant aux relations avec l'Afrique, non seulement en ce qui concerne l'homophobie mais plus généralement les interventions des Européens en matière de normes sexuelles et familiales d'une part, de mœurs politiques d'autre part. Il y a beaucoup de valeurs morales considérées désormais au Nord comme « allant de soi » que les décideurs occidentaux de tous bords, depuis les grandes agences de développement jusqu'aux ONG grandes et petites, entendent imposer à l'Afrique, non certes par la force, mais par le biais de multiples conditionnalités de l'aide : la défense des droits des homosexuels, certes, mais aussi la promotion des femmes, la régulation des naissances, la lutte contre le mariage forcé et le mariage des enfants, la lutte contre la corruption, la démocratie électorale, la transparence et la redevabilité, la promotion de la société civile...

Rappelons que, en France, ces valeurs n'ont été admises, acceptées comme largement partagées et inscrites dans la loi que relativement récemment : le mariage forcé régnait à l'époque de Molière qui en a fait un sujet favori de ses comédies, l'État français sous Pétain n'était pour le moins pas démocrate, les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1945, les propos racistes et homophobes étaient parfaitement tolérés il y a quelques décennies, l'avortement n'a été légalisé que récemment, la corruption dans le BTP était il y a peu généralisée et n'a pas disparu dans l'industrie de l'armement, etc.

Néanmoins mieux vaut tard que jamais, et on ne peut que se féliciter du progrès majeur que constitue l'adoption officielle de ces valeurs morales, au moins au niveau des principes et de l'espace public. Ceci ne signifie pas pour autant que la réalité suive. Je suis de ceux, très nombreux, qui considèrent que, en France même, il y a encore beaucoup de travail à faire (du côté de la persuasion, surtout, mais du côté de la loi, aussi), pour que ces valeurs soient inscrites dans la vie et les interactions quotidiennes. La montée de l'extrême droite montre que la lutte contre les discriminations n'a pas encore gagné la partie, loin de là.

Cela autorise-t-il pour autant les représentants de la France ou plus largement les décideurs de l'aide au développement et de l'aide humanitaire à donner des leçons aux autres peuples, et à se comporter en militants imposant de l'extérieur ces valeurs aux autres ? Certes, l'exportation systématique vers l'Afrique de valeurs morales devenues incontournables en Occident se fait avec les meilleures intentions du monde, au bénéfice des discriminés, des opprimés, des pauvres : il s'agit d'intervenir « pour leur bien ». Ceci rappelle d'une certaine façon les discours missionnaires des temps coloniaux. Le problème c'est que ce « bien » est perçu par la plupart de ceux auxquels il s'adresse comme un « mal », et que ces « amis qui nous veulent du bien » sont bien souvent considérés comme des hypocrites qui nous humilient.

**Le fonctionnement actuel de l'aide occidentale, avec ses injonctions éthiques liées à toute allocation de fonds, a échoué.**

Car c'est de cela qu'il s'agit. Les projets de développement incorporent quasi systématiquement des conditionnalités « morales » dans les procédures de sélection et de gestion des fonds qu'ils allouent, conditionnalités acceptées de mauvaise grâce, mais acceptées quand même car incontournables pour bénéficier de l'aide. Obligation est faite aux institutions africaines qui veulent bénéfi-

cier de « projets », c'est-à-dire accéder à des guichets de l'aide, d'intégrer à leur action, quel que soit le sujet, la « société civile ». Obligation de respecter une parité ou un quota hommes/femmes. Imposition de clauses anti-corruption. Architectures institutionnelles exigées à base d'assemblées générales élisant des bureaux. Etc, etc.

Une partie de l'aide va aussi à des projets élaborés à l'extérieur de l'Afrique, par des experts internationaux, pour y développer des comportements conformes aux normes morales occidentales. Les programmes de planning familial ou de lutte contre le mariage précoce en sont un exemple typique.

Soyons clairs. Dans la plupart des pays d'Afrique, le patriarcat est la règle et les hommes dominant de façon écrasante la vie publique (même si les femmes ne sont pas démunies de contre-pouvoirs), la polygamie est très développée, la corruption est généralisée, l'homophobie règne ouvertement, la démocratie est contournée ou décriée. Le racisme et la xénophobie sont fréquents et souvent à visage découvert. Au Sahel, les mariages précoces et forcés sont toujours nombreux et largement validés socialement et religieusement. L'Afrique (pas plus que l'Europe ou l'Amérique) n'a rien d'un monde idéal qu'il s'agirait de préserver en l'état.

On ne peut donc se satisfaire de cette situation. Mais qui peut la changer ?

Une réponse s'impose. Le fonctionnement actuel de l'aide occidentale, avec ses injonctions éthiques liées à toute allocation de fonds, a échoué. Il va à l'encontre de ses bonnes intentions, car ses leçons de morale exacerbent le rejet de l'Occident et par la même favorisent la perpétuation des pratiques locales qu'il s'agissait de modifier. Passons ici sur les problèmes relatifs à la sphère civique (démocratie, transparence, corruption, etc...) et ne considérons que ceux qui, comme l'affaire Gueye, concernent la sphère privée. L'immixtion des pays riches dans la vie familiale et sexuelle de millions d'Africains est sans doute ce qui exaspère le plus la majorité des opinions publiques africaines. Ce sont des sujets particulièrement chauds, où les malentendus Nord-Sud sont les plus aigus.

La planification familiale l'illustre bien. Alors que le fait d'avoir de nombreux enfants relève pour la majorité des couches paysannes et défavorisées d'une rationalité économique partagée (c'est une garantie pour les vieux jours faute de toute retraite), d'une rationalité sociale partagée (une vaste progéniture restant un signe de prestige), et d'une rationalité religieuse partagée (Dieu ou Allah béniissant et favorisant la procréation comme chacun sait), les prêches laïcs sur la

nécessité de limiter les naissances sont d'autant moins écoutés qu'ils sont portés par des ONG américaines ou par des agences européennes qui se posent soudainement en protecteurs de l'avenir des pays africains (menacés de la bombe démographique), alors qu'on ne leur connaissait pas en général pareille sollicitude.

Une théorie du complot très largement répandue en milieu populaire trouve là un terrain favorable : incapables d'avoir assez d'enfants et menacés par l'expansion des populations africaines, les Blancs veulent stériliser ces dernières. Chez les intellectuels, on critiquera plutôt l'idéologie néo-malthusienne que les experts occidentaux veulent imposer à l'Afrique. Et pour tous il apparaît comme inadmissible que l'Occident se mêle de leurs affaires intimes et veuille imposer sa loi au cœur même de la vie familiale de l'Afrique.

Il en est de même avec le mariage forcé des adolescentes qui reste répandu par exemple au Mali ou au Niger. Encore pratiqué par de nombreux parents par peur que les jeunes filles tombent enceintes précocement et attirent ainsi la honte sur la famille, légitimé par la domination idéologique d'un salafisme revenant à l'époque du Prophète, accentué par la pauvreté qui permet à des notables de se procurer par la dot des gamines à bon compte, la lutte contre cette pratique n'est pas si facile.

Financée par des institutions internationales et pilotée par des ONG du Nord, lorsqu'elle arrive dans les villages elle suscite la suspicion, laquelle débouche vite sur le rejet. Mais de quoi se mêlent-ils encore ? Leur civilisation connue pour sa débauche veut donc dévoyer nos filles et intervenir jusque dans nos arrangements familiaux ?

De même, attaquer publiquement et menacer de sanctions un footballeur africain jouant en France pour avoir simplement refusé de porter un maillot symbolique de l'homosexualité est le meilleur moyen de renforcer à la fois l'homophobie au Sénégal (où l'homosexualité est considérée comme un crime) et le rejet de la France. L'homophobie trouve alors une nouvelle légitimation du côté de Dakar en tant que « valeur nationale » sénégalaise face à un ex-colonisateur qui veut imposer ses propres coutumes (perçues en outre comme perverses). Invertissons deux secondes le point de vue : que dirait-on en France si un coopérant parisien en poste à Nouakchott était menacé d'expulsion pour avoir refusé de sacrifier un mouton le jour de la Tabaski ?

Il n'y a évidemment pas de solution miracle. Mais face à l'échec des interven-

tions extérieures il y a au moins une piste possible : appuyer celles et ceux qui, en *Afrique même*, tentent de lutter, à leur façon et à leur rythme, contre les mariages forcés, pour le droit à la contraception, contre l'homophobie, pour la légalisation de l'IVG. Elles et ils existent, et il leur faut énormément de courage.

Ces militant(e)s sont très minoritaires, mais toutefois ne sont pas pour autant isolés, car une partie de la population n'approuve pas les mariages forcés ou la répression de l'homosexualité, accepte les contraceptifs, tolère les avortements. Mais cette partie-là reste silencieuse, dans la mesure où, sur la scène publique, la scène électorale et la scène religieuse, c'est le rejet des valeurs considérées comme occidentales qui tient de plus en plus le haut du pavé.

Tout appui extérieur aux militants ou dirigeants africains qui veulent modifier des comportements largement répandus doit donc se faire discret, à leur demande, à leur écoute, sans leur imposer telle ou telle procédure, tel ou tel calendrier. Cela implique un changement complet de méthode, et en particulier de rompre avec les mises en scène et les mises en récits publiques et parfois tapageuses par lesquelles les ONG et les institutions internationales qui interviennent en Afrique font actuellement savoir au monde entier les mérites de leurs programmes et les vertus de leurs interventions.

Seuls les «réformateurs de l'intérieur», où qu'ils soient (dans l'Etat ou dans la société civile, en haut ou en bas, en ville ou à la campagne) peuvent faire évoluer les croyances, faire tomber les préjugés, changer les mentalités, lever les discriminations. Peu à peu et pas à pas. Cela implique aussi de passer par les services publics (les systèmes de santé et les systèmes scolaires en particulier), souvent en piteux état, et qu'il faut donc aider à reconstruire en priorité plutôt que de les court-circuiter sans cesse.

Les «réformateurs de l'extérieur» ne sont ni efficaces ni bienvenus sous les formes actuelles de leurs interventions. Leur impatience missionnaire et leur impérialisme moral sont bien souvent contre-productifs, malgré leurs bons sentiments, voire à cause d'eux. Leurs bons sentiments masquent en effet leur méconnaissance dramatique des réalités locales, et leur manque d'écoute des raisons pour lesquelles les gens font ce qu'ils font. Comme dans le cas d'Idrissa Gueye.

Les trois textes qui suivent – Shaker, La montée de l'extrémisme et Des politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans – ont été mis à disposition par Loïc Barbedette\* et font partie de sa collection de textes « Mélanges : Penser et agir à partir de l'Afrique » basée sur ses expériences et réflexions dans le travail avec les acteurs africains depuis 1989. La collection de textes volumineuse est organisée en 12 volumes, qui sont disponibles sur fichier à la demande (loicbarbedette@orange.fr)<sup>1</sup>.

\*chercheur et activiste français travaillant depuis 1971 avec les organisations paysannes et autres acteurs à la base en Afrique sub-saharienne

1 Il s'agit de sept séries de « mélanges » qui recoupent les champs et questions transversales que j'avais identifiés et permettent d'accéder rapidement aux thèmes que l'on veut découvrir. Je les ai organisées en 12 volumes, qui sont disponibles sur fichier à la demande (loicbarbedette@orange.fr).

1. APPRENTISSAGES (4 textes, 34 pages)
2. ORGANISATIONS PAYSANNES : (1) *Découvrir les organisations paysannes ouest-africaines* (6 textes, 61 pages)
3. ORGANISATIONS PAYSANNES : (2) *Quelques jalons autour du mouvement paysan ouest-africain* (15 textes, 86 pages)
4. MUTATIONS SOCIALES : (1) : *Le laboratoire de la ville et la nouvelle cité* (8 textes, 81 pages)
5. MUTATIONS SOCIALES : (2) *Évolutions dans le temps* (4 textes, 84 pages)
6. MUTATIONS SOCIALES : (3) *Signes intéressants à bien déchiffrer, signes plus inquiétants* (10 textes, 59 pages)
7. JEUNESSES AFRICAINES : (1) *D'un siècle à l'autre : points de repères* (5 textes, 47 pages)
8. JEUNESSES AFRICAINES : (2) *Être jeune aujourd'hui dans le monde rural* (10 textes, 51 pages)
9. CONNAISSANCES TRADITIONNELLES CHEZ LES ÉLEVEURS OUEST-AFRICAINS (5 séries de textes, 56 pages)
10. CO-OPÉRATION : *points de vue et pratiques* (5 textes, 28 pages)
11. COMMENT EN PARLER ? : (1) *avec qui partager ?* (3 textes, 24 pages)
12. COMMENT EN PARLER ? (2) *parler à la première personne : retours d'Afrique* (1 texte, 32 pages)

# « Shaker » : une tentative et une invitation derrière ces « mélanges »

Extrait de : Penser et agir à partir de l'Afrique : mélanges de textes

Loïc Barbedette\*

En mettant à disposition ces mélanges de textes, je laisse chacun agiter le shaker en fonction de ses propres intérêts. Il y a cependant un titre commun qui indique l'orientation d'une tentative. Une tentative inachevée, mais que je propose de partager : celle de « *penser et agir à partir de l'Afrique* » autour de questions qui nous concernent tous. On pourrait aussi dire : « **que peut nous apporter aujourd'hui l'Afrique ?** », ce qui est une façon d'inverser la question de « l'aide au développement » (comment aider l'Afrique ?) qui me semble biaiser le rapport de co-opération et me rend très réticent à capitaliser mon expérience sous cet angle (« comment mieux faire ? »). J'aimerais faire passer – j'hésite à dire « transmettre », plutôt partager – autre chose, ouvrir une piste. Je propose en quelque sorte la question : « **comment l'Afrique peut-elle nous aider ?** » Ces mélanges appellent alors un prolongement, des échanges à partir de ces textes et autour de cette question à laquelle ces textes apportent des réponses partielles.

L'Afrique apporte bien sûr ses valeurs, ses cultures, ses savoir-faire, son intelligence sociale, sa « sagesse », ses civilisations... Il ne s'agit pas de l'oublier, mais je ne pense pas que l'on ouvre une piste bien nouvelle ni que l'on ira très loin en seulement célébrant ces richesses, d'autant qu'en réalité on sait peu mettre à profit ces apports en dehors de nos musées. Je crois que l'Afrique (les Afriques) peut par contre nous aider à élargir les schémas de pensée et d'action dont nous sentons bien les limites si nous la considérons comme une configuration sociale, économique, politique vivante et **parlante** qui nous permet d'entrevoir des questions, des angles de vue, des réponses différentes par rapport

à nos propres réalités, à renouveler nos façons de penser le monde. Si tel est le cas, l'apport de l'Afrique pour l'humanité est considérable, et il se justifie pleinement de chercher à « penser et agir à partir de l'Afrique ». Mais il y a, dans le prolongement de l'inachevé de ces mélanges, un gros travail à faire pour reformuler nos questions, et je rejoins tout à fait une réflexion que me faisait Denis Pesche en première réaction à ces mélanges : ce devrait être un travail collectif, et il peut aller dans des sens inattendus. Il s'agit de faire parler cette ou ces configurations africaines, ou plutôt d'entendre ce dont elles parlent. De nous décentrer.

Une porte d'entrée pourrait être celle, toujours révélatrice, des crises. Elle n'est qu'esquissée dans ces mélanges. La plus actuelle au moment où j'écris est celle de la *guerre en Ukraine*. Un peu tôt, bien sûr, pour en parler. Pourtant, cette guerre a déjà fait parler (ou plutôt se taire, ce qui est une façon de parler) l'Afrique aux Nations Unies ; elle a fait parler l'Ukraine et l'Europe à l'Afrique à travers la maltraitance des étudiants africains qui cherchaient à rentrer chez eux pour échapper aux bombardements. Elle fait parler d'Afrique le Kremlin qui semble avoir décidé de prolonger sa guerre hybride sur le terrain africain en redéployant sa puissante chaîne de propagande RT vers ce continent où il reprend déjà ses marques à travers ses mercenaires : on voit que dans le jeu de reconquête de son hégémonie, la Russie ne néglige pas la carte africaine. Quelle qu'en soit l'issue, si on la pense à partir de l'Afrique, cette guerre nous (re)dit l'importance de l'enjeu géo-politique du continent africain, et notre aveuglement (quand ce n'est pas notre mépris) par rapport à ce qui se joue dans et autour de lui. Je suis pour ma part convaincu que l'Afrique aura une place centrale dans le devenir du monde. Raison supplémentaire pour dès à présent « penser et agir » à partir d'elle, pas seulement quand on y travaille.

Je ne dis pas que l'Afrique proposera le modèle qui sauvera le monde, mais qu'elle sera un passage obligé pour le découvrir et le construire ensemble.

On le construira en surmontant une autre crise majeure déjà annoncée : celle de la mutation écologique, du *changement climatique* et de l'épuisement des ressources. Où l'Afrique nous invite à la saisir, c'est sous l'angle alimentaire alors que nous sommes plus sensibles aux dimensions environnementales. Se nourrir reste en Afrique le premier impératif (il le redeviendra peut-être pour nous demain) ; la pénibilité du travail agricole, notamment pour les femmes et pour

les jeunes, intervient également dans leurs options. Ici aussi il y a matière à élaborer à partir de l'Afrique des questionnements interpellants sur la transition agricole et alimentaire en se laissant par exemple interroger par l'ambivalence des attitudes et pratiques des paysans et paysannes africaines par rapport à l'agro-écologie ou la consommation. Le poids de la parole africaine tient à ce qu'elle s'exprime dans des situations extrêmes. La photographe de guerre Laurence Geai observait que, dans les situations extrêmes de conflits armés qu'elle a rencontrées dans des contextes culturels très différents, les réactions de l'être humain sont partout similaires et qu'elle en prend les mêmes clichés (« je n'ai qu'à être patiente et attendre : le geste arrive toujours. Je l'ai vu ailleurs, donc je sais qu'il va arriver ») : nous nous rejoignons aux extrêmes.

Je ne dis pas que les paysans africains aient raison dans leurs pratiques agricoles ou alimentaires actuelles, mais ils ont *leurs* raisons, qui peuvent devenir les nôtres.

La façon dont l'Afrique a jusqu'à présent réagi par rapport à une autre crise mondiale, la *crise sanitaire du coronavirus* a également fait entendre une « parole ». Elle est assez dissonante par rapport à la catastrophe attendue sur ce continent au début de la pandémie puisque son impact a été relativement limité. Je n'aime pas beaucoup recourir pour l'expliquer au concept de résilience, devenu un mot-valise trop sujet à des manipulations idéologiques, pourtant cela s'y apparente, pourvu que l'on en analyse les mécanismes. On y retrouve l'intelligence des stratégies d'adaptation qui ont permis par le passé aux familles de survivre aux grandes catastrophes (comme les sécheresses des années 70 et 80), mais également le ressort des solidarités et surtout peut-être les effets d'une moindre dépendance qu'ailleurs (même si elle tend à s'accroître) par rapport à la mondialisation des échanges, et de la persistance des circuits courts.

Il y a ici un enseignement à en tirer par rapport à la façon d'entendre parler l'Afrique : ne pas se contenter d'une écoute compassionnelle (entendre comment les populations souffrent – l'action privilégiée est alors l'action humanitaire), mais aiguïser une écoute interrogatrice (apprendre de la façon dont elles résistent, et agir à partir d'elles).

L'analyse de l'impact de la pandémie en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale montre cependant que l'Afrique a subi des dégâts pendant cette période. Ils sont de nature économique et sociale et sont liés aux obstacles à la circulation

des biens et des personnes. Mais les enquêtes réalisées révèlent que, pour celles et ceux qui en ont souffert, les causes n'en sont que secondairement les mesures restrictives liées aux plans de riposte à la pandémie : elles sont principalement attribuées à une autre crise majeure : *la crise sécuritaire*, particulièrement dans les zones sous emprise du djihad. Nous avons ici matière à penser la question de la violence à partir de l'Afrique.

Je ne sais pas ici où il est le plus pertinent d'entendre parler l'Afrique. Peut-être de plusieurs lieux, mais l'un d'entre eux est certainement le djihad lui-même et à travers les mécanismes de ses succès, de l'attrait qu'il exerce chez certains jeunes, de son exploitation de très anciennes frustrations liées aux inégalités, de ses arbitrages sur le foncier, de son recours à l'ethnicité, de sa composante religieuse et de sa manipulation du chaos que certains analystes comparent à la stratégie d'affirmation politique par la violence du Kremlin : voilà qui pourrait refermer provisoirement la boucle à travers ces quatre crises.

Il y a cependant au moins une question pour laisser la boucle ouverte : qu'il s'agisse de la question de l'Ukraine, du climat, de l'alimentation, du COVID ou du djihad, il y a toujours derrière elles sous diverses formes celle du rapport à l'espace et de la construction d'une entente pour y tenir ensemble – on est au cœur du politique. L'un des infatigables explorateurs de cette question que je trouve particulièrement fécond est Bruno Latour qui cherche à renouveler le concept de conflit de classe par celui de conflits de *classes géo-politiques* qu'il voit se multiplier sur tous les sujets de subsistance (on retrouve la question alimentaire pour l'Afrique) et d'accès au sol (on retrouve le foncier pour elle). Il cherche à travers les rencontres entre acteurs protagonistes qu'il provoque à construire de façon latérale les voies d'une entente pour « maintenir l'habitabilité du territoire dont nous dépendons ». De quels lieux l'Afrique parle-t-elle aujourd'hui au monde auquel elle et nous appartenons, et comment en parle-t-elle ? On retrouvera notamment ici la question de la mobilité et celle des migrations, mais aussi celle de la démocratie.

J'ai beaucoup parlé de « penser à partir de l'Afrique », mais bien peu « d'agir » à partir d'elle. La boucle reste donc très ouverte !

(Plésidy, 31 mars 2022)

# La montée de l'extrémisme

(note provisoire, 2022)

Extrait de Mutations Sociales 3

*Il manque à ce tableau de la part d'ombre des mutations à l'œuvre aujourd'hui une réflexion sur la montée de l'extrémisme religieux. J'ai beaucoup lu sur ce sujet très interpelant et qui déborde largement la question religieuse. Mais je n'ai pas pu écrire sur ce phénomène très complexe que je ne réussis pas encore à bien analyser.*

## Les signes

### Signes précurseurs non perçus

C'est pourtant une question à laquelle j'ai beaucoup réfléchi et un phénomène dont je n'avais pas su interpréter les premiers signes en 1992 au Nord du Burkina Faso en observant la multiplication des écoles arabes financées par l'Arabie saoudite.

Par contre, j'avais déjà perçu dans les années 70 les dangers de la marginalisation sociale des jeunes quand je conclusais en 1978 mon article sur l'avenir de la jeunesse en redoutant que ces jeunes<sup>2</sup> « Abraham » ne deviennent les palestiniens de l'Afrique et j'observais la demande religieuse de la jeunesse en désarroi, mais je n'avais pas fait le lien entre les deux.

### Premiers signes perçus

J'ai commencé à pressentir cette question de l'intégrisme religieux à partir de 2002 au Tchad où j'ai rencontré pour la première fois en Afrique sub-saharienne des femmes wahhabites portant le voile intégral<sup>3</sup> et où j'ai essayé de travailler avec les premiers « barbus » plutôt mutiques rencontrés dans l'Ennedi.

<sup>2</sup> Voir dans les Mélanges 4 sur les mutations sociales : « *Vivre en ville pour les jeunes des quartiers périphériques : Abraham, ou la jeunesse et ses avenir* » (1978).

<sup>3</sup> J'avais connu le voile en Algérie en 1964, à une époque où l'ambiance révolutionnaire portait plutôt à son abandon. J'ai alphabétisé alors à Batna des jeunes femmes qui se dévoilaient devant moi pour participer aux séances.

J'ai eu ensuite des échanges très riches au Niger avec Salamatou Sow à propos des tensions entre les nouveaux prêcheurs et la tidjania, et des controverses publiques provoquées par les lettrés musulmans pour confondre les fondamentalistes sommairement formés.

J'ai retrouvé cette question au Bénin à travers ce qui s'en disait dans certaines histoires de communautés où l'on voyait des jeunes en rupture disparaître un temps (partis vers le Nigeria), puis revenir barbus et transformés, et ouvrir leur propre mosquée concurrentes de celles fréquentées par les adultes.

J'ai également échangé plus récemment avec Mamadou Cissokho à Bamako sur la nécessité que nous percevions l'un et l'autre que les OP s'expriment sur cette question.

## Le vécu

### Deux témoins directs

J'ai entendu Amirou Baraboulé et son fils qui vivent dramatiquement ce problème dans leur village passé sous le contrôle des djihadistes et mieux compris par eux certains mécanismes de l'adhésion des jeunes au Djihad. Je reprends ici mes notes d'entretiens réalisés en 2017, en marge d'une assemblée d'APESS à Yaoundé.<sup>4</sup>

*Ahmadou Dicko, amirou de Baraboulé<sup>5</sup>, ne sait ni lire ni écrire, mais a reçu de son père une éducation traditionnelle très poussée, ce qui ne l'a pas empêché non seulement de scolariser ses enfants, mais de très tôt encourager les élèves à envoyer leurs enfants à l'école. En tant que maire de Baraboulé (autre singularité de ce « traditionnel » qui est entré dans l'arène politique moderne très tôt) il a soutenu la construction d'écoles. Il a également refusé par le passé à Malam (Ibrahim Dicko, le prédicateur djihadiste du Soum) à trois reprises un terrain à Baraboulé pour construire une mosquée, ce qui lui vaut aujourd'hui d'être directement menacé de mort (ainsi que sa famille). Il s'est réfugié à Ouagadougou, mais est quotidiennement informé de ce qui se passe au village.*

*Son fils Mincaïlou a autour de 25 ans. Il vient de terminer sa deuxième année*

4 Voir Mélanges 7, série « jeunesse » (« le lait ne vient plus du village »)

5 Petit émirat du Djelgoodji dans le Soum, au Nord du Burkina Faso. Amirou Baraboulé est également président de l'APESS.

d'agronomie. Il prend le risque de continuer de se rendre en cachette à Baraboulé pendant les vacances et à y faire un travail d'animateur. À travers son témoignage de cet « entre-deux » de la difficile poursuite de ses études en ville, où il est pénalisé par rapport aux jeunes « bourgeois », et de sa vie au village on voit que la stratification de la jeunesse est complexe.

Mincaïlou est un « défavorisé » en ville, un « favorisé » dans le village. Je l'y ramène et à ce qui se passe avec ses frères ou camarades qui ne sont pas allés à l'école. Il les identifie comme ses compagnons de jeu quand il était enfant, mais n'a plus beaucoup de relations avec eux, d'autant qu'il ne revient au village que quelques semaines par an au moment des congés. Certains se sont mariés et ont déjà des enfants : ce ne sont déjà plus des jeunes et ils ne sont plus dans les mêmes sphères de vie. Ils se saluent, mais n'ont pas grand-chose à se dire; ils sont dans des mondes différents. D'une certaine façon ces jeunes mariés sont mieux insérés que les jeunes comme Micailou dans la société (villageoise).

### **La réhabilitation des »perdants«**

Mais les autres ? Là on entre dans une zone grise, et sans doute au cœur de quelque chose de très important. La première impression que j'ai, c'est que ces jeunes sont devenus « invisibles » pour les jeunes comme Mincaïlou. Ils ne s'en préoccupent pas. Mais Mincaïlou accepte tout à fait que l'on cherche ensemble à les regarder. La première chose qui lui revient, c'est que ces jeunes regardent avec envie son Smartphone, son ordinateur, sa moto d'animateur. Il arrive rapidement à reconnaître que ces jeunes sont très frustrés. Peut-être certains de ces anciens compagnons de jeux le détestent-ils aujourd'hui. Ils semblent en tout cas ne plus se parler.

On serre un peu plus le sujet. Ces jeunes (bergers, manœuvres, ou sans emplois) ne sont pas heureux au village. Certains partent, d'autres se droguent. Mincaïlou convient – exemples à l'appui – que c'est chez eux que recrutent les djihadistes, et ces derniers leurs donnent les ressources pour prendre leur revanche et contester l'ordre qui les oppresse et dans lequel ils se sentent dévalorisés. Les prédicateurs leur apprennent que le mariage de leurs parents n'est pas conforme aux prescriptions du Coran, et donc est nul – et ces enfants le jettent à la figure de leurs parents (d'autres éleveurs m'en ont parlé; cela les trouble très profondément). De même ces prédicateurs accusent les marabouts et les imams d'avoir quitté la voie du Coran (hérétiques) et d'égarer les musulmans (ce discours a d'autant plus de prise que

*les marabouts sont loin d'être irréprochables ; « nous aussi les marabouts nous sommes dans un sac », confiait Ousmane Mody Ba lors de la préparation de cette AG) – et émancipent ainsi ces jeunes de l'autorité morale de ceux qui les maudissent dans le village. Ils leurs donnent des armes à feu autrement prestigieuses que les Smartphones, ils s'attaquent aux instituteurs et font fermer les écoles qui ont permis la promotion humiliante pour eux des Mincaïlou et autres jeunes scolarisés. Le djihadisme réhabilite ces exclus, ces perdants.*

(Yaoundé, décembre 2017)

(Plésidy, mars 2022)

# Des politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans

(extrait d'une note de suivi de la FONGS, 2020)<sup>6</sup>

Extrait de Mutations Sociales 3

## Qui peut dire de quoi demain sera fait ?

On a peur de dire une banalité quand on évoque l'incertitude qui prévaut actuellement dans tous les domaines et qui a encore été accentuée en 2020 par la pandémie du coronavirus<sup>7</sup>.

L'incertitude la plus importante est très certainement celle qui résulte de l'épuisement des ressources et du dérèglement climatique. Le Sénégal en connaît déjà les effets. À cela s'ajoute l'instabilité liée à la montée de la violence et la multiplication des conflits armés. Si le Sénégal a été jusqu'ici à l'abri de la déstabilisation liée à la montée de l'extrémisme, l'expérience récente d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, comme par exemple celle du Burkina Faso où on ne l'attendait pas, montre que l'on ne peut pas être certain que la menace en soit écartée.

*Ce qui apparaît par contre certain, c'est que si rien n'est fait pour changer le cours de la compétition actuelle sur les ressources et de la maximisation du profit, les déséquilibres vont s'accroître et les inégalités se creuser. Le mouvement paysan et la FONGS ne peuvent pas fermer les yeux sur cela.*

<sup>6</sup> note 18 : » *Un mur à percer – la mise en œuvre du deuxième plan stratégique 2017/2021 de la FONGS* « (octobre 2020, 64 pages).

<sup>7</sup> Selon le *rapport bisannuel sur la pauvreté et la prospérité partagée* publié par la Banque Mondiale le 7 octobre 2020, cette pandémie risque d'entraîner entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année et jusqu'à 150 millions d'ici à 2021, en fonction de la gravité de la récession économique. Une grande partie des « nouveaux pauvres » sera concentrée dans des pays qui connaissent déjà des taux de pauvreté élevés, notamment en Afrique subsaharienne.

## Réapprendre à vivre avec l'incertitude

Les temps modernes n'aiment pas l'incertitude. L'avènement de la **modernité occidentale** a introduit depuis le 18<sup>ème</sup> siècle l'idée que les progrès de la science, de la technique, de l'économie, de l'organisation sociale et politique vont permettre de maîtriser le monde, d'éradiquer la maladie, et de *rendre les êtres et les choses disponibles de manière permanente et illimitée*. S'est ainsi imposé au monde un mode de pensée pour lequel *tout ce qui apparaît doit être connu, dominé, conquis, rendu toujours plus prévisible et disponible* pour assurer le bien-être et satisfaire une consommation dont la constante augmentation serait le signe du progrès humain, au prix d'une exploitation sans retenue des ressources considérées comme inépuisables.

C'est cette illusion moderne de toute puissance dans la maîtrise du monde et de ses richesses qui est mise aujourd'hui en échec par le « *surgissement, selon la formule du sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa<sup>8</sup>, de crises erratiques qui révèle l'inanité d'une volonté de contrôle débouchant sur un chaos généralisé* ». Il faut donc apprendre à vivre avec l'incertitude, ou plus exactement le réapprendre, car la modernité occidentale est récente dans l'histoire de l'humanité et depuis la nuit des temps l'homme a composé avec l'incertitude : la pensée traditionnelle africaine construit un rapport au monde qui n'est pas fondé sur la toute-puissance de l'homme.

*En travaillant sur la transformation des exploitations familiales, le FONGS avait entrepris en 2013 une réflexion de fond sur les voies d'une modernité africaine qui ne soient pas celles de la modernité occidentale et repérait qu'elle consistait chez les paysans à « penser leur vie de façon nouvelle »<sup>9</sup>. Il serait souhaitable que la fédération reprenne et approfondisse cette réflexion. Il y a en effet urgence à « penser la vie de façon nouvelle » pour affronter les incertitudes actuelles. Les politiques actuelles ne le font pas.*

8 Hartmut Rosa – « *Rendre le Monde indisponible* » (Ed. La découverte, janvier 2020, 144 pp.)

9 FONGS – Les exploitations familiales sénégalaises investissent et se modernisent – (synthèse d'étape, 2013, 69 pp.)

### La « modernite » n'est pas la « modernisation »

Dans « la longue marche de la modernité africaine » (1990), l'anthropologue Jean COPANS distingue la « *modernisation* », simple acquisition imposée ou mimétique (et donc non réfléchie) d'innovations ou de modèles de comportement « *extra-africains* », de la « *modernité* » qui est la production indigène, autochtone, de nouvelles pratiques et d'une vision de la société.

La modernité se fonde ainsi sur une nouvelle *manière de penser, des idées* et des rêves (c'est à dire un « projet moderne » de vie), une nouvelle *philosophie* et une nouvelle vision *politique*. Son hypothèse est qu'une **modernité africaine**, différente de la modernité occidentale, est en voie de constitution, et qu'elle est la condition pour que l'Afrique maîtrise le présent et l'avenir de ses sociétés.

(extrait de « les exploitations familiales sénégalaises investissent et se modernisent », 2013)

## Des visions politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans

### Une fuite en avant

J'annonçais en terminant la revue des activités de la FONGS de 2016 à 2020<sup>10</sup> que je reviendrai sur le dernier ouvrage que nous a laissé **Abdourahmane FAYE** dans lequel il s'est appliqué de façon courageuse à « déconstruire les utopies » en faisant une **critique sans concession des politiques agricoles qui se sont succédées au Sénégal**<sup>11</sup>. Il en résume la constante stratégie par la formule : « *toujours faire plus de la même chose* ». Il montre que « *le modèle en vigueur depuis la colonisation est régi par l'objectif de produire plus de biens agricoles et de denrées alimentaires* » sans jamais réussir à atteindre l'autosuffisance alimentaire (...). « Les programmes qui incarnent sur le terrain ce modèle orienté vers la recherche de plus de production et de productivité se focalisent sur les cul-

<sup>10</sup> Voir note d'accompagnement « *Un mur à percer* », chapitre 1

<sup>11</sup> Abdourahme FAYE – « *Réussir l'agriculture sénégalaise* », l'Harmattan, 2018, 202 pages.

tures et le bétail et escamotent la dimension qui englobe la terre et le cheptel, ainsi que le besoin de reproductibilité et la recherche permanente d'équilibre qui sont à la base des stratégies familiales des paysans ». Il dénonce des « **agendas politiques bâtis sur le court terme** et la recherche de »l'inaugurable«. »

Cette fuite en avant procède d'une démission de l'État qui se traduit par une « *colonisation du secteur agricole par les **projets de coopération** dont les stratégies sont décidées par les bailleurs de fonds et consistent pour la plupart à expérimenter chez nous des solutions qui sont supposées avoir réussi ailleurs* », et par un « *discours édulcoré des autorités sur la cohabitation entre agrobusiness et agriculture familiale* » qui cache un « *net penchant pour l'agrobusiness qui poursuit la logique coloniale de l'économie de traite* » alors que ne sont alloués aux exploitations familiales que « *des moyens pour les maintenir en survie.* »<sup>12</sup>

Abdourahmane Faye met en évidence cinq conséquences de ces politiques à courte vue :

- ◆ les **effets de croissance** qui peuvent apparaître sont « *volatiles et artificiels* » : ces politiques peuvent « *enregistrer des succès apparents quand la conjoncture mondiale et environnementale est favorable, mais peuvent tout perdre au premier choc économique et environnemental* » (le Sénégal risque de le vérifier une fois encore avec les conséquences à craindre de la pandémie du coronavirus).
- ◆ la recherche de l'**auto-suffisance** patine parce que ces politiques ne s'adressent pas aux exploitations familiales, alors qu'elles sont les principales pourvoyeuses de nourriture, mais promeuvent « *une modernisation qui ne profite qu'à une minorité de gros producteurs et d'opérateurs du marché au détriment de la grande masse paysanne* ».
- ◆ les effets de ces politiques sur l'environnement et la **destruction des ressources** sont passés sous silence : « *ne l'oublions jamais, l'agriculture l'exportation de brut exporte aussi la fertilité de nos terres, sans mesures de reconstitution pour des raisons évidentes de compétitivité, et compromet à long terme leur productivité* ».

12 A. Faye rappelle qu'une enveloppe annuelle de 40 milliards est allouée aux exploitations familiales pour mettre en valeur 2 millions d'hectares, alors qu'une entreprise française, la Compagnie agricole de St Louis, a reçu un financement de 20 milliards pour cultiver 4.000 ha de riz dans la Vallée du Fleuve Sénégal.

13 Les concepts à la mode d'*Agriculture intelligente face au climat* (AIC) ou de *Nouvelle Révolution Verte*, qui ont aujourd'hui un grand succès dans la communauté internationale, suscitent égale-

- ♦ **l'expropriation des petits paysans de leurs terres** et leur sortie de l'agriculture du fait de la *spéculation foncière entretenue par les nationaux nantis* à la faveur notamment de l'afflux des investisseurs agricoles étrangers.
- ♦ l'impasse dans laquelle se trouve la **jeunesse rurale** quand les « *discours vénéneux des agences et projets agricoles d'emplois des jeunes depuis 2000 débouche sur cette réalité consternante de la désertion des jeunes insérés dès que la fin de leur assistance est envisagée* ».

*Parmi les évènements survenus dans le contexte depuis 2016 j'aurais pu évoquer la mort en 2018 d'un autre ami du monde paysan, Samir AMIN, qui avait forgé deux concepts très opératoires pour analyser la situation décrite par Abdourahmane Faye : celui de « développement inégal », pour rendre compte de la domination de la « périphérie » qui produit les bases des richesses du monde par les « centres » du capitalisme mondial qui cherchent à en tirer le maximum de profits, et le concept « d'extraversion » qui caractérise les économies de la périphérie exploitées par le centre et renforce leur dépendance. Ce sont des concepts aujourd'hui, à tort, oubliés. Cet oubli témoigne de la dépolitisation de la pensée.*

## **Aborder de façon critique les questions à se poser : quel type d'agriculture ? quel type d'économie ? quel type de société ?**

L'ordre dans lequel on se pose ces trois questions n'est pas indifférent. Les politiques actuelles mettent en première position l'ÉCONOMIE et leurs réponses à la question de savoir quel type d'économie il faut promouvoir reposent sur le postulat qu'il n'y a pas d'alternative au *modèle néo-libéral* dominant tiré par la recherche du profit sur un marché mondialisé. L'AGRICULTURE adaptée à cet ordre économique doit alors être *compétitive, productiviste, à haute technologie*. Pour faire face aux défis climatiques et démographiques actuels on mise sur une « agriculture intelligente » censée permettre d'augmenter la productivité en limitant l'émission des gaz à effets de serre<sup>13</sup>.

ment beaucoup de réserves du fait qu'ils restreignent l'impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle à la production agricole, font l'impasse sur l'agroécologie et permettent l'usage de pesticides, intrants chimiques, OGM, etc. (voir GRET – « *l'agriculture intelligente face au climat : solution innovante, ou concept politique ?* », juin 2014, et Rosa Luxemburg Stiftung – *False promises : The alliance for a green revolution in Africa (AGRA)*, juillet 2020).

Ces politiques savent que cet ordre économique a des conséquences dangereuses pour la SOCIÉTÉ : il crée de la richesse pour les uns et de la pauvreté pour les autres, il creuse les inégalités et renforce les exclusions et les frustrations, mais cet ordre social inégal vient au dernier rang des préoccupations et n'est pas remis en question. Il est considéré comme un passage nécessaire pour permettre à la richesse des plus fortunés, pourvu qu'elle continue de s'accroître, de « *ruisseler* » sur les plus pauvres. Ces politiques ne cherchent pas à instaurer plus de justice sociale mais misent sur la « résilience » des paysans et prévoient simplement des mesures de mitigation (filets sociaux...) qui atténuent les effets des inégalités auprès des plus vulnérables afin de prévenir les risques d'explosion sociale et de montée de l'insécurité.

Traditionnellement les paysans se posent ces questions dans un autre ordre :

- ♦ *Ils partent de la famille, du village, de communauté – donc de la SOCIÉTÉ, qui est la matrice de leur identité.*
- ♦ *Cette identité « paysanne » s'incarne à travers leurs activités (AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE, ARTISANAT) qui n'est pas seulement ce qui leur permet de se nourrir, mais ce qui construit et entretient leur rapport à la nature (la terre, l'animal, l'eau, le feu...), et fonde leur culture.*
- ♦ *Leurs échanges de biens et de services, c'est à dire leur ÉCONOMIE de proximité, s'organisent sur la base de la complémentarité de leurs activités. Mais il s'agit à proprement parler d'une « économie politique », au sens premier du terme<sup>14</sup>, dans laquelle les rôles et la position de chacun et chacune sont définis en fonction des différentes visions de la société portées par chaque grand groupe socio-culturel (wolofs, peuls et toucouleurs, sérères, mandingues, diolas, lébous, bassaris au Sénégal).*

Les réponses paysannes aux questions de la société, de l'agriculture et de l'économie sont ordonnées par leur vision du monde et de la vie. Elles sont déter-

14 Charles Gide, le père de l'économie sociale, rappelait que les penseurs qui ont créé au 17<sup>ème</sup> siècle le concept d'**économie politique** définissaient cette dernière comme l'étude de la production économique *et de ses relations avec les lois et les coutumes*. Ceci rejoint l'idée de Mamadou Cissokho lorsqu'il dit à propos des ruraux, dont » *le mode de vie, c'est social, c'est économique et c'est culturel en même temps* », que » *on ne peut pas faire une différenciation entre les activités, les mœurs et les coutumes* » (intervention de M. Cissokho lors de la cérémonie de dédicace du livre d'Abdourahmane Faye à Dakar, mai 2019).

minées par une véritable « intelligence sociale » qui fait aujourd'hui cruellement défaut dans le monde et qu'Abdourahmane Faye avait bien perçue lorsqu'il invitait dans son livre à « écouter les paysans » pour « changer de cap ». (...)

## « Revenir sur ce qui ne nous amènera que dans le mur »

Cette invitation était faite en 2019 par Mamadou Cissokho au cours de la cérémonie de dédicace du livre d'Abdourahmane Faye<sup>15</sup>.

Ce mur que l'on redoute, c'est celui d'un *monde qui deviendra invivable* le jour où il aura épuisé ses ressources naturelles en vivant au-dessus de ses moyens, celui d'une société déchirée parce qu'elle aura exacerbé la violence en entretenant l'injustice et en creusant les inégalités.

L'**aveuglement qui conduit dans le mur**, c'est la fuite en avant entretenue par l'illusion de toute puissance dans la maîtrise du monde et de ses richesses, et le contournement des questions vitales en usant d'une rhétorique du développement qui a aseptisé ses dimensions politiques et lissé les aspérités de la réalité pour éteindre toute velléité de résistance. Un discours convenu, chargé d'ambiguïtés, ce qui, selon l'expression de Cissokho, permet à tous de « dire la même chose alors qu'on ne pense pas la même chose ». Un discours qui endort et désarme.

Ainsi le discours sur la pauvreté et les « *groupes vulnérables* » permet de gommer les mécanismes de domination qui les ont produits ; l'invocation consensuelle de « *l'inclusion* » permet d'éviter l'analyse des ressorts de l'exclusion ; le discours sur la « *bonne gouvernance* » permet de masquer les réalités de l'oppression subie par ceux et celles qui sont exploités ; parler de « *réforme foncière* » plutôt que de réforme agraire permet d'ouvrir la porte à l'accapement des terres ; l'invocation de la « *résilience* » détourne de l'idée de résistance ; le focus

15 « *Laissez-nous nos modes de vie, utilisez nos savoir-faire pour les améliorer. Vos savoir-faire ne nous amèneront que dans le mur. Ceux qui nous ont devancé en Occident sont en train de revenir sur cela. Ils disent maintenant « il ne faut plus labourer », ils disent « on s'est trompé, surtout ne faites pas ce qu'on a fait. Il faut revenir à la base de la nature », et nous, on nous pousse dans cela, on dit « c'est l'objectif N°1 ». Si ceux qui vous ont enseigné disent maintenant que ce n'est pas bon, arrêtez ! Et venez pour qu'ensemble on crée une nouvelle dynamique, qui est la dynamique paysanne » (extrait de l'intervention de M. Cissokho lors de la cérémonie de dédicace du livre d'Abdourahmane Faye à Dakar, mai 2019).*

sur « *l'employabilité* » permet de faire l'impasse sur l'organisation de l'économie et les mécanismes d'exclusion sociale à l'œuvre ; en parlant de « *professionnalisation* » on postule la supériorité du modèle de l'entreprise à haute technologie mu par la recherche du profit sur les pratiques et les connaissances soucieuses de la reproduction des ressources et de la répartition équitable des richesses, et les « *success stories* » de jeunes « *agripreneurs* ou des « *start-up* » des nouveaux « *champions* » que l'on fait miroiter aux yeux des jeunes ruraux sont des mirages qui occultent les nouvelles dominations qui se préparent entre les gagnants et les perdants de la compétition sur le marché ; en vantant les vertus des « *Partenariats Public Privé* », on avalise le recul de la mission de service public et de garant du bien commun des États...

Derrière ces mots qui nous gouvernent se cachent des **intérêts** qui ne sont pas ceux des paysans ni ceux de la communauté humaine, et on assiste à un reflux inquiétant vers les intérêts nationaux ou individuels. Les motivations de l'Union Européenne quand elle a initié en 2015 le Plan d'action de La Valette prévoyant d'investir plus fortement dans le développement et l'éradication de la pauvreté en Afrique étaient clairement de limiter les flux migratoires devenus indésirables en Europe. Plus près de nous, le dernier message sur la stratégie de coopération internationale 2021–2024 de la Suisse marque un tournant très décevant chez cet ancien fidèle appui au mouvement paysan ouest-africain qui met aujourd'hui en avant « l'intérêt prépondérant de la Suisse »<sup>16</sup>.

L'absence de vision de longue portée et de recul par rapport aux conséquences à moyen et long terme de ce repli sur soi marque un recul alarmant de la pensée. Heureusement, comme en témoigne la prise de position du CETIM (et elle est loin d'être la seule) ou encore le mouvement de réflexion qui a été stimulé en 2020 par ce formidable analyseur des contradictions et des incohérences du système actuel qu'est la pandémie du coronavirus, il existe toujours des veilleurs engagés qui dénoncent cet aveuglement et cherchent à « *percer le mur* ». (...)

16 Voir l'intervention du CETIM (Centre de recherches et de publications sur les relations entre le Tiers Monde et l'Europe, Genève) à la 45ème session de l'Assemblée générale du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à propos de la nouvelle orientation de la politique de coopération au développement de la Suisse (16 septembre 2020)

# Pourquoi les pays africains préfèrent ne pas se laisser entrainer dans la guerre de la Russie

Kris Berwouts\*

L'Afrique s'est largement mise en marge du conflit russo-ukrainien, marquant sa distance par un vote peu unanime de la résolution de l'ONU condamnant l'invasion russe en Ukraine. On peut donc, de fait, se demander comment le conflit va impacter la cohésion politique du continent africain.

L'indignation suscitée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie n'est pas la même partout : en Afrique, le tableau est assez différent. « En tant qu'Africains, nous ne nous sentons pas du tout impliqués dans ce conflit ». Ou bien, peut-être, cette invasion offre-t-elle une nouvelle occasion pour les pays du continent d'afficher leur mépris face à l'ingérence occidentale ?

Cesser immédiatement les opérations militaires en Ukraine : telle était la demande de l'Assemblée générale des Nations unies début mars, réitérée dans une nouvelle résolution récemment approuvée. Une majorité écrasante des États membres de l'ONU, 141 sur 193, a soutenu cette résolution. Une petite minorité ne l'a pas fait : 5 pays ont voté contre, 35 se sont abstenus et 12 n'ont tout simplement pas voté du tout.

L'influence russe sur le continent est-elle plus importante que nous ne le pensions ?

Les proportions sont totalement différentes si l'on considère uniquement les 54 États africains membres des Nations Unies. 28 d'entre eux, soit un peu plus de la moitié, ont voté en faveur de la résolution. Sur un total de 35 abstentions,

\*Kris Berwouts est un chercheur belge qui travaille depuis plus de trente ans en et avec l'Afrique en particulier en RD Congo. – Source : *MO (Mondiaal Nieuws)* 18 mai 2022.

près de la moitié provenait de pays africains (16), et sur les 12 pays qui n'ont pas voté, 9 étaient également africains. L'Érythrée a été le seul pays africain à voter contre.

En revanche, l'Union Africaine (UA) a explicitement condamné l'invasion russe. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa et son homologue sénégalais Macky Sall, qui a récemment pris la présidence de l'UA, cherchent ainsi activement à jouer un rôle de médiateur.

Que se passe-t-il exactement en Afrique ? Le comportement de vote des États africains membres de l'ONU est-il motivé par une attitude anti-occidentale ? L'influence russe sur le continent est-elle plus importante que nous ne le pensions ? Les quelques démocraties africaines naissantes sont-elles déjà sur le déclin ?

## Poutine en Afrique

L'Afrique fait l'objet de toutes les attentions en ce moment. Sous différents angles, certains pays tentent d'occuper des positions stratégiques sur le continent. Les matières premières sont importantes, mais aussi la démographie : L'Afrique, avec ses 1,3 milliard d'habitants, est déjà le troisième marché mondial, juste après la Chine et l'Inde. En outre, elle bénéficie d'une situation idéale, au carrefour de l'Asie et de l'Europe, et de la perspective d'un certain nombre de pays émergents, qui devraient revendiquer un leadership économique dans un avenir proche.

Personne ne veut passer à côté. Les anciennes puissances coloniales ne se laissent pas écarter et de nouveaux acteurs apparaissent. Les États-Unis ont étendu leur présence en Afrique pendant la période de décolonisation. De son côté, la Chine est intervenue au début du siècle, alors qu'elle avait un besoin croissant de matières premières pour consolider son statut nouvellement acquis de superpuissance économique.

Et aujourd'hui, de plus en plus de pays essaient d'entrouvrir la porte : L'Inde, la Turquie, Israël, le Brésil, mais aussi la Russie, entre autres. À l'heure actuelle, la Russie compte 40 ambassades en Afrique. Seuls la Chine (52 ambassades), les États-Unis (48) et la France (47) font mieux.

La Russie tente également de faire contrepoids à la présence militaire américaine en Afrique.

Après l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie s'est retrouvée isolée au niveau international. Pour rompre cet isolement, le pays a activement recherché une influence et des alliés en Afrique. En octobre 2019, le président russe Vladimir Poutine a reçu 43 chefs d'État africains lors d'un sommet Russie-Afrique à Sotchi. Il a promis d'annuler les dettes et de doubler les échanges commerciaux au cours des cinq prochaines années.

La Russie tente également de faire contrepoids à l'influence militaire américaine en Afrique : via le United States Africa Command ou Africom en abrégé, les États-Unis implantent un réseau de bases militaires sur le continent afin de le contrôler et, si nécessaire, d'y intervenir rapidement.

La Russie, elle aussi, vise à garantir l'accès aux ports et aux bases navales. Elle pourra ainsi soutenir d'éventuelles opérations militaires en mer Rouge, qui sépare l'Afrique de l'Est de l'Asie, et en Méditerranée, qui borde les pays d'Afrique du Nord. Par conséquent, la politique africaine de la Russie est liée à sa politique au Moyen-Orient qui donne un rôle important à la Syrie, par exemple. Les sites stratégiques pour la Russie sont les ports de Berbera (Somaliland), Massawa et Assab (Érythrée), Port Soudan (Soudan) et diverses installations maritimes en Libye.

Les autres priorités russes sont le canal de Suez, la Méditerranée orientale et le détroit de Bab el Mandeb, qui relie la mer Rouge au golfe d'Aden. En outre, la Russie tente de s'imposer en Afrique australe dans les ports du Mozambique. Elle a ainsi effectué des exercices navals conjoints avec l'Afrique du Sud.

Après l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie s'est retrouvée isolée au niveau international. Pour rompre cet isolement, le pays a activement recherché une influence et des alliés en Afrique.

## Armes et fake news

A la recherche donc d'une influence majeure sur le continent africain, la Russie tente essentiellement de développer son aide dans le domaine militaire, affichant peu d'ambition pour devenir un partenaire économique majeur. Selon le Centre d'études stratégiques pour l'Afrique, le chiffre d'affaires annuel des entreprises russes en Afrique est d'environ 20 milliards de dollars, soit un peu moins d'un dixième du chiffre d'affaires chinois et européen.

Toutefois, sur le marché africain de la sécurité, la Russie est devenue un acteur important. Le commerce des armes est ici d'une importance capitale. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), de 2016 à 2020, la Russie était le deuxième exportateur d'armes au monde après les États-Unis. Elle a signé 30 % de la vente de toutes les armes aux pays d'Afrique subsaharienne au cours de cette période.

Le SIPRI estime en outre qu'au cours de ces quatre années, 18 % des exportations totales d'armes de la Russie sont allées à des pays africains. Les principaux acheteurs africains d'armes russes sont l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, le Maroc, le Nigeria, le Soudan, le Sénégal et la Zambie. Les armes russes jouissent d'une solide réputation sur le continent : elles sont considérées comme abordables, faciles à entretenir et fiables.

Les clients africains semblent de plus en plus intéressés par les avions de chasse, les hélicoptères, les chars et les systèmes de défense aérienne. Le fait que la Russie ne pose pas de questions critiques sur les droits de la personne n'est pas qu'un détail.

Ces dernières années, la Russie a signé une vingtaine d'accords militaires avec des partenaires africains, soit beaucoup plus qu'au cours de la décennie précédant le sommet de Sotchi. Ces accords portent sur la coopération dans le domaine de la sécurité. En 2021, par exemple, de tels accords ont été conclus avec le Nigeria et l'Éthiopie, les deux pays les plus peuplés d'Afrique, qui ont tous deux l'ambition de jouer un rôle de premier plan dans leur région.

Le gouvernement russe et le groupe Wagner déclarent tous deux qu'ils n'ont rien à voir l'un avec l'autre, mais tout indique qu'il existe une étroite coopération.

Le groupe paramilitaire Wagner est devenu un instrument important, aujourd'hui presque mythique, pour la mise en œuvre de la politique africaine de la Russie. Officiellement, il s'agit d'une entreprise privée qui fonctionne indépendamment du gouvernement. Le groupe envoie des mercenaires dans les zones de conflit du monde entier. Ils sont ensuite déployés dans des zones de combat, mais aussi pour protéger des intérêts miniers, notamment à Madagascar et en République Centrafricaine. Le groupe Wagner disposerait d'environ 6000 hommes. La plupart d'entre eux sont des vétérans russes, mais des Syriens ont également été repérés dans un certain nombre de pays.

Le gouvernement russe et le groupe Wagner déclarent tous deux qu'ils n'ont

rien à voir l'un avec l'autre, mais tout indique qu'il existe une étroite coopération, par exemple avec le service de renseignement militaire russe GRU.

Selon Human Rights Watch, le groupe Wagner a été impliqué dans les massacres perpétrés dans la ville malienne de Moura à la fin du mois de mars. Là-bas, Wagner assiste le gouvernement, arrivé au pouvoir après un coup d'État, dans la lutte contre le djihadisme. Entre le 27 et le 31 mars, 300 civils y ont été exécutés sans procès.

Ces dernières années, la Russie a également investi massivement dans des campagnes de désinformation en Afrique. Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, il y a eu au moins 16 opérations de ce que le gouvernement russe lui-même appelle « guerre ambiguë », attisant délibérément griefs et discorde dans les territoires sensibles.

Souvent, l'objectif n'est pas tant de convaincre que d'embrouiller les citoyens et de favoriser la désillusion ou l'apathie. Des campagnes de fausses nouvelles ont été identifiées dans tous les pays où le Groupe Wagner est actif. Cette approche ne diffère guère de la manière dont la Russie a soutenu la candidature du président Trump aux États-Unis en 2016. Facebook, Twitter et TikTok sont utilisés comme des armes importantes dans la bataille de la désinformation.

## Une attitude anti-occidentale lors du vote ?

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles beaucoup moins de pays africains ont soutenu la résolution de l'ONU contre l'invasion russe. La première est que plusieurs pays africains sont très sceptiques à l'égard de l'OTAN et, par extension, de l'Occident. L'opinion politique et la presse de ces pays africains considèrent, en effet, de plus en plus les alliés occidentaux traditionnels comme des hypocrites

Les pays occidentaux ont perdu beaucoup de crédibilité morale à cause de leur ingérence, et cela se reflète dans le comportement de vote.

Du point de vue africain, l'Occident se préoccupe principalement de sa propre économie et de sa propre population. Les pays occidentaux font constamment référence aux valeurs démocratiques et aux droits de la personne, mais n'agissent que lorsque leurs propres intérêts économiques ou leur programme libéral sont en jeu.

La manière dont l'Occident s'est débarrassé du président libyen Mouammar Kadhafi en 2011 a particulièrement choqué de nombreux Africains. L'OTAN, sous l'impulsion et l'implication majeure de la France, a bombardé des cibles en Libye et Kadhafi a été exécuté. Ces actions ont déstabilisé non seulement le pays mais aussi toute la région. On peut dire autant de la chute de Saddam Hussein. De nombreux pays occidentaux ont perdu beaucoup de crédibilité morale avec leur ingérence, et cela se reflète dans le comportement de vote.

## Non liés

Pour de nombreux pays d'Afrique, la confrontation actuelle entre la Russie et l'Occident rappelle les mauvais souvenirs de la guerre froide. Les trente premières années d'indépendance en ont été fortement marquées. À cette époque, l'Afrique n'était qu'un pion sur l'échiquier de la guerre froide.

Les deux blocs se sont affrontés par l'intermédiaire de pays tiers, parfois de la manière la plus cynique qui soit. Par exemple, les États-Unis et l'Union soviétique se sont opposés au sujet du conflit somalo-éthiopien, et la manière dont cela s'est déroulé a défié l'imagination. Les États-Unis ont soutenu l'Éthiopie, l'Union soviétique, la Somalie. Lorsque les militaires marxistes ont déposé l'empereur éthiopien Haile Selassie, les superpuissances ont tout simplement changé de camp.

La guerre en Ukraine pourrait bien être une impulsion pour relancer le Mouvement des Non-Alignés.

Plusieurs guerres et guerres civiles ont résulté de cette division en blocs de pouvoir, avec un lourd tribut en vies humaines, dû à un conflit dans lequel l'Afrique n'avait fondamentalement rien à faire. Ne pas voter avec l'Occident est un refus ferme de rentrer dans la logique bipolaire dans laquelle la guerre de la Russie pousse le monde.

Les 16 abstentions et les 9 pays qui n'ont pas participé au vote peuvent s'expliquer, du moins en partie, comme l'expression du désir de rester neutre.

L'Afrique est à l'aise dans le monde multipolaire du début du siècle, et se sent à l'aise avec divers interlocuteurs. La guerre en Ukraine pourrait bien être une impulsion pour relancer le Mouvement des Non-Alignés, selon des analystes, des journalistes et des groupes de réflexion.

C'est l'alliance par laquelle les pays, notamment ceux du Sud, ont tenté de naviguer entre les deux blocs pendant la guerre froide, avec plus ou moins de succès. Le mouvement n'a jamais été dissous, mais il a mené une existence plutôt effacée au cours des dernières décennies.

Pour un certain nombre de pays, le vote de la résolution de l'ONU a probablement été tout le contraire. Pendant la guerre froide, ils ont été soutenus par l'Union soviétique dans leur lutte armée pour l'indépendance. Apparemment, dans une certaine mesure, la Russie de Poutine reste l'héritière de la gratitude qui s'en est suivie. C'est le cas, par exemple, d'un certain nombre de pays d'Afrique australe, comme le Zimbabwe et le Mozambique, où les mouvements de libération ont mené une longue lutte armée.

D'autres pays dépendent de la Russie, par exemple, pour la lutte contre les soulèvements internes ou pour l'approvisionnement en céréales et en engrais. Certains pays n'osent donc pas prendre position contre la Russie. Il en va de même pour de nombreux pays qui ont voté en faveur de la résolution, mais qui ont ensuite affiché leur indépendance à l'égard des partenaires occidentaux.

Dans certains médias occidentaux, notamment américains, il semble que les pays démocratiques d'Afrique aient voté pour la résolution de l'ONU et que les pays autocratiques aient voté contre ou se soient abstenus. Mais c'est une vision assez réduite. Deux des démocraties africaines les plus établies, l'Afrique du Sud et le Sénégal, se sont non seulement abstenues, mais tentent également de jouer un rôle de médiateur.

## Médiation

« En tant qu'Africains, nous ne nous sentons pas du tout impliqués dans ce conflit », déclare **Alphonse Ntumba Luaba**, qui a une longue expérience de la politique congolaise et africaine. « Les Européens se battent entre eux pour le pouvoir et l'influence. Ce ne sont pas des valeurs qui sont en jeu. Pour nous, la vague de solidarité en faveur de l'Ukraine est choquante, car elle nous confronte aux deux poids deux mesures dans le *domaine de la compassion*. La probabilité que ce conflit nous divise me semble extrêmement faible. »

Ntumba Luaba a été secrétaire général de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) de 2011 à 2016 et a coordonné en 2020 la

cellule qui a préparé la présidence du président Tshisekedi à l'Union africaine. Pendant cette présidence, de février 2021 à février 2022, il était le bras droit de Tshisekedi.

« Je ne pense pas que le vote ou le non vote de la résolution de l'ONU en dise long sur la façon dont les pays d'ici considèrent ou non la démocratie et la bonne gouvernance » *Alphonse Ntumba Luaba*

Que pense-t-il des tentatives africaines de médiation avec la Russie ?

« Je pense que c'est une bonne chose que Sall et Ramaphosa tentent une médiation. Nous ne savons pas si cela va réussir, mais mieux vaut cela que de ne rien faire. Beaucoup de gens pensent que Poutine devrait chercher une issue sans perdre la face. L'Afrique peut, peut-être, jouer un rôle dans ce domaine ».

Ntumba Luaba connaît bien les tenants et aboutissants des institutions multilatérales africaines et les différentes sensibilités en jeu.

Considère-t-il également le vote de la résolution de l'ONU comme un choix contre la démocratie, un symptôme de l'émergence d'autocraties ?

« Je ne pense pas que cela en dise long sur la façon dont les pays d'ici considèrent la démocratie et la bonne gouvernance ou non. Cela en dit long sur la gouvernance internationale qui nous est imposée ici par l'Occident. Nous en avons vraiment assez de cela. Nous trouvons cela particulièrement hypocrite ».

# Crise en A-Fric : Chemin pernicieux de la déresponsabilisation à l'irresponsabilité

Dupleix Kuenzob\*

Les nombreux morts au sein de la jeunesse africaine qui cherche à échapper au spectre de la faim, des guerres, des violences politiques et politiciennes ont-ils jamais parlé à la classe dirigeante de l'Afrique sub-saharienne ou aux jeunes eux-mêmes ? L'Afrique que nous voulons<sup>1</sup> ne serait-elle finalement pas du fric que nous cherchons même en passant sur les corps des victimes ? Sinon cherchons-nous alors un continent vidé de ses enfants les plus susceptibles de le construire ?

Ces interrogations expriment simplement une envie de comprendre pourquoi le cercle vicieux de la violence ne quitte toujours pas le continent dans sa partie dite Afrique Noire. Notre message n'est pas d'ajouter au récits macabres qui abondent dans la littérature et les médias ces dernières années, mais d'interroger la responsabilité des acteurs et parties prenantes des scènes ahurissantes dont les médias sociaux se délectent parfois sans ménagement de la sensibilité de l'humain.

Ces interrogations se posent effectivement parce que les responsabilités sont difficiles à établir. Il y a d'une part une volonté de déresponsabiliser certains et d'autre part un sentiment d'irresponsabilité que l'on veut bien attribuer à d'autres. Mais au-delà de toutes ces considérations, il se dessine un chemin qui irait de la déresponsabilisation à l'irresponsabilité. Et ce chemin là est éminemment pernicieux.

\*Mentor et Motivateur des jeunes, Entrepreneur sociale, Secrétaire Exécutif  
Dynamique Mondiale des Jeunes  
1 Idée vision de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine

J'en parle parce que l'organisation pour laquelle je travaille est mise au défi de son discours. Elle est contrariée dans sa philosophie par l'actualité des migrations clandestines dont la méditerranée est seule témoin et terrain de prédilection de ces jeunes qui ont décidé de se donner la mort par étouffement. Au propre comme au figuré. Au propre dans la mesure où la traversée du désert plonge nombre d'entre les pèlerins de l'exil dans une déshydratation qui finit par ôter la vie aux candidat(e)s. Au figuré puisque de plus en plus nous avons vu ahuris, les gardes côtes étouffer les résistants qui bravent le désert et les requins des mers et sautent la barrière semble-t-il électrisée de Melilla qui sépare l'enclave du Maroc de la côte espagnole.

Nous sommes contrariés par les faits et les actes dans notre conviction qu'au lieu « de laisser les jeunes rêver tous les jours de partir, c'est-à-dire de < fuir > leur pays parce qu'ils croient trouver ailleurs ce que leur pays ne leur a pas donné, nous devons les amener à croire qu'ils peuvent obtenir de leurs dirigeants ce dont ils ont besoin (...) au lieu d'abandonner les jeunes dans leurs luttes quotidiennes pour la survie, nous devons apprendre aux jeunes à lutter pour leur prospérité et celle de leur pays ».

L'évocation de cette contrariété n'est pas qu'un aveu d'impuissance ou d'incapacité. C'est que les messages implicites que nous percevons et recevons des acteurs en présence à qui nous croyons nous adresser à la base (populations) et au sommet (dirigeants) de la pyramide sociale, montrent que nous sommes loin d'être suivis, quand bien même nous sommes acceptés, écoutés et compris.

**Le premier niveau de contradiction**, nous l'avons dit plus haut. Peu de dirigeants s'inquiètent du départ massif de leurs jeunes. Quels chemins empruntent-ils ? Où vont-ils et que deviennent-ils ? Les agendas politiques internes ne traitent que très peu de ce type de problématiques qui semblent lointaines des préoccupations urgentes alors qu'elles constituent une réalité choquante. De ce point de vue le discours que nous pouvons tenir manque de réceptacle. Du côté des dirigeants, la vision qu'ils se donnent peine à se matérialiser en loi, politiques, programmes et projets. Les explications ne manquent pas. Très vite, dans certains cas, l'histoire est convoquée pour rappeler que l'Afrique noire a été dépossédée de ses ressources, qu'elle a souffert de la colonisation, de la traite négrière et que le potentiel dont elle peut se vanter est hypothéqué. Cette manière élégante de se déresponsabiliser a survécu au temps et aux générations. Le message implicite et même explicite véhiculé depuis les indépendances est celui de

faire comprendre que le continent est appauvri par le fait du colon qui a vendu la chèvre et tenu la corde.

Reconnaissons que cette thèse n'est pas fausse. Elle est d'ailleurs tellement vraie qu'il s'est développé avec passion, une forte pression internationale pour amener les musées européens à restituer *les biens culturels pillés en Afrique*. Arrêtons-à ce point avec la responsabilité du colon et interrogeons-nous. Comment s'organise-t-on pour préserver les biens d'aujourd'hui d'autres formes de pillage ? L'actualité économique révèle depuis des décennies que beaucoup de pays africains souffrent de la corruption. Celle-ci freine la croissance économique, nuit à l'Etat de droit et entraîne un gaspillage de compétences et de précieuses ressources. A cause d'elle, les entreprises hésitent à investir pour fuir un coût nettement plus élevé de l'activité économique. Cette corruption est malheureusement le fait d'acteurs internes qui ont perverti les structures de l'Etat pour les mettre au service des intérêts exclusifs et « exclusionnaires ».

En ce muant en prédateurs, les confirmés et pressentis protecteurs des biens communs marquent inexorablement le pas vers une irresponsabilité qui nous confond dans notre hypothèse de croire que les citoyens peuvent aisément obtenir de leurs dirigeants ce qu'ils espèrent trouver ailleurs. Cet autre niveau de contradiction se révèle être la pierre angulaire qui détermine le chemin pernicieux qu'empruntent nombres d'Etats. Car au lieu de fédérer les efforts pour s'affranchir définitivement d'une tutelle historique, les dignitaires qui constituent la classe politique se livrent à d'interminables batailles dont l'issue fait maintenir chacun des protagonistes captifs d'un troisième larron, exactement comme dans la Fable de La Fontaine où pour un âne volé, deux voleurs se battant ont vu l'âne emmené par un troisième brigand. C'est ainsi que les querelles politiques divisent les élites nationales, fragmentent les partis politiques enveniment les crises sociales et dérivent dans certains cas vers des guerres civiles dont la résolution fait appel à l'international avouant par là l'incapacité de se parler et de résoudre ses propres problèmes.

Oui, le déficit de dialogue à l'intérieur des Etats et entre les leaders est une fuite des responsabilités qui forme l'autre aspect de la contradiction à laquelle notre narratif se heurte. Comment peut-on sans relâche accuser l'occident d'être la cause de ses malheurs et en même temps être incapable de s'entendre sur un minimum qui puisse permettre de vivre ensemble sur la durée ? Nombre de tentatives de sorties de crises sont ainsi portées devant celui qui est indexé

comme la cause des misères de nos Etats. L'on dira que ce sont les pays d'Afrique eux-mêmes qui donnent entre les mains des autres le fouet avec lequel on les bastonne. Dès lors, les responsabilités semblent partagées. Seulement à y voir clair, ce partage de responsabilités ne survient que sur l'irresponsabilité de ces acteurs politiques qui ont fait du reniement des autres la raison de leur existence.

Dans ces conditions, les efforts de construire pour la jeune génération un cadre dans lequel elle peut encore développer un rêve est tellement mince que nous nous retrouvons dépourvus d'arguments pour convaincre la jeunesse qu'elle est une force de changement. Le scepticisme des jeunes peut trouver sa justification dans au moins deux considérations. Le refus de l'occident de réparer les préjudices qu'il a causés à l'Afrique, ce qui dédouane les dirigeants du continent d'être responsables du sort actuel de l'Afrique et la négation de ces dirigeants à renaître des cendres de leurs souffrances en prévenant d'éventuels chocs à travers un gestion parcimonieuse des rapports avec leurs citoyens. Cette seconde considération interpelle la responsabilité des dirigeants dans leur approche de gouvernance qui ne donne pas d'indication claire d'assumer l'indépendance et la souveraineté de leurs états.

A l'observation en Afrique au Sud du Sahara, un grand nombre de leaders abusent de leur pouvoir, et mettent en place des mécanismes et systèmes pour anéantir tout contre-pouvoir, devenant les bourreaux de leurs propres peuples, en remplacement du bourreau d'hier qui lui continue de se servir de sa victime d'hier avec la contribution de celle-ci. Ainsi croyons-nous qu'en Afrique, l'on a réussi à partir de la déresponsabilisation à l'irresponsabilité.

# Et si la rupture ou la révision profonde des relations avec la France et l'Occident étaient la solution?

Quelques réflexions à partir d'un regard d'en bas

Jeanot Minla Mfou'ou\*

## Introduction

Mon regard est celui d'un citoyen africain qui vit, observe et analyse ce qui se passe dans son continent.

Je m'intéresse dans le cadre de cette réflexion, d'abord à la zone du Sahel - expression qui désigne prioritairement les territoires des États membres du G5 Sahel confrontés à une crise sécuritaire importante mêlant rébellions de bandes armées, insurrections djihadistes, coups d'État, trafics illicites de drogue, d'armes et de migrants -, mais aussi au - delà, puisque je vais m'intéresser à la fois aux régimes militaires et à l'intervention russe en Afrique. Mais compte tenu du champ très vaste, ma réflexion et mes modestes analyses seront basées prioritairement sur les cas du Mali et de la République Centrafricaine.

## Quelques faits dans ces deux pays que sont le Mali et la RCA sur lesquels je fonde mon analyse

### Les similitudes entre les deux pays

Ce sont des ex-colonies françaises dans lesquelles, tout comme dans la plupart des pays francophones, tout ou presque a longtemps été et - dans certains cas

\*Expert camerounais en développement

– demeure sous influence française : l'économie, la politique, la culture et j'en passe ... Depuis les indépendances, l'armée française a, de tout temps et pendant longtemps, formé et équipé les armées de ces deux pays. Mais en plus, il y a eu une très longue présence et intervention de forces françaises à travers différentes opérations aux noms multiples et variés bien connus. Et comme si cela ne suffisait pas, la situation toujours instable de ces pays a conduit, toujours sous influence française, à une intervention des Nations Unies. Depuis des dizaines d'années, il y a des forces onusiennes qui interviennent dans ces pays avec des troupes venant de différents pays africains et autres, avec pour objectif d'y instaurer la paix.

Malgré tout cela, ces deux pays n'ont pas connu la paix depuis des années et sont parmi les moins développés d'Afrique, un vrai paradoxe en comparaison avec les immenses ressources naturelles dont ils regorgent. Au lieu de tout cela, il a longtemps existé dans ces deux pays des rébellions qui prennent au Mali la forme terroriste avec les différents groupes ou mouvements djihadistes aux multiples dénominations et en RCA des coups d'État à répétition. Toutes ces actions menées n'ont été que de la poudre aux yeux, les vieux démons ont vite repris le dessus.

### **Ces dernières années, il y a eu des changements de régimes dans ces deux pays**

En RCA, cela s'est passé à travers les élections, et les nouvelles autorités ont décidé de diversifier leur coopération militaire en faisant appel à la Russie, ce qui a heurté la France qui s'est retirée. Au Mali, il y a eu un coup d'état militaire et les nouvelles autorités chargées d'assurer la transition avant le retour à un régime civil, ont également décidé de diversifier leur coopération militaire en faisant appel aux Russes, cela a encore heurté la France qui une fois de plus a décidé de se retirer au point de presque rompre ses relations avec le Mali.

Depuis quelques années, les Russes sont donc présents et interviennent dans ces pays entre autres sur le plan militaire à travers des mercenaires russes pour les uns, et des militaires pour les autres. Sans vouloir entrer dans des débats d'opinion ou d'intérêt : il est certain et reconnu de tous, les Russes sont présents et interviennent militairement dans ces pays, aux côtés des armées nationales

à travers divers moyens : formation, approvisionnement en armements et autres équipements voire opérations sur le terrain.

### **Depuis cette nouvelle présence russe on peut faire quelques constats et observer que :**

La France s'est désengagée de ces deux pays et critique fortement les gouvernements de ces pays au point d'arriver à la rupture ou au gel de la coopération civile et militaire.

La situation dans ces pays semble se stabiliser. En RCA, les dernières élections présidentielles et législatives ont failli ne pas se dérouler sans cette intervention et présence russe. J'ai eu la chance d'effectuer une mission dans ce pays juste après cette élection, moment au cours duquel j'ai pu recueillir des témoignages de citoyens centrafricains. Il y a quelques mois au cours de cette année 2022, le président de ce pays, grand professeur de mathématiques, a déclaré et affirmé que son premier objectif en prenant le pouvoir était de stabiliser et sécuriser le pays, ce qui est fait, et qu'il va maintenant engager avec quiétude le développement du pays. Il était serein. Au Mali, malgré le retrait des troupes militaires françaises, les autorités disent aussi être sereines et affirment que la sécurisation du pays est en bonne voie ... etc.

### **Mes analyses et hypothèses sous forme de constats et orientations ou perspectives**

Sur la base des faits que je viens de décrire et de restituer, je me permets de faire quelques analyses et d'ébaucher des pistes de réflexion.

L'Occident, et plus particulièrement la France, est très fortement mêlé à la crise au Sahel et dans plusieurs pays africains. Non seulement ces pays ont été colonisés par la France, elle y a une forte présence et influence (pays francophones), elle y est intervenue militairement pendant des années sous différentes formes, coopération militaire, bases militaires, formation, assistance technique, ... etc. Malgré cela, ces pays sont demeurés très longtemps instables et très

pauvres. Eu égard à tous ces faits et ces conséquences il faut sûrement en tirer les leçons, revoir cette coopération voire la rompre pour sortir de cette influence française.

Les Nations Unies à travers leurs forces multinationales et de maintien de la paix et autres initiatives basées sur des résolutions du Conseil de Sécurité, soit pour autoriser les interventions militaires ou mettre sous embargo ces pays, pas d'achat d'armes et autres, ont favorisé ou aggravé l'instabilité des pays du Sahel et particulièrement du Mali. Il en est de même pour la RCA malgré les énormes moyens déployés. Il faut si ce n'est y mettre fin, tout au moins les repenser car elles ont résulté et résultent à des situations de grande instabilité et ne protègent pas efficacement les populations civiles. Les exemples sont légion pour montrer cela dans nos deux pays en question et au-delà en RDC et en Côte d'Ivoire où ces interventions onusiennes n'ont pas atteint les objectifs fixés dès le départ.

### **Le changement de leadership à travers certains coups d'état militaires ou des élections crédibles peut être un gage d'amélioration de la situation dans certains pays**

Un nouveau leadership dans certains pays africains à travers les élections ou les coups d'État militaires peut changer la donne dans les pays du Sahel et d'Afrique en général et ramener la paix. L'Afrique a besoin de dirigeants qui décident de travailler sur des questions taboues et complexes comme la coopération avec les puissances occidentales et particulièrement la France, le rôle et la présence des forces onusiennes de maintien de la paix ainsi que le rôle des Nations Unies dans leurs pays. Cela demande du courage et la volonté de prendre des risques car les forces d'en face ne veulent pas lâcher prise. Les forces de changement en Afrique ont besoin d'être appuyées par d'autres types de puissance pour résister, les BRICS et autres. Et c'est en cela que l'apport de la Russie voire de la Chine (coopération militaire et économique) constitue une piste intéressante.

En conclusion, les groupes djihadistes et autres forces rebelles qui déstabilisent les pays d'Afrique et en particulier ceux du Sahel, ont souvent, sous différentes formes, l'appui – volontaire ou involontaire – d'une certaine communauté internationale à travers des puissances occidentales. En plus de cela, certains

médias également sous l'influence de certaines puissances occidentales jouent également un rôle très négatif et contribuent à ces situations de crise. Toute cette situation très complexe doit changer. Mais ce changement n'est pas facile à conduire, et il est même risqué, pour y parvenir il faut un travail systématique, cela passe par l'avènement d'Hommes politiques et dirigeants nouveaux et courageux, la revue des anciens partenariats, la diversification des coopérations dans plusieurs domaines, notamment militaires et sécuritaires, pour arriver à des pays stables et une Afrique nouvelle. Bien évidemment, une condition nécessaire est le soutien des citoyens qui sont les premiers concernés.

# L'implication russe dans la coopération avec les pays africains : Qu'en pensent les jeunes ?

Flaubert Djateng\*

La révolte contre la France exprimée de manière forte par les autorités du Mali accompagné de louanges pour la coopération russe, l'intrusion brutale et les bombardements de la Russie en Ukraine avec ses conséquences sur la marche du monde ; ces événements défraient la chronique depuis plus d'un an. Après le tollé général, il s'en est suivi des actions diplomatiques, des prises de position, des mesures de sanctions contre la Russie, etc. Nous vivons un bouleversement au niveau mondial avec des perspectives incertaines au niveau de la stabilité.

L'Afrique est souvent décrite à partir de son potentiel des ressources du sous-sol, mais surtout depuis quelques années à partir de son potentiel humain, notamment représenté par les jeunes. Le continent africain est en moyenne peuplé à plus de 60% par des jeunes de moins de 25 ans. Parmi les discours, les déclarations politiques, les innombrables articles des journaux et autres sur le rôle de la Russie et ses implications dans la politique de développement de l'Afrique, la position des jeunes est difficilement perceptible. On les voit lire et relayer des contre-vérités dans les réseaux sociaux. Nous avons approché quelques jeunes pour savoir ce qu'ils pensent, écouter leurs avis, et comprendre quelles perspectives ils voient avec l'arrivée des Russes en Afrique.

Il y a le ras-le-bol du Mali par rapport à l'ingérence politique de la France, le système putschiste Burkinabé qui devient le cercle vicieux d'une vie Etatique continuellement perturbée et également la République Centra-

\* Coordinateur de Zenu Network au Cameroun et consultant/chercheur

fricaine, théâtre des exactions sécuritaires des forces de défenses occidentales, qui au passage sont dénoncées pour leurs violations des Droits de l'Homme. Entre toutes ces velléités, quelle sera la voie de recours qui interpellera les pays du Sahel vers une reconnaissance des valeurs ancestrales qui semblent être ignorées dans ces contextes ? Dans une perspective idéologique, il serait intéressant d'analyser la présence de la Russie dans les pays Sahéliens, dont le partenariat relève du « Laisser-Aller » comme un créneau pour se positionner. Sachant qu'en relations internationales, « les Etats n'ont pas d'amis ; ils n'ont que des intérêts », l'heure devrait être à l'union des forces plutôt qu'à des batailles autocratiques et insurrectionnelles.

**Josiane Ondoua, animatrice de Humanees, OSC au Cameroun**

La situation qui prévaut aujourd'hui par rapport à l'opération spéciale menée par la Russie contre le bloc occidental ne se joue plus seulement sur le théâtre du conflit (sol ukrainien). Nous l'avons bien compris lors du passage du Président Macky Sall et du président Mahamat respectivement président en exercice et président de la commission de l'Union Africaine, chez le Président Poutine à Moscou. L'urgence de la crise du blé et des engrais tous azimuts a fait transpirer bon nombre d'acteurs notamment les lobbies, les multinationales et les populations, car ce sont elles qui paient la note salée de ce ping-pong des géants.

L'approche de la Russie est de montrer au reste des nations la voie de la libération, qui passe par deux principaux éléments :

- 1- L'indépendance ou une souveraineté assumée
- 2- La maîtrise des outils de sécurité et de défense.

C'est dans cette logique que des voix d'auto détermination en Afrique essaient de libérer cette énergie. Notamment le Mali, le Burkina Faso, la RCA et la Guinée Conakry. Pour les jeunes, c'est cette voie qu'il faut prendre, malgré la réalité dure, malgré les conjonctures et les soubresauts. Comme disait un panafricain : Nous préférons être libres dans la pauvreté qu'être riches dans l'esclavage.

Cependant, cette soif de liberté a un prix, celui de refonder les États, éduquer par les valeurs et nous retrouver avec nos cultures. Les jeunes

aiment le monde et sa diversité par contre ils veulent aussi leur autonomie, ils souhaitent produire ce qu'on mange et transformer ce qu'on produit sur ce continent.

**Djibrila Youssoufa,  
responsable de PIVJET International, OSC au Cameroun**

Penses-tu vraiment que la jeunesse ait quelque chose à dire qui puisse changer les choses ? Je ne pense pas. J'ai souvent pour habitude de dire que les relations internationales sont comme le fil à musique qu'il faut tendre et relâcher pour que la vie soit agréable. La guerre, l'offensive russe face à l'Ukraine, n'est rien d'autre que la défense de la Russie en ce qui concerne son droit d'exister et le refus d'une vision unipolaire dans ce monde. Pour certains États occidentaux par contre, le monde doit avoir une seule vision celle dictée par les pays membres de l'OTAN. Or pour la Russie il est impératif aujourd'hui de laisser chaque peuple s'autodéterminer. Voilà, pour elle la seule façon de faire passer ce message est de s'en prendre à celui-là qui a décidé de servir de base pour ceux qui pensent que l'uni-polarité du monde appartient aux pays de l'OTAN. Il faut se dire que la Russie est préparée à mener cette guerre jusqu'au bout d'abord pour elle-même, ensuite pour tous ces pays qui ne peuvent se faire entendre, mais qui ont bien envie que la donne mondiale change en matière de rapport de force sur la scène internationale et surtout dans la manière de décider de l'autodétermination des peuples.

**Dr Nkulu Atangana Jean-Pierre Loïc,  
responsable de CRC, OSC au Cameroun**

Depuis le déclenchement de la crise russo-ukrainienne, nous constatons que cette guerre n'a cessé d'avoir de l'influence sur les relations diplomatiques entre États européens et entre États africains. Cette guerre continue d'avoir des effets au-delà de ce qui pouvait être escompté au départ, détérioration des rapports France-Afrique, pénuries de toutes sortes et inflation. Cette guerre a eu autant d'influence sur la coopération russo-africaine, ce d'autant plus que les rapports entre la Russie et l'Afrique se sont renforcés.

C'est ainsi que sur le plan de la coopération militaire, nous avons vu

la Russie accorder son assistance militaire au Burkina Faso. Nous avons vu au Mali, l'armée française être délogée au profit de l'armée russe. La Russie entreprenant de plus en plus d'actions pour accroître son influence en Afrique, la coopération France-Afrique a forcément connu un frein, voire une détérioration.

La société africaine n'en a pas été en reste, puisqu'à cause de la crise russo-ukrainienne, nous avons connu des pénuries de blé, de gaz et d'essence. La crise russo-ukrainienne n'a pas eu que des effets négatifs, cela a été l'occasion une fois de plus pour les pays africains et pour le Cameroun en particulier de prendre conscience qu'il était peut-être temps de limiter l'importation des aliments de première nécessité et d'opter pour une transformation de nos richesses et une consommation locale.

Je pense que la crise russo-ukrainienne est une opportunité pour l'Afrique de se défaire de la longue colonisation européenne, pour enfin se construire, se bâtir et briller. C'est le moment pour l'Afrique d'exploiter les potentialités dont elle est pleine pour éclore et devenir l'une des premières puissances mondiales comme ce fut le cas il y a des millions d'années.

#### **Mariane Dieutchou, Juriste et actrice de la société civile**

La Russie considérée au départ comme le sauveur de l'Afrique des griffes des occidentaux notamment de la France, s'est vue transformée en acteur toxique et dangereux pour les pays du Sahel en crise sécuritaire et politique. Alors que le Mali et le Burkina Faso luttent pour faire face aux crises croissantes dans leurs territoires, la Russie a su jouer ses cartes en exploitant astucieusement les échecs de la France, les échecs des régimes soutenus par les Français mais surtout le sentiment antifrançais déjà présent dans l'esprit des Sahéliens.

Cette puissance douée d'une grande influence, a principalement utilisé une stratégie exploitant les médias sociaux. Ces médias sociaux ayant la capacité de manipuler l'opinion publique et particulièrement les jeunes n'ont fait qu'aggraver la situation politique et sécuritaire dans ces pays. Les informations relayées ont trouvé des auditeurs, des internautes émotifs et enthousiastes qui n'avaient qu'un réflexe : agir pour se rendre justice et revendiquer leur identité.

Alors nous jeunes de la société camerounaise, au vu de cette brève analyse et des conséquences négatives visibles dans les pays du Sahel, pensons que la présence et les actions de la Russie dans les pays comme le Mali et le Burkina nécessitent une réorientation allant dans le sens d'un soutien au processus de retour à la paix et la stabilité politique.

**Jacqueline Mouna –  
responsable Communication DMJ, OSC au Cameroun**

Ces points de vue, bien que divers, ont presque tous plusieurs points communs :

- ◆ Une forte émotionnalité, liée davantage à l'histoire et à l'actualité camerounaises et au rôle des colonisateurs et post-colonisateurs, notamment la France.
- ◆ Un manque d'informations concrètes et précises. Il n'y a pas de place pour des questionnements ou des doutes. Par exemple quels effets ont les interventions russes dans des pays comme la République Centrafricaine, le Mali et le Burkina ? Quelles alternatives existent pour les pays secoués par les crises et les conflits basés sur la malgouvernance ?
- ◆ A une exception près, un manque total d'analyse et de scepticisme envers les sources d'information, notamment les médias sociaux.

La présence continue de la colonisation dans les propos des jeunes est un facteur décisif. Les relations entre les Etats Africains et les anciennes puissances coloniales sont encore emprunts de la domination des anciens colons, avec de nombreuses conséquences négatives pour les Etats africains. Bien qu'il soit important d'analyser la colonisation pour en tirer les leçons, il faut néanmoins remarquer que dans l'esprit des jeunes, la colonisation est comme un écran ou une étincelle qui détermine le cours de la pensée des uns et des autres. Il est temps de dépasser cette frustration permanente dans les esprits et de s'ouvrir vers des analyses plus approfondies qui rendent visibles les facteurs et les acteurs capables d'influencer les cours des processus dans la vie des peuples africains.

Les positions des jeunes sont hâtives et parfois sans analyses préalables. Il est important de faciliter des moments de recul et de questionnement sur les événements. Les sources pour s'informer revêtent ici une grande importance tant pour la qualité des informations que pour l'intention qui anime les auteurs. L'accessibilité et la facilité d'utilisation des médias sociaux doivent être contre-

balancées par des recoupements et la triangulation des informations avant toute prise de position. Sinon, les influences des médias sociaux vont renforcer la naïveté des jeunes peu cultivés et les manipulations ne vont apporter aucun changement. On pourrait aussi se demander comment initier des espaces de débats d'idées (virtuels ou présentsiels) où la contradiction produit du sens et réduit la polémique inutile. Des espaces qui ne sont pas des endroits pour se défouler ou déverser sa haine, mais pour apprendre et en même temps comprendre ce qui se passe, puis inventer comment dépasser les contraintes et contourner les difficultés qui plombent le développement de l'Afrique.

Il sera essentiel de dialoguer avec les jeunes sur tous ces points, de leur apporter des informations vérifiables et de les aider à approfondir et désémotionnaliser leurs réflexions. Nous, les aînés, ne pouvons nous soustraire à cette tâche essentielle même si le chemin est long.

# L'Afrique et la guerre en Ukraine

## « Pas si important ... »

Dominic Johnson\*

Chacun dans sa propre bulle : L'opinion publique africaine réagit avec la même indifférence à la guerre en Ukraine que l'Europe aux conflits en Afrique.

Il fut un temps où, au *taz*<sup>1</sup>, certains vieux gauchistes/soixante-huitards trouvaient amusante la proposition de titre « Les Noirs entre eux – 1000 morts ». C'était début 1993, alors que, au Zaïre (l'actuelle République Démocratique du Congo), la soldatesque de Mobutu tentait de réprimer par des campagnes de terreur le mouvement démocratique.

Cette proposition de titre ne fut jamais publiée. Mais c'était une époque où une perception globale raciste des événements mondiaux était répandue, selon la devise : partout, les Noirs se massacrent entre eux. En Afrique du Sud, le régime blanc de l'apartheid exacerbait la violence ethnique dans les townships noirs au prix de milliers de morts. Aux USA, on parlait de la « *black-on-black violence* » dans les ghettos minés par la guerre de la drogue. Le génocide des Tutsis au Rwanda, en 1994, fut à l'origine présenté à tort comme un massacre mutuel des Hutus et des Tutsis ; en Allemagne, on évoquait des « conflits tribaux ». Le président français de l'époque, le socialiste François Mitterrand, eut alors cette phrase infâme : « Dans ces pays-là, un génocide n'est pas trop important. »

Tout juste trente ans plus tard, le monde entier a pris conscience du racisme.

\* Dominic Johnson, responsable pour la politique internationale au quotidien *taz* à Berlin  
1 *taz*, *Die Tageszeitung*, quotidien allemand de gauche ayant mieux vieilli que son frère jumeau *Libération*- (remarque des éditeurs)

Mais derrière l'opinion « les Noirs entre eux », l'attitude reste la même. À l'exception des conflits auxquels participent des groupes terroristes islamistes, le reste du monde fait preuve d'une indifférence routinière envers les guerres en Afrique.

L'émoi est plus grand lorsque des diplomates évoquent un génocide à propos des procédés de l'armée éthiopienne dans la province rebelle du Tigré que face aux massacres ou au blocus permanent de la faim. L'approche internationale des guerres civiles en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, en Somalie, en République centrafricaine ou au Nigéria se préoccupe davantage de la restauration de l'autorité de l'État que de la protection de la population civile, même si les auteurs de ces massacres sont investis de ladite autorité de l'État.

Peu importe qui tue qui et la raison ou la dynamique à l'origine de ces crimes sanglants. Il y a peu de temps, les forces de sécurité tuèrent à N'Djamena, la capitale du Tchad, des dizaines de personnes lors de la répression des protestations contre le maintien en fonction du président de transition, Mahamat Déby. Quelqu'un s'en est-il ému en dehors de l'Afrique ?

### **Il n'y a en Allemagne aucune compréhension pour une vision du monde qui gravite autour du colonialisme.**

Comment s'étonner dès lors que pratiquement personne en Afrique ne s'émeuve de l'agression russe sur l'Ukraine. Les gouvernements des pays industriels riches n'ont que peu de compréhension pour le fait que l'opinion publique africaine s'intéresse aussi peu aux horreurs en Ukraine que l'opinion publique européenne aux conflits en Afrique. On s'abstient au sein de l'ONU, on ne désigne aucun responsable, on exige de tous et dans la même mesure de trouver une solution autour de la table des négociations, mais autrement, on ne s'engage pas. On incrimine la double morale occidentale : l'Occident poussa autrefois au renversement de Kadhafi, mais combat aujourd'hui l'« intervention » de la Russie en Ukraine.

On ne perçoit pour ainsi dire pas que l'Ukraine mène une guerre défensive contre les ambitions russes impérialistes et terroristes de domination et que des êtres humains luttent pour leur survie. Des voix comme celle du leader de l'op-

position ougandaise, Bobi Wine, qui, en septembre, fut le premier et unique homme politique africain à se rendre en Ukraine et alla à Boutcha, restent des appels isolés dans le désert. « La témérité avec laquelle les Ukrainiens résistent à l'agression de la Russie enseigne à tous ceux qui luttent pour la liberté, la paix et l'autodétermination qu'ils ne doivent jamais abandonner face à une puissance supérieure », écrivit alors l'Ougandais que l'on taxa aussitôt d'être une marionnette des USA.

L'indifférence commence devant leur propre porte au sein des cercles africains dominants. L'humanité est rare dans l'affrontement entre la pauvreté et la richesse dans les mégapoles africaines. Les gouvernements africains se critiquent rarement les uns les autres, sauf dans un propre intérêt de propagande. Ce ne sont pas les États africains qui ont poussé à tirer les leçons du génocide au Rwanda, mais les survivants et leurs amis de par le monde.

### **Solidarité avec les coupables**

La mise en accusation pour génocide du dictateur soudanais Bashir à La Haye, suite aux meurtres de masse au Darfour, ont provoqué chez les dirigeants africains une vague de solidarité, non pas avec les victimes, mais avec le coupable. Dénoncer l'injustice coloniale est fréquemment une doctrine étatique, exiger la justice postcoloniale peut coûter la vie, du Zimbabwe à l'Algérie.

Cette indifférence qui équivaut à une acceptation de l'injustice devrait être insupportable pour les Ukrainiens. Il n'en est guère autrement pour les êtres humains au Congo, au Soudan du Sud, en Éthiopie, en République centrafricaine et dans bien d'autres pays en guerre qui se voient depuis bien plus longtemps confrontés à l'indifférence européenne alors qu'ils cherchent un port de salut, voire uniquement à attirer l'attention. Ça se paye un jour.

### **« Pas si important » dans l'actualité mondiale**

Un commentateur congolais décrit la guerre en Ukraine comme un conflit « périphérique » qui aurait finalement aussi peu d'incidence sur le cours du

monde qu'autrefois la guerre du Vietnam. « Pas si important », donc. On peut comprendre une telle analyse tant que l'on ne situe pas les événements capitaux du vingtième siècle dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale ou du conflit Est-Ouest, mais dans celui de la dissolution des empires coloniaux et du triomphe sur l'impérialisme européen. Il n'y a de ce fait en Allemagne pour ainsi dire aucune compréhension pour une vision du monde qui met l'esclavage et le colonialisme au centre de l'histoire mondiale.

Un *taz* – quotidien – africain mettrait peut-être en titre « Les Blancs entre eux – 1000 morts » pour un article sur la guerre en Ukraine. L'article du *taz* sur le Zaïre, en 1993, parut finalement sous le titre « Triomphe sanglant du dictateur du Zaïre » : il désignait le coupable. Mais une solidarité concrète au-delà des continents reste du domaine du rêve.

# Des djihadistes à la recherche des faiblesses d'une jeune démocratie : Le Sénégal fera-t-il face à l'extrémisme religieux ?

Kris Berwouts\*

**L'extrémisme religieux fait ravage en Afrique de l'Ouest. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le djihadisme est une réalité quotidienne, Nous sommes allés au Sénégal avec la question: quels sont les atouts et les vulnérabilités du Sénégal face au risque d'un djihadisme débordant du Sahel?**

La pauvreté rend les jeunes vulnérables au djihadisme. Même une jeune démocratie bien organisée comme le Sénégal doit rester vigilante face à ce danger sournois. Kris Berwouts, journaliste pour MO\* Magazine, s'est entretenu sur place avec des experts inquiets : « Un extrémiste n'a pas besoin d'un grand pouvoir de persuasion, les gens ont tellement besoin de messages d'espoir. »

Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, le djihadisme s'est implanté avec un impact dévastateur, et les experts s'inquiètent également pour le Sénégal. Je suis venu pour mieux comprendre ce qui rend ce pays vulnérable aux djihadistes, et comment les Sénégalais peuvent résister à la violence extrémiste et aux messages simplistes.

\*Chris Berwouts est un chercheur belge qui travaille depuis plus de trente ans en et avec l'Afrique en particulier en RD Congo

Cet article a été traduit par *Kompreno*, avec le soutien de *DeepL* et Divina Fazila.

Cet article fait partie d'une série et a été réalisé avec le soutien du Fond Pascal Decroos pour le journalisme spécial.

Source : MO (Mondiaal Nieuws) 28 SEPTEMBRE 2022

Lors de ma première soirée à Dakar, je suis accueilli dans un des restaurants populaires à la Pointe des Almadies, géographiquement l'endroit le plus occidental du continent africain. Je dîne avec **Mokhtar Dayo** (*un pseudonyme*), chargé de la sécurité au bureau régional d'une ONG internationale. Il suit de près la situation sécuritaire des différents pays de la région. Il maîtrise bien la problématique du djihadisme.

« Le Sénégal est un pays à haut risque », affirme M. Dayo. « Regardez la situation dans les pays voisins : le djihadisme a presque complètement envahi le Mali, le Burkina Faso et le Niger. La situation sécuritaire est également inquiétante en Mauritanie et au Nigeria. » Il sied de signaler que M. Dayo est originaire du Burkina Faso.

Les fondamentalistes sont à la recherche d'une ouverture sur la mer. C'est ce qui justifie actuellement cette pression grandissante observée sur les côtes des pays du Golfe de Guinée tels la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et dans une moindre mesure la Guinée et le Sénégal. Comme le phénomène n'est qu'à ses débuts, il convient que le Sénégal prenne des mesures sécuritaires adéquates pour affronter ce défi.

Quelques jours plus tard, **Cheikh Tidiane Gadio**, président de l'Institut panafricain des stratégies (IPS), me reçoit dans son bureau au milieu des photos d'une série de leaders progressistes africains et afro-américains de notre histoire récente: Thomas Sankara, Malcolm X, Amílcar Cabral. M. Gadio est une personnalité monumentale dans la politique sénégalaise et régionale.

**« La boîte de Pandore qu'a ouvert l'OTAN, a déstabilisé à long terme l'ensemble du Sahel et a donné un coup de pouce décisif au terrorisme. »**

*Cheikh Tidiane Gadio, président de IPS*

Il a été ministre des Affaires étrangères et candidat à la présidence. Aujourd'hui, il est vice-président du Parlement sénégalais, ainsi qu'envoyé spécial pour le Mali pour le compte de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Peu de personnes maîtrisent la question du djihadisme avec autant d'expertise que lui. Il y a dix ans, il a été le premier à tirer la sonnette d'alarme quant à la vague djihadiste qui se préparait.

Pour M. Gadio, la situation est claire : « L'histoire actuelle de la menace fondamentaliste remonte à une erreur fatale: l'offensive de l'OTAN pour « libérer »

la Libye de son président Kadhafi. » Ce faisant, il pointe du doigt l'opération aérienne de l'OTAN, il y a maintenant 11 ans, avec l'objectif de soutenir les soulèvements contre le dictateur libyen lors du printemps arabe.

« Qui leur a donné le droit d'imposer un changement de régime ? C'était un acte de guerre contre l'Afrique. La boîte de Pandore qu'a ouvert l'OTAN a déstabilisé à long terme l'ensemble du Sahel et a donné un coup de pouce décisif au terrorisme. »

L'aide apportée au soulèvement en Libye a déclenché une réaction en chaîne : le pays s'est effondré et les régimes qu'il soutenait se sont écroulés aussi. Au Mali, le vide de pouvoir ainsi créé est devenu un terrain fertile pour les milices et les mouvements djihadistes, qui se sont rapidement équipés en armes lourdes et ont pris pied dans les pays voisins.

Les chefs d'État africains et l'Union africaine n'ont pas réagi fortement, et l'Occident n'a pas eu conscience du danger pendant longtemps non plus. Maintenant, tout le monde panique.

## Jeune démocratie

Pourquoi le danger du djihadisme guette-t-il le Sénégal ? C'est l'une des jeunes démocraties les mieux établies d'Afrique. Le fondamentalisme et la violence extrémiste ne prospèrent-ils pas dans les États faibles, présentant un grave déficit démocratique et une tradition de mauvaise gouvernance ?

Le Sénégal est le premier pays subsaharien où un président a volontairement quitté le pouvoir. Le soir du Nouvel An 1980, le président Léopold Sédar Senghor, qui avait conduit son pays à l'indépendance en 1960, céda la place à Abdou Diouf. Le Sénégal s'est rapidement doté d'un système multipartite bien établi, d'un parlement qui fonctionne et d'un débat social animé, soutenu par une presse et une société civile libres.

Les services de sécurité sénégalais sont bien organisés. Ils parviennent également à jouer leur rôle de manière républicaine, au-dessus de la mêlée politique, et ne se laissent pas instrumentaliser par le pouvoir. L'État de droit existe au Sénégal.

**Même des institutions qui fonctionnent bien ne sont pas une garantie contre la pression djihadiste. Ceux-ci recherchent précisément les endroits où l'État est vulnérable.**

La cerise sur le gâteau démocratique a été constituée par quelques alternances non-violentes. En 2000, Diouf a perdu les élections contre Abdoulaye Wade, qui a lui-même, douze ans plus tard, perdu face à l'actuel président Macky Sall.

Mais une démocratie qui fonctionne n'est pas un acquis permanent. « Aujourd'hui, le régime sénégalais met l'opposition sur la touche », écrit **Halewijn Timmerman**, un entrepreneur social vivant au Sénégal et tenant un blog en ligne pour MO\*. Il cite la façon dont le président Sall refuse de préciser s'il va ou non briguer un troisième mandat, ce qui provoque inévitablement une agitation et une confusion.

Des institutions démocratiques bien rodées ne constituent pas non plus une garantie contre la pression des extrémistes, qui recherchent les endroits où l'État est vulnérable. Les failles du filet sénégalais se trouvent à l'est du pays, plus précisément dans deux zones autour des villes de Kédougou et Matam. Celles-ci sont carrément situées dans la région du Sahel.

La chaleur et la sécheresse y rendent la vie et les conséquences du réchauffement climatique plus difficiles. La population n'a pas les mêmes opportunités qu'ailleurs dans le pays. Elle a moins accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau. Ainsi il s'est créé un sentiment d'exclusion : les populations ne se sentent pas pleinement intégrées à l'État de droit et au système démocratique.

Ces zones sont encore plus vulnérables aux infiltrations djihadistes, en raison d'un cocktail de trois ingrédients : la présence de ressources naturelles, l'économie informelle, qui maintient une partie importante de l'exploitation et du commerce sous le radar, et la proximité des frontières.

La ville de Matam est située sur le fleuve Sénégal. De l'autre côté du fleuve se trouve la Mauritanie, et le Mali est tout proche. Kédougou, par contre, est presque à la frontière avec la Guinée, à moins de 100 kilomètres du Mali. Pas trop loin, vous êtes déjà en Guinée-Bissau. L'or y est exploité de manière artisanale et à petite échelle.

Cela représente une zone nébuleuse dans laquelle le djihadisme, le trafic de drogue et d'armes et d'autres formes de criminalité peuvent prospérer. Les flux

d'argent sont difficiles à cartographier, ce qui facilite le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

## La pauvreté rend vulnérable

J'ai passé les premiers jours de mon voyage à Dakar, où j'ai découvert l'islam sénégalais. Ce dernier accorde une grande importance au service à la communauté, au mysticisme, à la générosité et à l'humilité, dans un esprit ouvert et tolérant. Mais cette tolérance est aujourd'hui sous la pression des milieux conservateurs.

La ville possède une scène artistique et intellectuelle qui est presque aux antipodes du djihadisme. Juste au moment où j'y suis, des artistes de l'Afrique entière sont présents à l'occasion de la biennale d'art africain contemporain, une fête dont la diversité et la liberté d'expression sont les valeurs centrales.

Il faut un certain temps avant que je ne me dirige vers l'Est. J'ai un peu de mal à constituer mon réseau d'interlocuteurs. Lorsque je pars enfin, on me conseille de prendre un bus de nuit pour éviter la chaleur. 43° en début d'après-midi, heureusement environ six degrés plus « frais » qu'il y a quelques semaines, avant les premières pluies. Le trajet a été long et pénible. Un crash avec du bétail traversant la route nous a fait perdre des heures. Lorsque j'arrive enfin à Matam, meurtri et épuisé, une chose est claire : vu d'ici, le Dakar animé semble être une autre planète.

**« Les extrémistes n'ont pas besoin de beaucoup de persuasion, la population est réceptive de tout message d'espoir. »**

*Sonhibou Ly, animateur de jeunesse*

Dans son bureau poussiéreux du département du ministère de la Jeunesse à Matam, je m'entretiens avec **Sonhibou Ly** qui travaille sur la problématique des jeunes. Ils ont peu de perspectives ici, dit-il, et le gouvernement est bien conscient du danger que cela représente.

Le président Sall lui-même est originaire de cette région, ce qui a permis de mettre en place un certain nombre de mesures pour désenclaver la province: travaux d'infrastructure, projets de développement axés sur l'agriculture, lutte

contre la malnutrition. Et, en plus de cela, toutes sortes de programmes pour les jeunes.

Pour le moment, l'impact ne se fait pas encore sentir. Les opposants estiment que cela est dû à la corruption. Et parce que le régime nomme ses barons aux postes stratégiques : des notables qui ont soutenu la campagne électorale et pas forcément les personnes les plus compétentes.

« Il ne faut jamais sous-estimer à quel point la pauvreté rend les gens vulnérables », explique M. Ly. « Les extrémistes n'ont pas besoin de beaucoup de persuasion, la population est réceptive de tout message d'espoir. Alors ils envoient des gens éloquents qui connaissent bien le Coran. En quelques versets bien choisis, ils captent immédiatement l'attention des jeunes. Souvent, l'école coranique est la seule éducation qu'ils ont reçue. »

## En marge de la société

Dans un village à quelques dizaines de kilomètres de Matam, nous discutons avec les chefs de la police locale et les fonctionnaires. Ils sont très conscients du danger djihadiste, mais estiment qu'ils le maîtrisent. Ils connaissent bien le terrain et bénéficient de la confiance de la population.

« Nous surveillons de près ce qui est construit avec de l'argent extérieur » déclare un commissaire. « Les djihadistes tentent de prendre pied ici en construisant ou en décorant des mosquées ou des écoles coraniques. Ou bien ils améliorent l'approvisionnement en eau. Mais ils ne sont pas les seuls investisseurs. Les ONG islamiques font de même, avec l'argent de l'Arabie saoudite. Et la diaspora est également très active. Les Sénégalais, principalement en France, veulent également apporter leur contribution à leur pays d'origine. Nous essayons de faire la distinction, même si ce n'est pas facile. »

**« Beaucoup de gens vivent en marge de la société, surtout dans les endroits qui sont un peu en dehors des sentiers battus »**

*Aya Diaw, juriste*

« Attention », prévient Sonhibou Ly, l'animateur de jeunes. « Penser que la menace vient tout droit et exclusivement d'ailleurs serait une grosse erreur. Les gens

réagissent parfois avec jalousie envers les Sénégalais qui viennent d'autres régions du pays et qui ont suffisamment d'argent pour mener une vie confortable ici. Bien sûr, il y a beaucoup de pression de la part des pays voisins. Mais le cœur du problème est le manque d'intégration, le sentiment chez beaucoup de gens de ne pas faire entièrement partie de la dynamique nationale. Le sentiment d'être marginalisés.

En particulier la jeunesse, selon M. Ly : « Beaucoup de jeunes essaient de quitter cette région. Ils subissent une forte pression psychologique de la part de leur famille et de toute la communauté pour aller gagner de l'argent ailleurs dans le but de soutenir la communauté. Cela les rend plus sensibles aux messages de haine. »

« Le manque de perspectives est le facteur le plus grave », ajoute Halewijn Timmerman. Il a travaillé dans cette région pendant trois ans. « Les jeunes n'ont rien à faire ici, et il fait de plus en plus chaud. Il devient très difficile de vivre de l'élevage et de l'agriculture. Si j'étais né ici, j'aurais quitté cette région depuis longtemps. »

## Femmes

« Beaucoup de gens vivent en marge de la société », explique la juriste et militante des droits de l'Homme *Aya Diaw (pseudonyme)*. « Surtout dans les endroits qui sont un peu en dehors des sentiers battus ».

Diaw travaille pour une plateforme sénégalaise pour l'autonomisation des femmes et des filles. Elle vit à Dakar, mais reste très attachée à sa ville natale, Matam. Elle prend notamment la défense des victimes de viols.

**« les messages extrémistes des djihadistes ne sont pas toujours très éloignés du quotidien des gens. »** *Aya Diaw, juriste*

« Une partie importante de la population ici est nomade et suit le rythme des saisons. Pour eux, les frontières n'existent pas. Ils n'ont pratiquement aucun accès à l'éducation ou aux soins de santé.

Ce sont des communautés où la violence domestique est très présente. Ici,

des filles de 11 ans sont violées par des hommes de 50 ans. Pour les familles des victimes, la seule solution honorable est que l'auteur du viol prenne la fille violée pour épouse. Cela signifie qu'il peut continuer à la violer pour le reste de ses jours, mais donc dans un cadre légalisé. »

« C'est une société où il y a beaucoup de violence. Vous pouvez comprendre que les messages extrémistes des djihadistes ne sont pas toujours très éloignés du quotidien des gens. »

## Une dynamique remarquable

De retour à Dakar, j'ai discuté avec **Alioune Tine**, un membre prominent de la société civile sénégalaise et un éminent défenseur des droits de l'Homme. Il a notamment été directeur d'Amnesty International/ Afrique de l'Ouest et centrale, et il travaille comme expert indépendant sur le Mali pour la Commission des droits de l'Homme des Nations unies.

**« Le fait que les djihadistes prennent pied ici ne peut être considéré indépendamment de la Forteresse Europe. En réaction à cela, vous voyez une vague de sentiments anti-occidentaux enfler. »**

*Alioune Tine, expert en droits de l'homme*

« Les djihadistes sont là » prévient M. Tine. « Ils travaillent dans l'ombre. Le fait qu'ils prennent pied ici ne peut être considéré indépendamment de la Forteresse Europe. L'Europe n'a jamais été aussi inaccessible aux Africains. Nous le vivons ici comme un rejet. Pour nous, ce protectionnisme est en contradiction avec les valeurs universelles que l'Europe prétend défendre, à savoir les droits de l'homme et la démocratie. L'Afrique a le sentiment d'être traitée de manière irrespectueuse.

En réaction à cela, vous voyez une vague de sentiments anti-occidentaux enfler. Ici, en Afrique de l'ouest, cela signifie que de plus en plus de gens rejettent totalement « la Françafrique », la constellation post- et néocoloniale avec laquelle la France a continué à traiter la région, comme une colonie même après l'indépendance. »

C'est une dynamique remarquable : l'Europe tient l'Afrique à l'écart, la jeunesse africaine se sent exclue et devient militante anti-occidentale. Cela devient un terrain fertile pour le djihadisme, alors l'Occident tente de soutenir les dirigeants africains dans leur lutte contre ce phénomène.

Alioune Tine clarifie : « Le président sénégalais est perçu comme étant fortement pro-français, ce qui sape sa crédibilité auprès d'une partie importante des électeurs. L'opposition essaie d'exploiter cette situation. Les États-Unis nous aident à mettre en place un système de sécurité. Dans les zones frontalières, le Sénégal surveille de près les mouvements et activités djihadistes potentiels, en collaboration avec la communauté internationale. Les services de renseignement travaillent très bien.

Le réseau djihadiste ne cesse de se développer au Sénégal. Il existe des cellules dormantes, et de temps en temps, des incidents surviennent que les autorités tentent de garder sous le radar. »

« Les groupes extrémistes travaillent de manière très systématique », continue Alioune Tine. « Ils ont déjà annoncé qu'ils voulaient s'étendre à la côte ouest-africaine, car ils veulent expédier des matières premières depuis les zones qu'ils contrôlent. L'extrémisme et la contrebande ne sont pas si différents l'un de l'autre ici. »

## Participation et débat

De retour en Belgique, je rencontre **Omar Ba**, un belge d'origine sénégalaise qui milite pour une société inclusive. M. Ba est une personnalité très engagée, impliquée dans de nombreuses associations africaines. Il s'interroge sur la manière de lutter contre le djihadisme.

« Je pense que la solution réside dans une économie plus inclusive, une société plus juste qui fait des choix clairs contre la corruption, une société qui crée des opportunités et des possibilités. L'éducation doit être une priorité. »

« Il faut également améliorer la législation en fonction des communautés nomades », souligne-t-il. « Elles passent actuellement entre les mailles du filet. Comment peut-on encore être nomade dans un monde où tout est privatisé ? Des populations importantes tombent en dehors du système, et c'est dangereux. Il faut faire de la place dans le système pour ces personnes. »

« Le Sénégal possède une véritable culture démocratique, qui implique la participation et le débat », souligne M. Ba. « Ce n'est pas le cas dans d'autres pays de la région. Ici, les gens peuvent exprimer leur mécontentement et leur désaccord. Nous devons préserver cela, car notre tradition est sous pression. »

# Autonomisation des femmes et changements climatiques au Sahel : quels enjeux, quelles solutions ?

Desiree Zwanck\*

## Introduction

Malgré des décennies d'efforts de la part des gouvernements, de la société civile et des partenaires techniques et financiers, la situation des femmes et des filles a peu évolué dans les pays sahéliens, qui continuent de se classer au dernier rang de l'indice d'égalité de genre. Cela est dû en partie à des normes discriminatoires qui ne changent que lentement, mais aussi à la marginalisation de la thématique genre, au sous-financement et manque de compétences chez des acteurs qui devraient mettre en œuvre les approches de genre.

Très souvent, la volonté politique ne semble pas aller plus loin que des stratégies et des politiques peu innovantes qui ne trouvent pas leur juste niveau de mise en œuvre. L'implication des femmes dans la formulation, la planification et la mise en œuvre des politiques environnementales reste faible. D'autre part, il existe des études de cas, des outils et des actions phares qui donnent de bons résultats, mais ils ne sont pas systématiquement transposés à plus grande échelle et restent plutôt ponctuels.

Dans le contexte sahélien, les femmes et les filles constituent la majorité de la main-d'œuvre informelle dans de nombreuses chaînes de valeur liées à l'agriculture, à l'agroforesterie et à la transformation du poisson et des produits lai-

\* Desiree Zwanck est une consultante indépendante, spécialiste en genre, basée à Dakar au Sénégal

tiers. Cependant, elles sont exclues des bénéfices de ce travail en raison de leur marginalisation dans la vie politique, sociale et économique. Elles sont également limitées par un accès et un contrôle insuffisant aux ressources, en particulier à la terre. En outre, il existe des obstacles structurels à l'éducation, à la formation et à l'information (par exemple sur la variabilité du climat).

En plus, la pandémie a causé une croissance de la violence basée sur le genre<sup>1</sup>, qui n'est pas seulement limitée au contexte de conflit. Au Sahel, on note une forte acceptation sociale de certaines formes de violence domestique, couplée avec une insuffisance de dispositifs de prévention et de réponse aux VBG.<sup>2</sup>

En conséquence, les femmes restent perpétuellement marginalisées, avec une vulnérabilité aux effets environnementaux du changement climatique, comme la désertification, ainsi qu'aux conséquences sociales, comme les conflits intercommunautaires qui augmentent également le risque de violences sexuelles et sexistes. Les effets du changement climatique au Sahel, associés au manque d'accès à l'électricité, à l'insécurité énergétique et au caractère inabordable de l'énergie pour les femmes, font que les femmes sont surchargées de travail à la fois domestique et de subsistance – un facteur qui devrait être pris en compte par tout programme de développement.

Si les contextes des pays sont similaires, il existe également des différences dans la manière dont le genre affecte les capacités des femmes et des filles à faire face au changement climatique et à participer à la mise en œuvre des politiques environnementales. A cela s'ajoutent des différences par sous-région et entre les différents groupes de population.

Cet article cherche à montrer que, premièrement, il est nécessaire d'intégrer transversalement la dimension de genre, deuxièmement, l'approche d'intégration transversale de la dimension de genre n'exclut pas la nécessité de prévoir des actions spécifiques. L'intégration implique de prendre en compte les perceptions, l'expérience, les connaissances et les intérêts des femmes et des hommes dans l'élaboration des politiques, la planification et la prise de décision.<sup>3</sup>

Ce document présente certains des principaux problèmes et indique des sol-

1 <https://jdwsahel.org/2020/07/19/rapport-detude-des-vbg-sous-la-covid-19/>

2 Voir <https://data.unicef.org/topic/gender/overview/> et le SIGI d'OCDE par pays.

3 Enabel (2018), 2019-2023 Gender Strategy Paper: We for Her. Web :

[https://www.enabel.be/sites/default/files/gender\\_strategy\\_2019\\_2023\\_enabel\\_en.pdf](https://www.enabel.be/sites/default/files/gender_strategy_2019_2023_enabel_en.pdf)

utions transformatrices de genre par différents acteurs. Bien sûr, il y aurait beaucoup d'autres initiatives dignes d'intérêt à présenter, notamment par des acteurs plus petits de la société civile et aussi par des initiatives à grande échelle du secteur privé axées sur l'inclusion financière et l'inclusion numérique. Cependant, ce document adopte une approche consistant à se concentrer principalement sur les bases de la gestion et de l'utilisation des ressources naturelles qui sont équitables, transformatrices, autonomisantes et justes pour les femmes et les hommes.

## 1. Cadrage : Approche transformatrice de genre

L'approche transformatrice de genre devrait contribuer à des changements dans trois domaines : a) les capacités individuelles, b) les attentes sexuées ancrées dans les relations sociales dans différents sites institutionnels (par exemple, le ménage, la communauté), et c) les règles et pratiques institutionnelles.<sup>4</sup> Cela inclut des changements dans les processus de prise de décision qui ont lieu dans les espaces clés au niveau de la communauté et du ménage, le contrôle des actifs tels que les revenus et les terres, l'action collective, les niveaux de connaissances, les normes et valeurs informelles telles que les attitudes sociétales à l'égard de la mobilité des femmes ou du travail des femmes, le bien-être psychologique, tel que le sentiment d'estime de soi des femmes et les aspirations et visions de la vie.<sup>5</sup>

Ce concept vise à inclure – tout en les inscrivant dans un cadre plus large et plus ambitieux – les approches qui se limitent à l'accès à des bénéficiaires et partenaires femmes et à des formations et activités spécifiques sur « le genre ». L'approche transformatrice de genre est d'ailleurs multidimensionnelle et holistique ; elle doit être portée au plus haut niveau de responsabilité par des leaders

4 Wong, Franz et al (2019) : Implementing Gender Transformative Approaches In Agriculture CGIAR: Collaborative Platform for Gender Research Implementing Gender Transformative Approaches in Agriculture <https://www.researchgate.net/publication/334169673>

5 Cfr. UE (2019), Gender transformative approaches in a rural world: Tackling root causes of discrimination against rural women and girls. Web : [https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/gender-transformative-approaches-in-a-rural-world-brief-20190412\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/gender-transformative-approaches-in-a-rural-world-brief-20190412_en.pdf)

convaincus, impliqués, à travers des engagements concrets, et des ressources les accompagnant .

Le processus d'autonomisation est aussi important que l'objectif et signifie que les femmes ne doivent pas seulement avoir des capacités égales (comme l'éducation et la santé) et un accès égal aux moyens et aux opportunités (comme la terre et l'emploi), mais qu'elles doivent aussi avoir la possibilité d'utiliser ces droits, capacités, moyens et opportunités pour faire des choix stratégiques et prendre des décisions (par le biais d'opportunités de leadership et de participation aux institutions politiques).<sup>6</sup> Les contributions visant à promouvoir l'autonomisation des femmes devraient faciliter l'articulation par les femmes de leurs besoins et priorités et un rôle plus actif dans la promotion de ces intérêts et besoins. Tout ce qui a trait aux technologies propres, aux modes de transformation et conservation des aliments, à la gestion forestière, au reboisement, à la gestion de l'eau concerne directement les femmes.<sup>7</sup>

## 2. Femmes et changement climatique – aperçu général

Les femmes sont particulièrement touchées par les effets du changement climatique et la dégradation des ressources naturelles, et sont les dernières à être déplacées par des catastrophes telles que les inondations et les sécheresses. En outre, les femmes sont généralement surreprésentées dans les chiffres de la pauvreté, mais sous-représentées dans les mécanismes de prise de décision.<sup>8</sup>

Sur tout le continent, la transformation agricole et l'autonomisation des femmes sont inextricablement liées. Les femmes africaines fournissent la majorité de la main-d'œuvre dans n'importe quelle chaîne de valeur agricole ou agro-forestière, mais elles sont exclues ou ne possèdent pas les compétences nécessaires pour réaliser des bénéfices dans les segments les plus lucratifs comme la transformation et la commercialisation. Il s'agit non seulement d'une injustice économique, mais aussi d'un obstacle qui empêche les pays africains

6 ONU Femmes (2020), The power of working together. Emerging practices that advance women's economic empowerment.

7 OMS (2016), Changement climatique, genre et santé.

Web: [https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/204177/9789242508185\\_fre.pdf](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/204177/9789242508185_fre.pdf)

8 PNUD (2009), Guide de ressources sur l'égalité entre les genres et le changement climatique.

de tirer pleinement parti des avantages de l'agriculture pour l'éradication de la pauvreté, la croissance durable et le développement.<sup>9</sup>

En outre, la pandémie mondiale de COVID 19 a mis en évidence la disparité persistante des moyens de subsistance économiques et sociaux ainsi que la surexposition des femmes au virus, l'augmentation de la charge de travail, les dommages économiques et la violence domestique auxquels elles sont confrontées. Les femmes supportent l'essentiel des conséquences économiques et sociales de la pandémie. En Afrique subsaharienne, 89 % des emplois sont informels ; 86 % des hommes sont employés dans l'économie informelle, contre 92 % des femmes.<sup>10</sup>

La dégradation des ressources naturelles affecte les moyens d'existence des femmes. En effet, leurs activités productives dépendent de ces ressources, lesquelles sont dégradées comme impact du changement climatique. Les femmes sont donc durement touchées, elles ne peuvent plus accéder aux matériaux nécessaires pour la préparation des repas ou pour la fabrication de produits commercialisables. Leurs stratégies pour garantir la survie de leur famille s'en trouvent limitées.

Le principal effet de ces changements climatiques sur les femmes est l'augmentation de la quantité de travail.<sup>11</sup> Les sécheresses, les inondations ou le manque des pluies endommagent les récoltes de céréales ce qui signifie que les familles ne disposent pas de la quantité suffisante de céréales pour leur alimentation. Les femmes doivent donc redoubler d'efforts pour chercher des activités alternatives et pour obtenir les revenus afin de pouvoir acheter les aliments nécessaires puisqu'il s'agit de leur responsabilité de pourvoir l'alimentation. Par ailleurs, elles doivent investir plus de temps et d'efforts pour chercher l'eau et le bois du fait de leur plus grande rareté et de la désertification et surexploitation. En conséquence de la sous-alimentation, de la surcharge de travail et des périodes d'allaitement, il existe une prévalence plus élevée de la malnutrition chez les mères et chez les petits enfants.

9 GIZ (2020), Gender-Transformative Change in ATVET. Web :

[https://www.giz.de/en/downloads/giz2020\\_en\\_Gender-Transformative\\_Change.pdf](https://www.giz.de/en/downloads/giz2020_en_Gender-Transformative_Change.pdf)

10 BAD (2021), Stratégie du Groupe de la Banque Africaine de Développement en matière de genre – 2021–2025. Web : <https://www.afdb.org/fr/documents/strategie-du-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-en-matiere-de-genre-2021-2025>

11 UE (2011), Rapport sur les femmes et le changement climatique

[https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-7-2012-0049\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-7-2012-0049_FR.pdf)

Des nombreux « co-bénéfices genre et adaptation » sont documentés.<sup>12</sup> La création de massifs forestiers et la restauration de forêts naturelles, la valorisation de ceintures vertes autour des villes ont un impact à la fois sur la conservation des sols et de l'eau, la diversité biologique et la fourniture de produits forestiers exploités par les femmes pour l'alimentation et la pharmacopée. La promotion d'une architecture bioclimatique adaptée, valorisant des matériaux locaux comme les investissements dont l'efficacité énergétique améliorent à la fois les conditions de vie des femmes et de leurs familles et économisent les ressources naturelles.

### 3. Analyse sectorielle du contexte sahélien

Ce chapitre présente des exemples liés à certaines questions, même si beaucoup d'autres pourraient être mis en évidence, comme les chaînes de valeur, la gestion forestière ou la formation professionnelle.

#### Gestion de l'Eau et accès a la terre

Le manque d'eau oblige les femmes et enfants (fils et filles aident souvent leur mère dans cette tâche) à aller toujours plus loin et à marcher des kilomètres pour en trouver. Les parcelles des femmes sont plus vulnérables aux changements climatiques. Le changement climatique aggrave la dégradation des sols et des terres cultivées et les parcelles des femmes sont souvent les plus affectées. En effet, elles cultivent souvent une parcelle personnelle, de moins bonne qualité (qualité de la terre, accès à l'eau, etc.) et elles ne bénéficient pas des équipements et intrants nécessaires (engrais chimiques, compost, semences améliorées) toujours utilisés dans la ferme familiale. De plus, les techniques telles que les cordons pierreux, qui exigent une grande force physique, ne s'appliquent pas sur les parcelles des femmes. Par conséquent, les fortes pluies et eaux de ruissellement emportent une grande partie de la couverture végétale.<sup>13</sup>

12 CARE, Adaptation, genre et autonomisation des femmes. Web: [https://www.carefrance.org/ressources/themas/1/770,Adaptation\\_genre\\_et\\_autonomisation\\_d.pdf](https://www.carefrance.org/ressources/themas/1/770,Adaptation_genre_et_autonomisation_d.pdf)

13 Oxfam (2011), Changements climatiques et femmes agricultrices du Burkina Faso: Impact, Politiques Et Pratiques d'adaptation. Web : [https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file\\_attachments/rr-climate-change-women-farmers-burkina-130711-fr\\_0\\_3.pdf](https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-climate-change-women-farmers-burkina-130711-fr_0_3.pdf)

### **Bio combustibles :**

Au Sahel, les femmes sont souvent responsables de la collecte et de la production de nourriture, de la collecte d'eau, de la satisfaction des besoins en matière d'hygiène et de la fourniture de combustible pour le chauffage et la cuisson. Avec le changement climatique, les ressources naturelles comme l'eau et le bois de chauffe deviennent de plus en plus rares, rendant ces tâches de plus en plus difficiles pour les femmes et les filles qui se voient obligées d'investir du temps et de la force physique à traverser des plus grandes distances pour trouver et pour transporter les ressources nécessaires. La promotion de la diversification des combustibles et les énergies renouvelables a un impact direct sur les conditions de vie des femmes en diminuant la pénibilité de la collecte, ainsi que les maladies respiratoires du fait de l'inhalation de la fumée du gaz carbonique. Les foyers améliorés permettent de diminuer jusqu'à 75% du temps consacré à la cuisson ou à la production commerciale. Le temps gagné et l'amélioration de la santé permettent de développer des activités et des investissements productifs.<sup>14</sup>

### **Transhumance**

Alors qu'historiquement, les agriculteurs et les pasteurs au Sahel ont travaillé ensemble de manière efficace (les pasteurs profitant du pâturage des résidus de récolte et les agriculteurs des excréments des animaux), la concurrence et les conflits sont désormais un sujet de préoccupation entre les communautés agricoles et pastorales du Sahel, en raison de la dégradation des terres et de la concurrence pour les ressources en eau et en terre (pâturage contre-culture).<sup>15</sup> Les femmes et les enfants sont sensiblement affectés par cet effondrement des moyens de subsistance, se voyant obligées de migrer vers des centres urbains pendant la saison sèche. Alors que les hommes sont souvent responsables de la gestion des troupeaux et de la migration, les femmes ont tendance à être responsables de la traite et des tâches de transformation de transformation et la

14 GIZ (2019), Accélération de l'adoption de solutions énergétiques de cuisson plus respectueuses du climat au Sénégal et au Kenya: Proposition de projet au Fonds Vert pour le Climat (GCF). Web : [https://www.giz.de/en/downloads/ESA%20and%20ESMP\\_Climate%20Friendly%20Cooking%20in%20Kenya%20and%20Senegal\\_EnDev\\_GIZ%20FP%20to%20GCF\\_French.pdf](https://www.giz.de/en/downloads/ESA%20and%20ESMP_Climate%20Friendly%20Cooking%20in%20Kenya%20and%20Senegal_EnDev_GIZ%20FP%20to%20GCF_French.pdf)

15 USAID (2017), Climate Change Risk In West Africa Sahel: Regional Fact Sheet. Web : [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2017%20April\\_USAID%20ATLAS\\_Climate%20Change%20Risk%20Profile%20-%20Sahel.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2017%20April_USAID%20ATLAS_Climate%20Change%20Risk%20Profile%20-%20Sahel.pdf)

commercialisation des produits laitiers tels que le lait caillé, le beurre et les fromages vente des produits laitiers et peuvent participer aux décisions concernant l'utilisation de ce revenu.<sup>16</sup> Ces revenus issus des produits laitiers sont donc une ressource essentielle qui permet aux femmes de négocier en tant que contributrices au revenu du ménage. Des projets qui investissent dans leurs activités peuvent prévenir qu'en période de pénurie elles se voient obligées de migrer vers des centres urbains avec leurs enfants afin de gagner leur vie avec des travaux domestiques précaires ou dans la mendicité.<sup>17</sup>

### **Agriculture : exemple du Niger**

La productivité agricole au Niger est généralement faible et les femmes ont une productivité inférieure et ainsi, un rendement agricole par hectare inférieur de 66 % à celui des hommes.<sup>18</sup> La participation des femmes à la production dans les zones de décrue est encore plus faible (98,3 % d'hommes contre 1,7 % de femmes), car l'accès à ces zones leur est refusé en raison de la fertilité du sol. Par ailleurs, les femmes sont organisées en groupements et sont les principales actrices dans le domaine de la transformation des produits agricoles.

Les femmes ont un accès limité au marché à cause des contraintes culturelles. Les femmes se limitent à vendre leur stock agricole au sein du village, car elles sont rarement autorisées à aller sur les marchés des villages environnants pour des questions de normes sociales. Pour réaliser les ventes hors de leur village, elles sont obligées de confier leur production à des parents augmentant leur coût de transaction avec des impacts sur la rentabilité économique de leur exploitation.<sup>19</sup>

Les recherches menées à Allakaye, dans la région de Maradi, montrent que la plupart des femmes de cette communauté rurale doivent obtenir la permission de leur mari pour entreprendre des activités en dehors de la maison.<sup>20</sup>

16 Oxfam (2014), Crise alimentaire, genre et résilience au Sahel : Enseignements tirés de la crise de 2012 au Burkina Faso, Mali et Niger. Web :

<https://www.oxfam.org/fr/publications/crise-alimentaire-genre-et-resilience-au-sahel>

17 UNOWAS (2019).

18 BAD (2020b), *ibid.* pour les chiffres suivants dans le même paragraphe.

19 PAM (2017), Empowering Women in West African Markets: Case Studies from Kano, Katsina (Nigeria) and Maradi (Niger).

Web : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000064377/download>

20 *Ibid.*

Demander la permission de leur mari peut déjà constituer un obstacle à l'autonomisation pour certaines femmes. De plus, si la réponse de l'homme est négative, cela constitue un obstacle presque insurmontable pour les femmes. Selon 69% des femmes interrogées, l'une des raisons pour lesquelles leur autonomisation économique ne se traduit pas davantage dans leur foyer est que leurs maris sont conservateurs. 100% des maris ont déclaré qu'ils craignaient de perdre le respect des autres membres de la communauté si leurs femmes devenaient plus autonomes dans le ménage. L'image dans la société est un facteur important dans les processus d'autonomisation des femmes.

### Pêche (Senegal)

Au Senegal, la pêche artisanale occupe 80 000 pêcheurs constitués d'hommes pour l'essentiel jeunes. Les femmes, très actives dans le sous-secteur, interviennent dans la transformation et la conservation des produits halieutiques.<sup>21</sup> La baisse des activités de pêche est causée par la raréfaction des produits halieutiques, la destruction des infrastructures de débarquement ou l'insécurité grandissante. Les femmes dont la transformation des produits halieutiques est la principale activité dans ces sites côtiers sont particulièrement touchées par ces impacts qui conduisent le plus souvent à un déplacement de populations.<sup>22</sup> Malgré cela, l'État du Sénégal continue à signer des accords de partenariat et d'octroyer des licences de pêche à des navires étrangers qui détruisent les perspectives des pêcheurs locaux.<sup>23</sup>

Par contre, les femmes s'engagent activement : La Fédération Nationale des Transformatrices Micro Mareyeuses du Sénégal compte 10 000 membres et a contribué à l'élaboration d'un Plan national d'adaptation du secteur de la pêche et de l'aquaculture face au changement climatique, horizon 2035,<sup>24</sup> qui prend en compte les besoins spécifiques des femmes à plusieurs niveaux (par exemple,

21 FAO (2018c).

22 UNESCO (2014), Impact des changements environnementaux sur les migrations humaines, Étude de cas : Sénégal et Côte d'Ivoire. Web : <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002287/228713f.pdf>

23 Senagriculture (2020), Sénégal: les femmes de la Pêche artisanale proposent des solutions pour aider les jeunes. Web : <https://www.senagriculture.com/article/Senegal-les-femmes-de-la-Peche-artisanale-proposent-des-solutions-pour-aider-les-jeunes>

24 République du Sénégal (2016), Plan national d'adaptation du secteur de la pêche et de l'aquaculture face au changement climatique, horizon 2035. Web : <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Sen186289.pdf>

la diversification des activités économiques et la création des centres polyvalents).

L'approche transformatrice d'Enda Graf Sahel<sup>25</sup> a aidé 4 800 pêcheuses du delta du Saloum à réhabiliter l'écosystème des mangroves, dégradé par la surpêche industrielle et le climat. Elles ont mené des programmes de reforestation, d'ensemencement de coquillages et de maraîchage biologique. Formées au plaidoyer, 20 d'entre elles ont intégré les comités locaux de réglementation de la pêche, et interdit l'accès aux zones protégées. Un nouveau cadre de consultation sur la gestion des ressources leur a permis de plaider pour la restriction des licences de pêche. En utilisant des fours améliorés pour transformer les produits halieutiques, elles réduisent de 75% leurs émissions de CO2.

- Une série de recherches et de formations sur le genre ont contribué à réduire de manière significative les violences domestiques et à renforcer la solidarité économique :

- Analyse des relations de genre dans l'économie et la gouvernance du secteur de la pêche
- Analyse participative de la répartition du travail au sein des foyers, qui a conduit les hommes à partager une partie des tâches ménagères avec les femmes
- Recherche sur la masculinité menée par de jeunes militant.es dans les communautés locales Modules de formation standardisés sur les inégalités de genre et le leadership des femmes

- 4 800 pêcheuses formées à la prise de parole en public, au leadership et au plaidoyer

- Création de 6 groupements d'intérêt économique pour l'agriculture et la pêche

- Maraîchage biologique : la transformation de produits agricoles qui améliorent et diversifient le régime alimentaire des familles La diffusion de 200 foyers améliorés réduit de 75% la consommation de bois combustible

- 180 femmes augmentent leurs revenus et 200 bénéficient d'un fonds renouvelable pour stimuler la transition 20 femmes leaders élues dans les organes locaux de régulation de la pêche.

25 WECF France (2021), Solutions Genre et Climat. Web : [https://wecf-france.org/wp-content/uploads/2020/12/GJCS-2020\\_French\\_Web\\_double.pdf](https://wecf-france.org/wp-content/uploads/2020/12/GJCS-2020_French_Web_double.pdf) ; voir aussi un rapport intéressant sur les femmes dans la chaîne de valeur des coquillages par la même organisation datant de 2009 : [http://www.prcmarine.org/sites/prcmarine.org/files/6\\_Des\\_Femmes\\_et\\_des\\_coquillages.pdf](http://www.prcmarine.org/sites/prcmarine.org/files/6_Des_Femmes_et_des_coquillages.pdf)

## 4. La Grand Muraille Verte et le genre

Conscients que les crises trouvent largement leur origine dans la pauvreté, l'injustice et le manque de services essentiels, plusieurs bailleurs de fonds ont décidé de combiner leurs actions, avec la volonté de soutenir les efforts de stabilisation et de développement à long terme des pays du G5 Sahel, et notamment pour l'égalité de genre. La Banque mondiale a relancé, en 2019, un nouvel investissement de plus de 5 milliards de dollars US en faveur de 11 pays du Sahel et des régions du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique et d'ainsi relancer la GMV. Ces financements visent à restaurer des paysages dégradés, améliorer la productivité agricole, développer les infrastructures climato-résilientes et accroître les moyens de subsistance et l'emploi.<sup>26</sup> La Grande Muraille verte s'est avérée être une approche efficace pour récupérer des terres dans une région confrontée aux impacts disproportionnés du changement climatique. Pourtant, plutôt que d'apporter des avantages sociaux, l'extension prévue pourrait courir le risque d'accroître les tensions communautaires si l'on ne prête pas attention aux conséquences involontaires.

Malheureusement, le genre est souvent mentionné comme un ajout dans des documents qui guident la GMV, et non comme une partie intégrale du travail. Pourtant, les enjeux sont énormes. Augmenter la valeur des terres dégradées, comme veut le faire l'initiative GMV, modifie le calcul décisionnel des utilisateurs des terres - avec une valeur agricole accrue, ces terres peuvent être appropriés par des agriculteurs non traditionnels pour l'agri-business, ce qui risque de déplacer la population locale, comme l'a montré un rapport par l'Independent Evaluation Group de la Banque Mondiale au Niger<sup>27</sup>: les terres ont été effectivement restaurées, mais les parcelles ont également été vendues en dehors de la communauté et le faible accès des femmes à la terre a encore été réduit. L'une des leçons apprises est que de tels projets doivent être conçus en tenant compte des accords de tenure coutumiers, ils doivent être flexibles et intégrer un volet de négociation des terrains pour les femmes. Étant donné que la res-

<sup>26</sup> <https://www.ifad.org/de/web/latest/-/news/ifad-and-gcf-scale-up-action-to-improve-life-for-millions-of-people-and-restore-ecosystems-in-africa-s-great-green-wall>

<sup>27</sup> IEG (2020), Community Action Program and Community-Based Integrated Ecosystem Management Project Web : [https://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/reports/ppar\\_nigercommunityactionprogram.pdf](https://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/reports/ppar_nigercommunityactionprogram.pdf)

tauration des terres profite principalement à ceux qui ont accès à la terre, certaines femmes et certains jeunes sont particulièrement désavantagés au Sahel. Il faut veiller à ce que des accords clairs et exécutoires sur l'utilisation des terres soient mis en place avant les activités de restauration des terres, afin de protéger les droits d'utilisation des terres concernant les plus vulnérables.

Les projets qui soutiennent la restauration des terres et des ressources peuvent garantir que les femmes et les jeunes en bénéficient en s'attaquant aux obstacles à la participation, liés aux normes sociales et culturelles. Par exemple, étant donné que dans certaines régions, la participation de certaines femmes aux programmes de travail contre rémunération est interdite par les normes sociales (et concrètement alors, par leurs maris, familles et communautés), les programmes doivent proposer des options alternatives de génération de revenus pour garantir l'équité. Les preuves de l'impact des investissements sur les terres et les femmes doivent être étudiées attentivement, car c'est la première étape pour s'assurer que la Grande Muraille verte mène à un développement équitable, inclusif et durable

## 5. Enjeux de genre, paix, et climat

### Faiblesses de l'Etat et potentiels des femmes

Les conflits, l'instabilité politique et le terrorisme freinent, voire inversent, les progrès en matière de développement et égalité genre, déplacent des milliers de personnes et réduisent à néant les efforts déployés par les gouvernements pour faire face aux effets du changement climatique. La mauvaise gouvernance, la faiblesse des institutions et la corruption limitent la capacité des États à servir de médiateur et à résoudre les conflits liés aux ressources, à fournir des services de base et à faire respecter les droits sur les ressources.<sup>28</sup> En outre, la discrimination fondée sur le sexe et l'inégalité d'accès aux processus décisionnels em-

28 Crawford, Alec (2015) Climate change and state fragility in the Sahel. Web : <https://www.iisd.org/system/files/publications/climate-change-and-state-fragility-in-the-Sahel-fride.pdf> et International Alert (2018), Si les victimes deviennent bourreaux : Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central. Web : [https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel\\_ViolentExtremismVulnerabilityResilience\\_EN\\_2018.pdf](https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_EN_2018.pdf).

pêchent les femmes – souvent les plus affectées par des effets du changement climatique – de faire face à l'évolution des conditions. Selon l'UNOWAS, la représentation des femmes dans des mécanismes de gestion des conflits est souvent faible dans les pays affectés et devrait être renforcée.<sup>29</sup>

De nombreux partenaires étatiques sont censés mettre en œuvre des activités de genre mais font face à cette tâche sans stratégie ni plan d'action en la matière. La plupart des partenaires manquent d'expertise.<sup>30</sup> Par conséquent, les bonnes approches d'intégration du genre et d'autonomisation des femmes n'ont pas été incorporées dans des structures plus larges de planification, de budgétisation, de formation et d'évaluation. Le faible nombre de femmes au sein du personnel des structures et programmes, associé à une analyse sociale et de genre limitée et à une formation du personnel en matière de genre, entraîne un manque de connaissances, de pratiques et de budgétisation uniformes en matière d'intégration du genre. Il faut aussi noter que, trop souvent, genre est confondu avec « femme », sans aussi prendre en compte les intersectionnalités comme l'âge, les variables socio-économiques ou le handicap.<sup>31</sup>

Dans tous les pays du Sahel, une approche sensible au conflit qui renforce les femmes dans leur potentiel pour un dialogue inclusif et la médiation est nécessaire ; et il est également important de ne pas laisser les jeunes de côté. La dimension de l'aménagement du terroir – porte d'entrée importante pour les négociations avec les chefs terriens pour le respect des quotas des femmes – est également d'une grande importance pour l'atténuation des conflits entre pasteurs et agriculteurs qui marquent de plus en plus la région. C'est également à ce niveau que les femmes peuvent jouer un rôle central dans les activités de restauration et de conservation du sol et des autres ressources naturelles.

29 UNOWAS (2019), Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel: Vers une co-existence pacifique. Web : [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_pastoralisme\\_fr-avril\\_2019\\_-\\_online.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_fr-avril_2019_-_online.pdf)

30 La santé et les droits sexuels et reproductifs dans les processus de plans nationaux d'adaptation. Exploration d'une voie pour la concrétisation des droits et de la résilience aux changements climatiques, février 2021. [Télécharger \(pdf 48 p.\)](#)

31 LuxDev (2006), Vers des pratiques plus inclusives : ressource sur l'intersectionnalité handicap, genre et âge. Web : [https://f3e.asso.fr/wp-content/uploads/IntersectionnaliteHandicapGenreAge\\_NO09.pdf](https://f3e.asso.fr/wp-content/uploads/IntersectionnaliteHandicapGenreAge_NO09.pdf)

## Clubs Dimitra

Les Clubs Dimitra (mis en place principalement par la FAO) sont des groupes informels d'hommes, de femmes et de jeunes – mixtes ou non et de maximum 30 membres souvent de la même génération- qui se proposent d'affronter les problèmes communs auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne, d'identifier des solutions possibles et de joindre leurs forces pour les résoudre, en utilisant des ressources à leur portée. Les Clubs Dimitra permettent aux femmes/filles et aux hommes/garçons de participer à leur propre développement et de faire entendre leur voix ; ils encouragent le dialogue et l'action collective.

« A travers les clubs, la parole s'est fortement libérée dans les villages et les jeunes et les femmes ne sont plus soumis à des pesanteurs sociales leur interdisant de s'exprimer librement devant des assemblées villageoises ou même de participer au processus de prise de décision à l'échelle villageoise »

(Evaluation Club Dimitra, Fao, 2021).

## Dialogue avec les hommes

Il s'y ajoute le fait que la réalisation de l'idéal d'une masculinité dominante est sérieusement mise à l'épreuve par la privation économique à grande échelle. En plus de cela, les jeunes hommes ont le sentiment d'être opprimés et diminués par les autorités familiales (conflits intergénérationnels) ainsi que des différentes institutions gouvernementales.<sup>32</sup> L'autonomisation des femmes ne peut ainsi pas se faire dans le vide ; les hommes doivent être associés au processus de changement. L'approche genre peut causer des conséquences négatives ou involontaires sur les relations au sein des ménages, telles que des abus physiques ou émotionnels ou un comportement de contrôle de la part des hommes ou le renforcement des stéréotypes de genre existants.<sup>33</sup> Cela met en évidence la

32 International Alert (2018).

33 CARE International (2013). Men, Gender Equality and Gender Relations in Mali. Findings from the International Men and Gender Equality Survey. Web :

<https://resourcecentre.savethechildren.net/library/men-gender-equality-and-gender-relations-mali-findings-international-men-and-gender-equality>; Schulz, Dorothea E. & Diallo, Souleymane (2016): Competing Assertions of Muslim Masculinity in Contemporary Mali. Dans: *Journal of Religion in Africa*, Vol. 46, p. 2019-250.

nécessité d'une sensibilisation adéquate et d'un suivi proactif de ces éventuels impacts involontaires.

L'approche « Ecole des maris » est un exemple positif dans ce sens. Selon cette approche, les comportements nutritionnels des mères, des nourrissons et des jeunes enfants ne sont plus limités aux mères de jeunes enfants, mais on explore les moyens de soutenir les pratiques nutritionnelles et de planification familiale en impliquant d'autres membres du foyer, comme les belles-mères et les maris.

Les membres de l'école se réunissent environ deux fois par mois pour analyser et traiter des problèmes spécifiques de santé reproductive dans la communauté. Ils cherchent des solutions basées sur leurs propres connaissances et expériences ou sur celles de personnes ressources, comme le personnel de santé. La dynamique de groupe donne aux membres l'occasion d'observer différentes perspectives sur la nutrition ou la santé maternelle et sert d'outil pour promouvoir un changement d'attitudes et de comportements. Tout aussi important est le changement de dialogue au sein des couples, ainsi que la prise de conscience de l'importance de la santé des femmes et la plus grande considération accordée à leurs opinions et à leurs besoins.<sup>34</sup>

### Associations

Les groupes de femmes contribuent avant tout à relever le défi du manque de moyens économiques. Leur premier mode d'intervention est basé sur le système traditionnel des « tontines ». Dans ces groupes, qui se forment entre personnes de confiance et sur une base volontaire, les membres s'engagent à verser régulièrement une somme d'argent fixe afin de la redistribuer à leur tour entre eux. Si le niveau modeste des contributions des femmes rurales ne permet pas aux tontines de verser de très grosses sommes d'argent, il fournit aux femmes un capital autrement inaccessible avec lequel elles peuvent entreprendre des activités génératrices de revenus. D'autres groupes et associations de femmes offrent des microcrédits à leurs membres (souvent à partir du système de contribution à la tontine) ou facilitent l'accès au microcrédit auprès d'autres organisations, notamment d'organisations non gouvernementales (ONG).

34 UNFPA (2011), Une « école des maris » encourage les Nigériens à améliorer la santé de leur famille. Web : <https://www.unfpa.org/fr/news/une-%C2%AB-%C3%A9cole-des-maris-%C2%BB-encourage-les-nig%C3%A9riens-%C3%A0-am%C3%A9liorer-la-sant%C3%A9-de-leur-famille>

Les associations féminines sont une porte d'entrée pour améliorer l'accès des femmes aux crédits pour qu'elles puissent accroître leurs activités. Dans le cas contraire, les hommes qui ont souvent un accès plus facile aux investissements, vont prendre la place des femmes après qu'elles auront rendu une chaîne de valeur plus rentable. On observe souvent que les chaînes de valeur traditionnellement « féminines » sont « envahies » par les hommes une fois que les femmes ont plus de succès commercial, d'où la nécessité de les accompagner dans la croissance. De même, il faut de la négociation et du dialogue avec les hommes pour qu'ils n'empiètent pas sur les gains des femmes dans les chaînes de valeur et laissent la place aux femmes.<sup>35</sup>

Enfin, il est important de ne pas rester au niveau de la micro-épargne, du microcrédit et des microprojets. Les associations peuvent se transformer en groupements d'intérêt économique et ceux-ci peuvent se transformer en véritables entreprises. Elles ont besoin d'un financement adéquat, des formations entrepreneuriales et techniques, de renforcement des écosystèmes, de la digitalisation et d'une vision à moyen et long terme. Comme l'a affirmé un jour de manière poignante une militante rurale lors d'une réunion, « nous ne sommes pas des micro-femmes ».

### **Énergies renouvelables**

Pour résoudre les problèmes de pauvreté énergétique qui entravent l'avancement des femmes (de l'éducation des filles à la possibilité d'avoir des opportunités commerciales et du temps libre), plusieurs acteurs au Sahel proposent aujourd'hui des produits solaires simples et abordables couplés à des modèles de financement émergents. Il s'agit notamment de réfrigérateurs solaires, de pompes à eau solaires et d'autres solutions simples au bas de l'échelle énergétique, telles que les lanternes solaires et les systèmes solaires domestiques avec capacité de chargement des téléphones portables. Il permet aux enfants d'étudier

35 Intégrer le genre dans les politiques agricoles et dans les organisations paysannes : Le réseau régional d'agriculteurs et agricultrices – ROPPA a créé des outils méthodologiques pour la participation des organisations paysannes à la définition des politiques agricoles, dans le cadre du processus de révision des programmes régionaux et nationaux lancé par la CEDEAO. Le rapport publié avec Le FIDA, « Les agriculteurs prennent la parole : vision et recommandations des organisations paysannes africaines pour le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine » présente plusieurs initiatives de la société civile régionale et souligne le rôle des femmes, qui représentent 40% des membres.

après la tombée de la nuit, aux femmes d'effectuer leurs travaux domestiques en toute sécurité et aux familles de rester connectées par téléphone portable. La transition verte offre des opportunités uniques de réduire les inégalités entre les sexes en Afrique subsaharienne, représentant une chance pour les femmes de revendiquer de nouveaux métiers dans différents domaines. En outre, la transition vers une activité économique verte peut être couplée à la revalorisation et à la formalisation des activités actuelles des femmes dans l'économie informelle, dans la gestion des déchets et l'agriculture, grâce à des actions collectives et des réseaux dirigés par des femmes.

Excellente pratique : ONU Femmes travaille avec le REFAN<sup>36</sup>, le Réseau des femmes productrices de riz du Nord, dans le cadre de son Programme de chaînes de valeur pour une agriculture résiliente face au climat. Le réseau, composé de 25 000 membres, est un agent essentiel de la chaîne de valeur du riz au Sénégal. Faciliter l'accès du REFAN aux informations, aux connaissances et aux financements pour l'adoption d'options énergétiques durables peut avoir un effet important sur la chaîne de valeur du riz, un secteur stratégique pour la sécurité alimentaire au Sénégal, ainsi qu'un effet de démonstration important pour d'autres chaînes de valeur. Conscients de ce potentiel, ONU Femmes et le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et du Département de l'Entrepreneuriat Rapide (DER) soutiennent REFAN dans l'amélioration des compétences et de la gouvernance, ainsi que dans l'accès au financement privé, en collaboration avec le Fonds Vert pour le Climat, afin d'écologiser la chaîne de valeur du riz et de réduire la dépendance aux combustibles fossiles ».

Des semences de haute qualité sont une condition préalable à l'obtention de rendements élevés ; or, à mesure que les schémas climatiques changent au Sénégal, le manque de semences de qualité adaptées aux nouvelles conditions climatiques a été un facteur limitant majeur de la productivité des agricultrices : « Avant l'introduction des écoles pratiques d'agriculture, les femmes étaient incapables de trouver des semences de qualité. Parfois, elles utilisaient les restes de semences des agriculteurs hommes. Dans le cadre du programme, et en collaboration avec la FAO, 5 champs-écoles pour agriculteurs utilisant un total de 10 hectares ont permis à 588 agricultrices de produire 40 tonnes de semences adaptées au changement climatique. Grâce à l'utilisation de ces nouvelles se-

36 UN Women (2021).

mences améliorées, les agricultrices ne sont plus confrontées à des retards dans leur cycle de production. Les femmes qui participent aux écoles de terrain peuvent soit utiliser les semences améliorées dans leurs champs, soit les vendre à d'autres agriculteurs, générant ainsi des revenus supplémentaires et améliorant l'adaptation au climat au-delà de leurs propres cultures. Le projet a aussi soutenu l'initiation de nouvelles banques de céréales destinées, en saison sèche, à soutenir les stratégies de subsistance des femmes après l'épuisement des greniers, qui intervient généralement tôt, bien avant la saison des pluies. »

En partie grâce à la capacité organisationnelle renforcée et à une formation antérieure en transformation agricole dans le cadre du programme, « de nombreuses coopératives de femmes ont pu appliquer leurs compétences à de nouveaux produits et de se « réinventer » en tant qu'élément de la solution lors de la réponse COVID-19. Au total, plus de 7 000 femmes de toute la région ont été formées ou recyclées en ligne et par le biais de tutoriels vidéo sur la façon de produire du gel hydro alcoolique et du savon antiseptique entre avril et juillet 2020. Des organisations telles que REFAN (Femmes productrices de riz du Nord) au Sénégal ont également pu conclure d'importants contrats publics pour fournir des céréales aux programmes de transfert alimentaire pendant la réponse à la crise. Si l'impact de la crise sur les agricultrices de la région a été important, les compétences techniques, commerciales et organisationnelles lacquises au cours du programme ont aidé les femmes à amortir l'impact dans une certaine mesure et leur ont permis de rebondir plus rapidement, contribuant ainsi à la résilience de leurs communautés. »

## Conclusions

En vue de ce qui précède, un effort concerté devra être produit pour que les femmes soient informées, représentées, s'expriment et agissent dans les organes et comités locaux qui gèrent la distribution des terres et des ressources, afin que leurs intérêts soient pris en compte de manière cohérente et pour réduire des asymétries de traitement et d'accès. Une approche sensible au conflit qui renforce les femmes dans leur potentiel pour un dialogue inclusif et la médiation est nécessaire.

Certains problèmes communs émergent entre les pays, comme l'accès des femmes à la terre et leur participation aux structures de gouvernance locales

ou les obstacles à leur pleine participation aux chaînes de valeur. Dans tous les pays, la formation est un facteur crucial pour une approche fondée sur le genre ; et ceci à la fois pour les femmes (en termes de professionnalisation et apprentissage des pratiques agro-écologiques), pour les hommes (sur les thématiques d'égalité de genre afin de réduire le risque de résistances face à l'autonomisation des femmes), les organisations des femmes (surtout sur l'entrepreneuriat vert et les énergies renouvelables) et finalement aussi des acteurs étatiques à tous les niveaux (afin de renforcer leur capacité à mettre en œuvre les différentes stratégies, politiques et outils de genre qui sont déjà mises à leur disposition. Ce renforcement des capacités devrait également viser à déclencher le processus d'autonomisation en poursuivant des intérêts stratégiques et en travaillant sur les normes sociales. Si les femmes sont freinées par leur famille et leur communauté, si elles manquent de confiance en elles, ou si elles sont bloquées par des politiques aveugles à leurs besoins, elles n'oseront peut-être même pas entreprendre malgré leurs compétences.

Dans tous les pays, une approche sensible au conflit qui renforce les femmes dans leur potentiel pour un dialogue inclusif et la médiation est nécessaire ; et il est également important de ne pas laisser les jeunes de côté. La dimension de l'aménagement du terroir – porte d'entrée importante pour les négociations avec les chefs terriens pour le respect des quotas des femmes – est également d'une grande importance pour l'atténuation des conflits entre pastoralismes et agriculteurs qui marquent de plus en plus la région. C'est également à ce niveau que les femmes peuvent jouer un rôle central dans les activités de restauration et de conservation du sol et des autres ressources naturelles. Pour que le genre soit solidement ancré au sein des organes de gouvernance rurale, des mesures orientées vers l'action sont nécessaires, en particulier une formation continue sur le genre avec une vision d'application pratique. Des commissions devraient renforcer à la fois leur équilibre entre les sexes et leurs capacités opérationnelles et de gestion.

Il faudrait mettre stratégiquement en avant l'esprit d'entreprise féminin et les contributions positives des femmes à l'agriculture et au pastoralisme.<sup>37</sup> Les or-

37 FG des femmes à Togone et Dosso, 06-07.06.22. Les personnes interrogées mentionnent rarement les problèmes des bergères, qui sont particulièrement vulnérables en raison de leur mode de vie. Il convient donc d'étudier les possibilités de soutenir davantage les opportunités de transformation de la production pastorale pour que cela puisse bénéficier aux femmes.

ganisations locales, les médias communautaires, les réseaux de femmes, en particulier ceux axés sur l'entrepreneuriat féminin, peuvent être des partenaires stratégiques dans le développement d'initiatives visant à fournir une formation et une alphabétisation fonctionnelle aux femmes au niveau communautaire. Les médias communautaires devraient également être engagés dans le développement de programmes de changement social qui tiennent compte de la culture des femmes mais qui leur donnent aussi des moyens d'action.

Cependant, il existe également des différences importantes. Le Sénégal, avec ses infrastructures bien développées et son contexte politique stable, offre des opportunités pour des approches tournées vers l'avenir dans l'entrepreneuriat numérique, mais il est aussi négativement affecté par des investissements à grande échelle et des partenariats économiques qui se font souvent au détriment de la conservation de la nature et surtout des femmes rurales. Au Niger, les normes discriminatoires liées au genre, le faible niveau d'éducation des femmes et leur large exclusion des chaînes de valeur agricoles constituent des défis importants.

Compte tenu du déséquilibre du pouvoir de décision et du poids des normes traditionnelles en matière de genre, il est crucial de s'engager auprès des hommes sur les questions de genre. Il peut être nécessaire d'adopter une approche de « champions du genre » (des hommes alliés des femmes qui s'engagent à leur protection et soutien et éduquent des autres hommes) qui forme et engage les leaders masculins des communautés à devenir des alliés, des défenseurs et des éducateurs pour les pairs. Nous avons constaté que les femmes ont des besoins de protection accrus qui doivent être satisfaits, notamment en ce qui concerne les VBG. Les préoccupations en matière de protection sont intimement liées à la cohésion sociale et doivent être pris en compte dans les actions à base communautaires.

Aussi il faudrait analyser davantage des réseaux sociaux des femmes pour mieux comprendre comment les inégalités entre les sexes sont reproduites par le biais de normes sociales qui limitent les choix et les opportunités des femmes et qui entravent la cohésion entre elles.

Dans ce contexte la promotion des club Dimitra (voir précédemment) peut être essentielle.

## Les éléments donnents

- Marginalisation de la thématique genre, sous-financement et manque de compétences chez des acteurs qui devraient mettre en œuvre les approches de genre ;
- Stratégies et politiques peu innovantes ou inclusives par rapport au genre ;
- Faible implication des femmes dans la formulation, la planification et la mise en œuvre des politiques environnementales ;
- Des bonnes pratiques de genre ne sont pas systématiquement transposés à plus grande échelle et restent plutôt ponctuels
- Manque d'accès à l'électricité, insécurité énergétique pour les femmes ;
- Surcharge de travail pour les femmes (à la fois domestique et de subsistance)
- Pour les hommes, la réalisation de l'idéal d'une masculinité dominante est sérieusement mise à l'épreuve la privation économique à grande échelle
- Renforcer un esprit de réinvestissement, de pérennisation, d'anti-assistanat chez les femmes et leurs communautés à travers l'appropriation, la contribution et l'autonomisation, miser sur un changement des

## Initiatives et bonnes pratiques

- La prise en compte de la dimension de l'âge, car il s'agit d'une des régions dont la population est la plus jeune au monde, ce qui nécessite des approches adaptées aux jeunes ;
- La promotion de technologies et d'infrastructures qui sont à la fois adaptées au changement climatique et qui servent également les intérêts pratiques et stratégiques des femmes, comme les foyers améliorés, les installations photovoltaïques, les plateformes multifonctionnelles et les systèmes d'irrigation améliorés ;
- L'autonomisation des femmes et le renforcement de leurs capacités (par exemple, en matière d'agriculture respectueuse du climat et d'inclusion financière) ;
- Renforcement des structures communautaires des femmes, telles que les organisations d'agriculteurs, afin d'accroître leur pouvoir de négociation et de représentation, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre ;
- Insertion professionnelle et création d'emplois pour les femmes, intégration des femmes dans les chaînes de valeur agricoles ;

- Représentation équilibrée des sexes, participation à la prise de décision et leadership des femmes ;
- L'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques, programmes et initiatives liés au climat ;
- Promotion d'approches innovantes et promotion des femmes et des filles en tant qu'innovatrices (tout en intégrant les leçons tirées des approches « éprouvées ») ;
- Inclusion des jeunes, dialogue intergénérationnel, microprojets et incubateurs pour l'autonomisation des filles.
- Approches « école des maris », « champions de genre ».

## Risques et mitigations des risques

- Risque : L'approche genre peut prévenir des conséquences négatives ou involontaires sur les relations au sein des ménages, telles que des abus physiques ou émotionnels – Mitigation : faciliter des dialogues entre les sexes et entre les générations et renforcement de la voix des femmes dans les processus de paix, ainsi que l'implication des hommes dans les tâches reproductives telles que la nutrition des enfants ;
- Risque : La faiblesse dans l'analyse de genre constitue un facteur de risque majeur dans la réalisation des objectifs des politiques nationales qui, au lieu de lutter contre la pauvreté, risquent de l'aggraver en favorisant l'appauvrissement d'une grande partie de la communauté rurale, à savoir les femmes et leurs groupes associés. Exemples : Surcharge des femmes par des activités additionnelles et parfois non adaptés à leurs besoins – Mitigation : Expertise en genre chez les équipes du programme pays, une analyse plus approfondie des champs d'investigation spécifiques liés au genre, conception d'une stratégies de genre, suivi, évaluation et apprentissage continue
- Autres faiblesses qui interviennent souvent dans les analyses :
  - Utiliser les ménages comme unité de mesure ne tient pas compte des différentes relations de pouvoir et de prise de décision, de la répartition inégale des biens du ménage et d'autres inégalités internes entre les hommes et les femmes vivant dans le ménage – mitigation : analyse genre
  - Genre est confondu avec « femme », sans aussi prendre en compte les intersectionnalités comme l'âge, les variables socio-économiques ou le handicap

On observe souvent que les chaînes de valeur traditionnellement « féminines » sont « envahies » par les hommes une fois que les femmes ont plus de succès commercial, d'où la nécessité de les accompagner dans la croissance progressivement. Les associations féminines sont, une bonne porte d'entrée pour améliorer l'accès des femmes aux crédits pour qu'elles puissent accroître leurs activités.

# Ne jamais baisser les bras à la recherche de la paix, de la sécurité et du développement en RDC et dans la région des Grands lacs

Evariste Mfaume\*

## I. Introduction

En République Démocratique du Congo les trois dernières années ont été émaillées des turbulences politiques, qui ont conduit à la dislocation de la coalition de deux grands regroupements politiques : Cap pour le Changement CACH et Front Commun pour le Congo FCC respectivement sous la direction du président de la République Démocratique du Congo Félix Antoine TSHISE-KEDI TSHILOMBO, et de son prédécesseur Joseph KABILA KABANGE, ce qui a donné naissance à l'union sacrée de la nation. Sachant clairement que dans l'architecture politique congolaise, des ambitions des grands leaders sont loin de se ranger derrière la ligne droite de soutenir l'actuel président de la république aux élections de 2023, les nouvelles orientations commencent à se dessiner en 2022, la fièvre électorale domine dans les discours des acteurs politiques aux niveaux national, provincial et local.

La République Démocratique du Congo, la région des grands lacs sont for-

\* directeur exécutif de SVH<sup>1</sup>

1 Chercheur senior sur les questions de paix et sécurité, droits humains et gouvernance des ressources naturelles en RDC et dans la région des grands lacs, directeur exécutif de l'organisation indépendante de la société civile dénommée « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH basée à Baraka au Sud-Kivu

<https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2019/9/5d80f561a/militant-rdc-consacre-vie-defendre-cause-deplaces.html>

<https://drcongo.un.org/fr/17595-evariste-mfaume-est-le-laureat-regional-pour-lafrique-de-la-distinction-nansen-du-hcr-pour>

tement secouées et affectées par l'impact de la pandémie de COVID-19, des effets du changement climatique, et tout récemment des répercussions de la crise socio-économique provoquée par la guerre de la Russie en Ukraine qui vient s'ajouter sur une situation globale hyper fragile, dans un environnement de forte manipulation, de désinformation, d'instrumentalisation des réseaux sociaux, de la propagation rapide des fake news fort malheureusement qui gagne la clameur des masses publiques et pousse les jeunes à des actes de violences inouïs alors que l'heure est à une profonde prise de conscience collective pour réfléchir, agir, survivre, prospérer, se développer dans la solidarité, dans la dignité; ou alors déraiper et s'effondrer davantage.

Les différentes composantes de la société ; le leadership politique de la RDC et de la région, la société civile, le secteur public et privé sont encouragés à conjuguer ensemble des efforts sans cesse chacun en ce qui le concerne pour faire face à l'instabilité politique, à la fragmentation sociale, aux chocs socio-économiques causés par la pandémie de COVID-19, les changements climatiques !

## II. Impact de la Pandémie de COVID-19 en RDC

Message apocalyptique : dès l'annonce des cas des victimes de COVID-19 en Chine, avec des images horribles des morts en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis etc, des Etats stables ayant des infrastructures modernes, solides, la panique sur les visages des responsables politiques, des responsables ayant en charge la santé a été observée en Afrique particulièrement en RDC et dans la région des grands de par la manière de communiquer, d'organiser la riposte, d'organiser le cadre général de prise en charge. Ceci va laisser un champ libre aux rumeurs, aux messages apocalyptiques de fin du monde appuyés par des références bibliques, à la théorie du complot bien connue en Afrique et qui consiste à tout prix à chercher des bouc-émissaires en lieu et place d'engager sa propre responsabilité pour affronter un problème. Un message effrayant par exemple en RDC et dans la région des Grands Lacs consiste à dire que le vaccin est une fabrication de l'occident pour bloquer la reproduction des jeunes filles et garçons, quiconque se fait vacciner contre la COVID-19 ne pourra pas avoir d'enfants; de réduire le nombre des Africains pour les dominer, ce serait une astuce en plus du néo-colonialisme.

La diffusion de ces messages d'intoxication par certains leaders politiques occupant des hautes fonctions à des chaînes de radios et de télévisions massivement suivies, sur les réseaux sociaux soutenue par une frange du milieu intellectuel, religieux, des leaders locaux influents a eu un grand écho créant une résistance massive des populations à se faire vacciner même si certains responsables ont rétro-pédalé après.<sup>2</sup>

### III. Analyse sur la prévention et la riposte contre la COVID-19 en RDC

Au mois de Mars 2020 la République Démocratique du Congo proclame l'état d'urgence sanitaire avec une gamme de mesures restrictives pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

En termes de conséquences : il y a l'impréparation, qui commence par une communication chaotique, les ministres se contredisent dans les informations avec la cellule de coordination de riposte, la coordination pose problème entre Kinshasa et les provinces, au niveau des provinces la situation est de plus en plus compliquée : les populations n'ont pas d'informations claires sur la pandémie, la quasi majorité de la population – surtout en milieu rural - ne croit pas à la réalité de COVID-19, elle est récupérée par des rumeurs sur les réseaux sociaux qui véhiculent des théories de complot, et cherchent des boucs émissaires. Par conséquent les mesures déjà en place sont plus ou moins visibles à Kinshasa et dans certaines villes des provinces : Bukavu, Goma, Bunia, Lubumbashi, Kwilu, à l'intérieur fort malheureusement la population est presque abandonnée !

Les jeunes et les femmes sont les groupes les plus vulnérables parce que vivant au taux du jour, ils sont obligés d'ignorer les mesures du gouvernement congolais et de l'OMS pour chercher à manger dans le secteur informel : des champs, des mines d'or, de la pêche, de l'élevage, du transport, du petit commerce ...

<sup>2</sup> <https://afrique.lalibre.be/66326/covid-burundi-et-rdcongo-pays-les-moins-vaccines-du-monde/>  
[https://reliefweb.int/attachments/379c6001-b360-3a81-8591-f4bff5a2c4fb/CV-20220513-fre\\_0.pdf](https://reliefweb.int/attachments/379c6001-b360-3a81-8591-f4bff5a2c4fb/CV-20220513-fre_0.pdf)  
<https://information.tv5monde.com/afrique/coronavirus-le-burundi-accepte-de-recevoir-des-vaccins-covax-mais-une-condition-418725>

Les écoles et les églises sont fermées mais le confinement n'est pas réalisé dans les grandes agglomérations etc. C'est vers fin 2020 début 2021 que la RDC a su prendre au sérieux la prise en charge de la riposte contre la COVID-19 avec des résultats probants dans les centres villes, la vaccination vient d'être introduite et acceptée timidement en milieux ruraux fin 2021 début 2022.

Dans le secteur de l'artisanat minier, c'est la promiscuité, certains jeunes garçons étudiants dont les écoles ont été fermées ont rejoint les creuseurs artisanaux pour assurer la survie de leurs familles ; d'autres jeunes filles ont repris l'activité du petit commerce autour des mines pour contribuer à assurer également la survie de leurs familles et sont par conséquent exposées à abandonner l'école et se prostituer, à avoir des mariages précoces et des grossesses non désirées. Dans ces milieux la population ne croit pas du tout au virus, elle estime que localement il existe beaucoup de soins traditionnels en mesure de soigner la COVID-19.

Malgré les effets gravissimes de la pandémie de COVID-19 sur l'économie locale des ménages, la population continue à développer la résilience dans ses efforts de subvenir aux besoins des communautés dans une perspective de survie dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, du petit commerce, de l'artisanat etc.

#### **IV. Impact de la COVID-19 au niveau régional**

Des milliers de personnes de troisième âge souffrant des maladies chroniques vivant dans la partie littorale, moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi, Mwenga (collectivité secteur d'Itombwe) en province du Sud-Kivu, Kabambare en province du Maniema, Kalemie en province de Tanganyika), ayant la tradition de se faire bien soigner au Burundi sont décédées à cause de la fermeture des frontières terrestres et lacustres.

Des milliers de jeunes vivant dans la partie littorale, moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi, Mwenga (collectivité secteur d'Itombwe) en province du Sud-Kivu, Kabambare en province du Maniema, Kalemie en province de Tanganyika candidats étudiants dans les universités du Burundi mieux accessibles selon les besoins et les moyens financiers de prise en charge ont été bloqués de l'autre côté de la frontière à cause de la fermeture des frontières terrestres et lacustres.

La Reprise du trafic au niveau transfrontalier redonne de l'espoir aux communautés riveraines: des commerçants de part et d'autre des frontières entre la RDC, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie ont eu un ouf de soulagement à reprendre leurs activités dans l'esprit de libre circulation des personnes et de leurs biens ; les jeunes étudiants congolais inondent aujourd'hui les universités du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda ; des jeunes Burundais et Rwandais traversent en grand nombre en RDC (Bukavu, Kamanyola, Uvira, Baraka, Misisi) pour des activités agricoles, du petit commerce, dans des chantiers de construction, dans les mines artisanaux, dans la pêche...

Certaines femmes ont abandonné mais d'autres continuent à bosser, tout en gardant en elles l'esprit de croisement avec les M'Bakazi du Burundi sans traverser au niveau de la frontières.

## V. Des crises et des catastrophes naturelles qui renforcent les conflits et la pauvreté

### a) Contexte, enjeux et perspective

Pendant que les institutions de la République Démocratique du Congo étaient préoccupées par la gestion de la pandémie de Covid-19, avec les restrictions qui ont suspendu les missions d'itinérance sur le terrain, les groupes armés locaux et étrangers actifs à l'Est de la RDCD et les soutiens politiques et financiers dont ils disposent en RDC, dans la région et dans la diaspora en Europe, aux Etats-Unis, en Australie, en Afrique du sud ; se sont retrouvés dans de petits îlots du territoire national agissant en roitelets ; la situation sécuritaire a continué à pourrir sur le terrain en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu au vu et au su de tout le monde en toute impunité ; la protection des civils mis en danger.

Dans un contexte dominé par une hyper fragilité, caractérisée par la manipulation des conflits identitaires, avec des stratégies de certains acteurs politiques, leaders communautaires, leaders des groupes armés qui dans la forme leurs discours visent le traitement du passé pour renforcer le processus de paix et de réconciliation nécessaire dans la construction d'une nation congolaise fondée sur l'unité et la cohésion nationale, très indispensable pour la stabilité, le progrès et le développement durable. Malheureusement dans le fond bon

nombre de ces acteurs sont en train de véhiculer sur le terrain un narratif haineux sur la balkanisation de la RDC, sur le projet mapping des Nations Unies, sur la justice transitionnelle, dans le but d'indexer des groupes de communautés dont ils sont hostiles pour les opposer les unes contre les autres comme ayant commis seuls des graves crimes pendant les périodes de guerres en RDC (1996, 1998) en complicité avec le Rwanda et l'Ouganda voisins. Pourtant Toutes les communautés de la RDC aspirent à la paix et à l'accès à une justice transparente et équitable. Ces entrepreneurs des conflits propagent des messages de haine, de discrimination, de division qui arrosent à longueur des journées les réseaux sociaux et, ces messages gagnent du terrain dans un environnement de préparation des élections prochaines de 2023.

Ces derniers jours SVH redoute la polarisation des jeunes combattants au sein des groupes armés et civils vers l'extrémisme plus dangereux parce que ici et là ils sont instrumentalisés par des acteurs politiques congolais qui sont dans et en dehors des institutions de la république dans les provinces, à Kinshasa et dans la diaspora, au regard des actes qui sont développés par divers groupes de jeunes : au vu et au su de tout le monde en toute impunité , avec cette situation il y a lieu de craindre sérieusement des actions des violences plus robustes dans le futur à l'Est de la RDC.

L'attitude de certains officiers FARDC en complicité avec plusieurs groupes armés congolais qui opèrent à différents moments en coalition avec des groupes armés étrangers du Burundi ou du Rwanda pour des raisons économiques ou financières (argent, minerais, bois, vaches, taxes...) en échange avec des armes ou des munitions crée un climat de méfiance entre ces derniers et la population. Cet affairisme, ce vaste réseau de business renforce le dilemme sécuritaire parce que clairement au lieu de jouer le rôle de dissuasion, de protection des civils, de confiance, ce jeu alimente l'économie de guerre des groupes armés nationaux et étrangers qui déstabilisent le bon fonctionnement de l'Etat, favorise le cycle infernal des violences.

La MONUSCO partenaire stratégique des FARDC en paie le prix, selon le rapport de force sur le terrain chaque groupe armé en perte de vitesse accuse la MONUSCO de soutenir le groupe ennemi, une propagande en pleine action.

## **b) Impact du changement climatique en RDC**

Pour ne donner qu'un exemple parmi d'autres : Les pluies torrentielles tombées sur la ville d'Uvira, au Sud-Kivu, jeudi 16 à vendredi 17 avril 2020 ; après l'inondation des eaux de la rivière Mulongwe : le débordement de la rivière Mulongwe a causé beaucoup de dégâts matériels et des pertes en vies humaines. Les eaux d'inondation ont envahi toute la ville d'Uvira. Au moins 2000 maisons ont été inondées par ces eaux. Et, le désastre ne s'est pas limité aux habitations. Les installations de la Compagnie nationale de distribution de l'eau (REGIDESO) ont en effet été emportées, voire détruites par les eaux de pluie.

Aux côtés de la Cellule de crise mise en place par les autorités, la MONUSCO et les partenaires humanitaires se sont activement engagés depuis le déclenchement de cette catastrophe pour aider les autorités et les populations à y faire face.

## **c) Impact du changement climatique en RDC et dans la région des Grands Lacs**

Du côté du Burundi, ce sont les eaux de la rivière Rusizi, l'un des affluents du lac Tanganyika qui ont débordé dimanche 19 avril 2020. Les inondations ont affecté principalement les habitants de la commune de Gatumba dans la banlieue de Bujumbura faisant 27.000 sinistrés.

Au Burundi, les marchés, les champs de culture, les écoles ont été détruites. Cette situation a largement affecté les zones côtières du bord du lac Tanganyika allant de l'espace Uvira-Baraka-Kazimia (21. 690 personnes sans-abris), en province de Tanganyika (Kalemie) jusqu'en Tanzanie (province de Kigoma). Des grandes rivières comme la Ruzizi le long du Burundi, du Rwanda, de la RDC ont détruit des infrastructures agricoles, en laissant des milliers des personnes sans-abris en état de précarité sociale et économique très vulnérable.

## VI. Impact de la guerre de la Russie en Ukraine en RDC et dans la région des Grands Lacs

Comme qui dirait : « un malheur ne vient jamais seul » : En plus des images horribles caractérisant globalement une polarisation militaro-politique extrême qui font trembler le monde entier ; le sort des civils, la stigmatisation de certains réfugiés en provenance de l'Ukraine dans leur prise en charge dans certains pays d'accueil,

Les effets collatéraux de cette guerre se font lourdement sentir en RDC et dans la région des Grands Lacs, alors que le pouvoir d'achat est sous le choc de la pandémie de COVID-19 et du changement climatique, l'enlisement de la guerre en Ukraine provoque un choc de plus, celui de l'offre sur les marchés mondiaux. Il se double d'une menace sur les prochaines récoltes : Blé, maïs, huile végétale, tournesol, viande... Aucune de ces denrées alimentaires n'échappe à la flambée des prix provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'indice de la FAO, mesuré à partir de l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires couramment échangés, a affiché une valeur moyenne de 159,3 points en mars. Soit une hausse de 12,6 % depuis février, « mois au cours duquel il avait déjà atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990 », déplore l'organisation onusienne.<sup>3</sup>

## VII. Contribution de SVH dans la définition de la stratégie nationale et provinciale P-DDRCS en RDC

Notre réflexion part de trois (03) considérations stratégiques suivantes :

1° Il est clairement connu de tous, que les différentes phases passées de DDR à l'Est de la RDC n'ont pas abouti à des résultats durables. Ces cycles font partie des vecteurs des conflits et violences actuels qui sont profondément enracinés ; et donc un contexte volatile et hyper complexe ; le sentiment de peur de l'autre élevé au niveau communautaire; le sentiment d'auto-défense dans les villages sous une forte manipulation politique est de plus en plus développé ; sachant qu'il existe un lien étroit entre les différentes communautés et les groupes armés

<sup>3</sup> <https://www.fao.org/newsroom/detail/fao-food-price-index-posts-significant-leap-in-march/fr>

qui suivent à la minute tout ce qui se passe à Kinshasa, à Bukavu, à Uvira, à Nairobi etc ; un défi majeur de P-DDRCS au Sud-Kivu ;

2° Au moment où à Kinshasa, à Goma, à Bukavu ; les acteurs politiques, les partenaires de la RDC, les intervenants internationaux et nationaux, les bailleurs de fonds croient à un DDR communautaire, d'une démarche en principe civile et non militaire axée sur la réinsertion, la réintégration, la stabilisation ; les attentes des groupes armés actifs sur le terrain sont plus étendues vers des « des intérêts matériels et financiers, des privilèges » au sein des FARDC; la quasi majorité de groupes armés locaux au Sud-Kivu parmi les plus importants sont sous commandement des généraux, ce n'est pas pour rien, ce n'est pas un jeu de hasard ; c'est une stratégie politiquement motivée ;

3° Jusqu'à présent le niveau des consultations amorcées avec les communautés, les groupes armés et d'autres acteurs clés au Sud-Kivu sont encore dans les périphéries, superficielles avec des « méthodes simplistes » ( par ex : le format de la mise en place récente du cadre de concertation provincial le 27.04.2022 à Bukavu, qui est loin d'être inclusif et soulève déjà des grognes) alors que la plaie est bien profonde; nombreux sont des acteurs qui observent l'architecture du processus actuel du méga programme P-DDRCS au Sud-Kivu avec beaucoup de réserve, de méfiance, de pessimisme.

De ces considérations voici quelques idées, messages, recommandations :

1° Procéder à un diagnostic rigoureux et régulier des dynamiques sur le terrain pour informer en temps réel le team management et ajuster régulièrement les stratégies de mise en œuvre, développer une approche d'écoute active formelle et informelle avec des acteurs clés. Eviter ces acteurs donnerait des résultats d'une paix et d'une stabilité de courte durée avec de belles photos, une situation qui pourrait renforcer la résurgence des conflits, le durcissement des positions politiques des groupes armés et la résistance des communautés au processus ; vers le cercle vicieux, vers le dilemme sécuritaire.

Il est plus que temps que le P-DDRCS Sud-Kivu puisse poser des actes sérieux en chaîne qui rassurent tout le monde pour asseoir la confiance essentielle des divers acteurs ayant une présence physique solide sur le terrain pour une meilleure collaboration : apprentissage – appropriation – durabilité. Tout ceci dans le cadre des processus bien cohérents, bien ciblés, bien coordonnés.

2° Développer une stratégie de communication cohérente, transparente à Bukavu comme dans les territoires, les ETD jusque dans les villages reculés ;

avec des messages qui expliquent clairement les orientations stratégiques du programme P-DDRCS<sup>4</sup>, le rôle de chaque acteur à son niveau, les ressources et les limites. Etant donné que le vent des élections prévues en 2023 en RDC risque de politiser les démarches de stabilisation dans la province, une dimension à prendre sérieusement en compte, sachant que les groupes armés locaux sont connectés à des soutiens politiques, les équipes P-DDRCS Sud-Kivu devraient aller au-delà de leur mandat politique, sans tomber dans la propagande, en toute neutralité faire preuve d'engagement, d'intégrité et de professionnalisme pour arriver à influencer positivement les choses. Tout ceci dans le cadre des processus bien cohérents, bien ciblés, bien coordonnés.

3° Cet environnement d'un contexte complexe a besoin d'une intervention robuste multi-acteurs avec des actions concrètes, pas du saupoudrage que nous vivons depuis de longues années au Sud-Kivu. De mon point de vue le programme P-DDRCS Sud-Kivu devrait être couplé de manière bien articulée d'un plan bien pensé d'engagement politique en plaçant au centre d'un côté les communautés, de l'autre côté un réel leadership de l'Etat à tous les niveaux de la gouvernance pour adresser des questions tabous, des lignes rouges : ( approfondir et bien comprendre les sources des financements et d'approvisionnement des groupes armés locaux, leurs soutiens politiques et financiers, leur réseau au niveau provincial, national, régional et international, ainsi donc adresser concomitamment les conflits d'identité, de terre, de pouvoir coutumier, en renforçant les mécanismes de cohabitation pacifique et de cohésion sociale de manière participative et inclusive...) et, sur cette base adapter des stratégies d'actions spécifiques en coordination avec le Mécanisme National de Suivi de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba pour la paix et la sécurité MNS, avec la MONUSCO, avec les organisations régionales notamment la Conférence Internationale pour la paix et la Sécurité dans la Région des Grands Lacs CIRGL, le bureau politique régional de l'Union Africaine, le Bureau de l'Envoyé spécial du secrétaire général des nations unies pour la région des grands lacs. « Aux grands maux les grands remèdes », dit-on.

1 Programme de désarmement, démobilisation, relèvement, communautaire et stabilisation

## Une lueur d'espoir : Adhésion de la RDC à la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC)

La récente adhésion de la République démocratique du Congo (RDC) à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'est (EAC) représente des opportunités d'investissements et de commerce, a déclaré le professeur Serge Tshibangu, mandataire spécial du président de la République et point focal à la présidence de la république pour l'adhésion de la RDC à la EAC :

*« Nous avons ce qu'on appelle des avantages dans l'investissement et des avantages surtout dans le commerce lui-même. C'est ça qu'on mettra en première position. Ça veut dire, avec un marché comme ça de 90 millions des consommateurs, les produits qui seront intéressés c'est les investisseurs, les investisseurs qui eux viendraient investir en RDC. Ce qui voudra dire bien-sûr, création d'emplois, opportunité pour nos entrepreneurs, pour nos hommes d'affaires, donc, ces genres d'opportunités ne peuvent être créé que quand vous avez un marché de consommateurs qui permettra alors à ces investisseurs de venir se retrouver dans leurs investissement », a-t-il déclaré.*

*« Mais nous trouvons également un marché de près de 140 millions de consommateurs. Ça veut dire que même pour nous également, cela constitue un bon marché pour nos fermiers, pour nos producteurs des cacao, nos producteurs des fruits... »* a insisté le professeur Serge Tshibangu, mandataire spécial du président de la République et point focal à la présidence de la république pour l'adhésion de la RDC à la EAC. Cependant, Al Kitenge, analyste économique et stratège, a soutenu que « pour réussir son adhésion à la communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, la RDC devra relever plusieurs défis notamment celui de la compétitivité de la nation ».

Avec cette adhésion, la superficie de ladite communauté naturellement parasitée par des dissensions internes vient de presque doubler. La RDC constitue un marché fort de plus de 87 millions d'habitants sur un territoire d'à peu près 2,345 millions de km. Ce qui ouvre la voie à une course effrénée aux intérêts économiques et aux enjeux géopolitiques énormes. La réalité est que les enjeux économiques de chaque pays membre ont pesé lourd sur l'agenda d'un avenir commun. Le Burundi, le Rwanda, Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie se rangent en ambition commerciale pour des échangent fructueux avec la RDC et vice-versa.

Un défi reste de de taille : la RDC reste un des pays les plus pauvres au monde : la Banque mondiale estime que 73 % de la population congolaise, soit 60 millions de personnes, vit avec moins de 1,90 dollar par jour<sup>5</sup>.

Une étude du Centre de recherche sur les politiques économiques, un groupe de réflexion de Kampala, indique que la Communauté d'Afrique de l'Est pourrait gagner 240 millions de dollars supplémentaires par an en volume d'exportation, soit une augmentation de 28 % grâce au commerce avec la RDC<sup>6</sup>. Le Rwanda et l'Ouganda en seraient les principaux bénéficiaires. Pour que l'intégration de la République démocratique du Congo au sein de l'EAC soit une vraie plus-value, il sera indispensable de déterminer quels sont les biens les plus recherchés en RDC : « Sans cette connaissance et sans fixer des conditions commerciales préférentielles, l'union risque de ne rester qu'un ensemble politique ».

## Conclusions et recommandations

1° Les méthodes simplistes n'aident pas la RDC la RDC et la région des grands lacs à asseoir une paix durable. Si réellement nous voulons avoir des résultats durables, acceptons d'aborder ensemble des processus difficiles dans lesquels nous allons absolument traverser des zones de turbulence, dans lesquels nous acceptons de nous engager avec une grande vision, avec sacrifice, avec abnégation pour finalement aboutir à des meilleurs résultats.

Nous aurons servi avec fierté les communautés, les peuples de la RDC et de la région des Grands Lacs. Au regard de la complexité des questions à adresser les alliances, les synergies, les actions conjointes sont nécessaires pour mutualiser les efforts dans des interventions bien cohérentes, holistiques et bien coordonnées pour plus d'impact.

2° Le gouvernement congolais ayant la responsabilité première de sécurisation et protection des personnes et de leurs biens, devrait veiller à tous prix dans le cadre de l'état de siège à lutter en amont contre les dérapages et règle-

5 <https://www.banquemondiale.org/fr/country/drc/overview#1>  
[https://charcot.etab.ac-lyon.fr/spip/IMG/pdf/congo\\_pauvrete.pdf](https://charcot.etab.ac-lyon.fr/spip/IMG/pdf/congo_pauvrete.pdf)  
<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02909695/document>

6 <https://www.theafricareport.com/188301/by-adding-drc-east-africa-upgrades-into-a-coast-to-coast-trading-bloc-of-280m-people/>

ments de comptes qui risquent de donner champ libre à l'arbitraire qu'à la justice en cette période cruciale ; dans le strict respect des droits humains et du droit international humanitaire, dans la lutte contre l'impunité sous le principe tolérance zéro, prôné par le chef de l'Etat ;

3° L'engagement politique de la RDC et des Etats de la région des Grands Lacs ( sécurité, stabilité et cohésion nationale, la lutte et la résilience relative aux chocs socio-économiques de la pandémie de COVID-19, la domestication des engagement internationaux pris par la RDC et les Etats de la région des grands sur prévention et la lutte contre les désastres du changement climatique avec des actions concrètes, macro programmes dans la prévention et la gestion stratégique des effets précurseurs d'une situation qui s'annonce déjà catastrophique sur le terrain. La RDC devrait passer rapidement de la parole à l'acte en domestiquant les bonnes pratiques qui ont fait preuve de progrès ailleurs en Afrique et dans le monde.

Les autorités congolaises doivent prendre très au sérieux la pandémie de la COVID-19 à tous les niveaux de la gouvernance, en étroite collaboration avec l'OMS et les différentes institutions de recherche dans le monde avec des mesures drastiques bien cohérentes ; en tenant compte des gaps économiques qui gangrènent l'économie en général ; et des gagnes petits sans épargne en particulier qui sont les plus vulnérables, dans le court terme, le moyen terme et le long terme.

Le besoin d'une bonne information qui circule sur l'étendue nationale concernant la pandémie est essentielle à travers des canaux fiables (parce qu'on est en guerre des rumeurs, de contre vérité sur la COVID-19), ici le rôle de la société civile est très important pour encourager la chaîne de communication surtout en milieux ruraux ;

4° La situation sécuritaire à l'Est de la RDC est globalement fragile. Les communautés de toutes les sensibilités en souffrent atrocement et, aspirent à la paix, à la sécurité et au développement. Face à cette guerre qui se vit à l'Est de la République Démocratique du Congo, un diagnostic rigoureux de l'état de lieux basé sur une analyse solide est indispensable pour comprendre de manière approfondie les acteurs clés, les motivations profondes, les ramifications internes et externes, les sponsors, établir les liens et les voies de sortie. La question n'est pas seulement militaire, elle est en même temps sociale, politique, économique, culturelle, environnementale dans sa dimension nationale et régionale, elle in-

terpelle la gouvernance de l'État congolais à différents niveaux, elle a besoin d'une intervention globale, bien ciblée, bien cohérente, bien coordonnée ;

5° Avec le P-DDRCS ; il est temps dans une large consultation de mettre sur table des réflexions stratégiques pour que l'Etat congolais puisse prendre à bras les corps dans sa complexité la sécurité, la stabilisation et le développement des provinces de l'Est de la RDC sur ce programme pluri annuel global, basé sur une vision claire, sur des priorités claires, sur une stratégie cohérente, innovante et holistique qui prend en compte les besoins de réinsertion communautaire des combattants éligibles à la démobilisation, en même temps les souffrances des communautés de plus en plus vulnérables. Les partenaires de la RDC devraient suivre et accompagner ce programme dans un esprit de bonne coordination sur base des orientations très claires, du point de vue technique et opérationnel qui feront de ce programme un espoir pour la population civile ;

6° Les efforts énormes des acteurs humanitaires dans les zones des conflits à l'Est de la RDC méritent d'être sécurisés et protégés par le gouvernement congolais, ces efforts contribuent énormément à sauver les vies humaines, à soulager la souffrance de la population. Etant donné le lien étroit entre la pauvreté et les conflits armés, les espaces de dialogue sur le NEXUS sont à encourager fortement vers la transition urgences-stabilisation développement durable, Des programmes, des projets intégrateurs de grande envergure, multisectoriels, connecteurs bien coordonnés sont nécessaires au niveau national et transfrontalier.

7° La nouvelle stratégie nationale de lutte contre la corruption 2022–2026 du gouvernement congolais, – en plus de Kinshasa le siège des institutions – devrait s'étendre dans les provinces dans le cadre des mécanismes d'investigations rigoureuses, d'enquêtes indépendantes et d'accès équitable à une justice pour tous.

8° La MONUSCO devrait revoir ses mécanismes d'alerte rapide pour lui permettre de travailler efficacement au niveau de la protection des civils, de la prévention et de la réponse en collaboration avec les forces de défense et de sécurité, en se basant sur une collaboration de proximité avec les communautés, les autorités locales, les organisations de la société civile, tout en développant une stratégie de communication adaptée sur son mandat, ses prérogatives, ses piliers, ses limites. Elle devrait s'appuyer également sur un groupe de travail bien outillé, avec un ancrage dans les communautés, capable d'actualiser régu-

lièrement les analyses du contexte, d'alerter sur les menaces sécuritaires et faire le point en temps réel à son team management pour des actions proportionnelles.

9° L'intégration régionale<sup>7</sup> reste une voie indispensable pour la paix, la stabilité et la prospérité de la RDC et de la région: les liens historiques, géographique, culturels, économiques de la RDC avec le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie dont les peuples vivent dans une grande interdépendance sont une grande opportunité à capitaliser : les partenaires et organisations régionales ( MONUSCO, Agences des Nations Unies, Banque Mondiale, ONGI, OSC, ambassades, UA, UE, CEPGL, CIRGL, Bureau de l'envoyé spécial,) devraient renforcer la facilitation des connexions : des contacts, des visites entre Etats de la région dans les zones transfrontalières affectées par les conflits, le changement climatique, la pandémie de COVID-19, les déplacements des populations : avec de l'appui, de l'accompagnement, des mécanismes de suivi sur le terrain ; tout en gardant à l'esprit qu'au-delà des considérations politiques, l'une des causes profondes des conflits ici c'est l'accès difficile à une éducation de qualité, le manque d'infrastructures modernes, la pauvreté etc..

Un grand espoir réside dans le fait que les peuples de la région des Grands Lacs ont des liens historiques d'un grand potentiel à développer à travers des échanges, des projets intégrateurs multisectoriels impliquant les jeunes, les femmes, les déplacés, les réfugiés et d'autres groupes à besoins spécifiques.

<sup>7</sup> [www.banquemonddiale.org/fr/news/opinion/2015/05/08/world-bank-managing-director-coo-sri-mulyani-indrawati-difference-peace-lasting-regional-integration](http://www.banquemonddiale.org/fr/news/opinion/2015/05/08/world-bank-managing-director-coo-sri-mulyani-indrawati-difference-peace-lasting-regional-integration)  
<https://icglr.org/index.php/fr/developpement-economique-et-integration-regionale>  
<https://www.un.org/press/fr/2019/cs13970.doc.htm>

# Etat, peuple, ethnie et leadership : L'Afrique dans la mondialisation

Roger Kaffo Fokou\*

**Résumé :** Constitués sans les élites et les peuples du continent à la Conférence de Berlin en 1884, les pays africains d'aujourd'hui peinent toujours, plus de 50 ans après les « indépendances », à bâtir des Etats-nations. Compétitions et confrontations ethniques à l'intérieur et à l'extérieur des frontières héritées de la colonisation, gouvernances généralement décriées, leaders politiques honnis à quelques exceptions près, le tableau globalement sombre explique ces fragilités qui font ici le lit de toutes les crises et instabilités, pavent le chemin à tous les entrepreneurs de guerres dont les plus redoutés aujourd'hui opèrent derrière l'étendard noir du jihad. Mais il ne s'agit nullement d'une fatalité. Les mêmes causes ailleurs ont produit des effets différents, traçant par le fait des voies dont l'Afrique d'aujourd'hui et de demain peut/pourra et doit/devra s'inspirer.

**Mots clés :** État-nation, peuple, ethnie, mondialisation, gouvernance, leadership, développement, souveraineté.

## Introduction

La mondialisation qui s'est/qu'on a peu à peu imposée à la planète, mi-phénomène et mi-projet, s'est longtemps voulue heureuse. Armée de la science jusqu'aux dents, elle ambitionnait de résoudre tous les problèmes qui se posaient/se pose-

\*Enseignant – chercheur indépendant – Écrivain

raient aux êtres vivants/humains, à la maison commune.<sup>1</sup> Puis les idéologies l'ont emporté sur la science au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle et cela a donné deux effroyables guerres mondiales. Certains se sont alors mis à rêver de la mort de ces idéologies, et ce rêve a trouvé son prophète en Francis Fukuyama annonçant la fin de l'histoire en 1992<sup>2</sup>. Trente années plus tard, la planète ne semble pas plus heureuse, et les conflits de toute nature et de toute intensité ne cessent point de s'arroger les meilleures pages de nos quotidiens et les grands titres de nos médias audiovisuels.

Si en Europe les nationalismes qui réémergent sur le mode conflictuel<sup>3</sup> sont en même temps un ciment contre les influences exogènes, en Afrique la difficile construction de l'État-nation offre ces dernières années à tous les néo-khalifes et autres entrepreneurs de guerre un terreau complexe mais propice à l'assouvissement de leurs ambitions au moyen du jihad ou d'autres processus tout aussi violents. Tout ceci aboutit généralement à des conséquences terribles : systèmes étatiques en décomposition, xénophobies violentes, conflits internes et trans-étatiques, interventions militaires extérieures<sup>4</sup>, populations civiles victimes d'atrocités<sup>5</sup>, crimes de guerre et contre l'humanité...

L'avenir de l'Afrique n'a cependant jamais suscité autant d'espoir qu'en ce début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Cet espoir pourrait être déçu si la tendance actuelle devait

1 « Je crois à l'avenir de la Science : je crois que la Science et la Science seule résoudra toutes les questions qui ont un sens ; je crois qu'elle pénétrera jusqu'aux arcanes de notre vie sentimentale et qu'elle m'expliquera même l'origine et la structure du mysticisme héréditaire anti-scientifique qui cohabite chez moi avec le scientisme le plus absolu. Mais je suis convaincu aussi que les hommes se posent bien des questions qui ne signifient rien. Ces questions, la Science montrera leur absurdité en n'y répondant pas, ce qui prouvera qu'elles ne comportent pas de réponse. », Félix Le Dantec in *Grande Revue*, cité par Jules de Gaultier, *Revue philosophie de la France et de l'étranger*, 1911.

2 Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, coll. Histoire, 1992

3 « Le nationalisme, c'est la guerre », François Mitterand, Discours devant le Parlement européen à Strasbourg le 17 janvier 1995.

4 Harmattan (Libye, 2011), Serval (Mali, 2013), Sangaris (République centrafricaine, 2013), Barkhane (Sahel, 2014) pour la France, MINURSO, MINUSCA, MINUSMA, MINUSTAH, MONUSCO, MINUAD, FNUOD, UNFICYP, FINUL, FISNUA, MINUSS, MINUK, MINUL, UNMOGIP, ONUST pour les Nations Unies.

5 A l'est de la RDC (depuis près de 25 ans), au Cameroun anglophone (depuis 2017 date du déclenchement du conflit entre le Gouvernement camerounais et les séparatistes ambazoniens) ou ailleurs.

6 Cf. Roger KaffoFokou, *Demain sera à l'Afrique*, L'Harmattan, 2008; Jean Ping, *Et l'Afrique brillera de mille feux*, L'Harmattan, 2009 ; Amadou Camara, *Mon optimisme pour la jeunesse africaine*, L'Harmattan, 2018...

être durable. Pour s'engager dans le « développement », ce continent doit évidemment sortir du cercle vicieux des conflits actuels. Mais comment en sortira-t-il ? Il doit logiquement partir d'un bon diagnostic pour envisager des stratégies susceptibles de lui ouvrir des pistes sérieuses d'avenir.

Sans entrer dans le débat qui oppose généralement les partisans de la primauté des causes exogènes à ceux des causes endogènes, nous allons ici nous intéresser à un pan de la causalité interne habituellement considérée, non sans parti pris, comme surdéterminante : la causalité politique. En quoi les États africains en l'état actuel de leur constitution/construction et de leur gouvernance peuvent-ils être considérés comme des hypothèques à leurs propres projets d'avenir ? On verrait alors surgir un certain nombre de concepts fondamentaux : « État », « peuple », « ethnie », « gouvernance », « leader/leadership », etc. Les référents de ces concepts, tantôt en creux, tantôt en relief, engagés dans des relations aux schémas complexes, pourraient fort bien contribuer substantiellement à expliquer les difficultés passées, actuelles et à venir de bien des pays africains.

## 1. État, peuple et ethnie : déjà plus d'un demi-siècle d'une infructueuse quête d' « unité nationale » en Afrique

Parlant de la relation ethnie, peuple et État, il faut sans doute, ici et là en Afrique, repartir à la source du problème que celle-ci continue de poser : la conférence de Berlin de 1884. En l'absence des peuples et « rois » africains et grâce à l'inscription dans les actes de la rencontre de la notion de « sphère d'influence », les participants à la conférence organisèrent le partage du continent selon leurs appétits. La carte issue de ce partage inique est généralement considérée comme « incohérente » sur le plan sociologique : les entités politiques alors constituées seraient des patchworks ethniques. Il y aurait au moins deux choses à dire ici.

Premièrement, qu'est-ce qu'une ethnie ? Venant du grec *ethnos*, l'ethnie désigne à la fois le peuple et la nation. C'est un « Ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue »<sup>7</sup>. Une ethnie est donc une entité culturelle et non bi-

7 Dictionnaires Le Robert – *Le Grand Robert de la langue française* 2017.

ologique. L'unité de l'ethnie reposerait sur la « communauté » de certains caractères de civilisation, le plus évident de ceux-ci étant la « proximité » linguistique qu'il ne faudrait pas assimiler à l'« identité ». Quelle extension faudrait-il ou pourrait-on donner à cette proximité ? C'est ici que les uns et les autres se départagent en fonction de leurs positionnements respectifs. Ainsi, se positionnant contre une certaine science impérialiste et coloniale à visée « divisionniste », Abolou Roger Camille fait remarquer à propos de l'Afrique que « l'ethnographie, l'ethnologie et l'anthropologie dans une certaine mesure apparaîtront comme des instruments impérialistes de fractionnement des espaces géographiques, d'émiettement des aires culturelles, de multiplication des ethnies, etc. »<sup>8</sup> Ainsi, s'appuyant sur cette « science-là », on peut dire, en fonction du nombre de « langues » ou de « dialectes »<sup>9</sup> réels ou présumés, qu'il y a plus 250 ethnies au Cameroun, près de 2000<sup>10</sup> en Afrique. Pour de nombreux linguistes africains cependant, il ne s'agirait pas uniquement là du résultat d'un biais idéologique mais également d'une véritable méconnaissance de la cartographie profonde des langues africaines. Selon Abolou Roger Camille, il y aurait infiniment moins de langues et de cultures en Afrique : « Murdock en 1959, identifiait, selon Owusu (1997), près de 2000 ethnies africaines parlant pourtant la même langue, partageant le même système culturel »<sup>11</sup>. L'Atlas de l'Afrique, plus mesuré, parle de 16 familles linguistiques. Sur une telle base, la carte ethnique de l'Afrique en général et celles des États africains pourraient être entièrement refaites dans une optique moins « divisionniste » et plus unificatrice. Et de nombreux États jusque-là considérés comme multi-ethniques pourraient subitement devenir des États-nations qui s'ignoraient.

Secondement, ce pluri-ethnisme par lequel on a tant indexé les États africains, peu importe son mode de détermination/identification, n'est pas historiquement l'exclusivité de ce continent ni de ses États. En Asie orientale en 475 av. J.-C., l'espace chinois de la fin de la dynastie des Zhou est émietté « en 149 principautés d'où se détachent 17 dirigeants, puis il se réduit à 7 principautés lors d'une période appelée « Royaumes combattants »<sup>12</sup>. En Europe, le Saint-

« ?? »

8 Camille Roger Abolou, « De la raison des langues et ethnies africaines » in Rev. ivoir. anthropol. sociol. KASA BYA KASA, n°9-2006

9 Très souvent la ligne de démarcation entre une langue et un dialecte est difficilement distincte.

10 Chiffre pris dans *Atlas of Africa*, Editions Le Jaguar, 2000, p. 56

11 Camille Roger Abolou, op.cit.

12 Hervé Beaumont, *Chine*, Editions Marcus, 1994, p.18

Empire romain germanique (X<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) était constitué de plus de 300 entités politiques. On peut en dire autant de l'Italie d'avant le « risorgimento »<sup>13</sup> et certainement de bien d'autres États sur de nombreux continents. Peut-être peut-on penser que la réalité ethnique a été plus mal gérée en Afrique qu'ailleurs. Des études doivent encore être affinées sur le sujet. Concernant l'Europe, Guy Héraud ne se montre nullement indulgent à l'égard du rôle de l'histoire dans le morcellement politique de cet espace en cellules qui trop souvent y fragmentent les communautés culturelles : « L'histoire a mutilé les ethnies, disloqué les ensembles linguistiques, imposé des solidarités ou des barrières contre-nature. Que l'on regarde les États européens actuels et l'on constatera qu'il n'en est pour ainsi dire pas un seul qui ne morde sur des groupes étrangers ou ne soit lui-même victime de tels empiètements. »<sup>14</sup> Et les peuples européens ont sur ce patchwork bâti des États dans lesquelles leurs citoyens aujourd'hui se reconnaissent plus que dans les ethnies d'hier. Et c'est à ce niveau qu'il faut interroger le lien entre l'État, le leadership et la gouvernance.

## 2. État, gouvernance et leadership : exemples venus d'ailleurs

Qu'est-ce qu'un État ? En droit international, c'est un territoire, une population et un gouvernement souverain. Mais la notion de population, trop neutre, a été combattue avec succès au profit de celle de « peuple ». Et avec le concept de peuple s'impose celui de nation et conséquemment celui d'État-nation comme le montre la création de la Société des Nations (SDN) à la fin de la Grande guerre. Le principe de nationalité selon lequel l'État et la nation doivent coïncider sera plus tard officialisé dans la Charte des Nations Unies (Articles 1-2). Même s'il demeure un débat non tranché sur la définition de nation<sup>15</sup>, la conception ethnique de celle-ci (langue et origine communes) semble l'emporter durablement et entraîne au moins deux conséquences majeures.

Premièrement, elle aboutit à une correction des résolutions du Congrès de Vienne de 1815 par une réorganisation de l'espace géopolitique européen dans

13 Le « risorgimento » va de 1848 à 1871.

14 Guy Héraud, *L'Europe des ethnies*. Bruxelles, Bruylant-L.G.D.j., 1993, p.32

15 Conception française universaliste représentée par Renan et Fustel des Coulanges, opposée à la conception allemande ethnique représentée par Fichte.

le sens d'un morcellement des États pluri-ethniques. Le traité de Versailles procède en effet à une refonte de la carte de l'Europe sur une base ethnique, démembrant l'Autriche-Hongrie et l'Empire Ottoman. Deuxièmement, elle permet le regroupement de certaines entités ethniques alors éparpillées : les cas des États allemands et italiens l'attestent certainement. Lorsqu'elle s'est développée dans un État pluri-ethnique, l'idée de nation a donc entraîné dans certains cas la dissolution de celui-ci et la naissance de plusieurs États nationaux<sup>16</sup>. Dans un autre cas de figure, l'éparpillement d'entités ethniques proches dans plusieurs États pluriethniques peut donner lieu à des reconfigurations nouvelles, l'existence d'une langue et d'une culture communes permettant d'opérer des rapprochements et pouvant servir de ciment idéologique à la mise en place d'États-nations. Il ne faut cependant pas croire que ces États-peuples, là où il en existe, se sont forgés tout seuls. L'histoire a retenu qu'ils ont généralement bénéficié d'une gouvernance particulière fruit d'un leadership exceptionnel.

En Asie, la Chine sombre dans la division et les guerres intestines à la chute de la dynastie des Zhou (256 av. J.-C.) dont le pouvoir n'était plus que symbolique. Tout change cependant avec l'arrivée en 221 av. J.-C. du prince Zheng (il règne sous le nom de Qin Shi Huangdi), un leader puissant qui met en place une gouvernance plus efficace : en seulement seize ans de règne il détruit les États féodaux qu'il a trouvés et réussit l'unification du pays à qui il donne son nom (le mot Chine étant une altération linguistique de Qin). Souverain dur et intransigeant, il sut allier ces « défauts » à une indiscutable vision politique : « Despote, il incarne, pour l'Histoire, le « César » de la Chine. Il réédifie le pays en 36 commanderies, unifie les lois, standardise les monnaies (la sapèque ronde à trou central carré), les poids et mesures, le calendrier, l'écartement des essieux des charrettes. Il simplifie l'écriture, établit un réseau routier à partir de la capitale Xianyang (près de Xi'an) ».<sup>17</sup>

En Europe, le moteur de l'unité allemande fut sans doute la réaction aux menaces extérieures: la domination française sur les États allemands était le résultat d'une organisation unifiée des ethnies françaises ; la défaite ultérieure de Napoléon était la conséquence d'un élargissement de l'empire à des ethnies

16 L'éclatement de la Yougoslavie à partir de 1991 à la suite de violents conflits interethniques en est un des exemples.

17 Hervé Beaumont, op. cit.

autres trop différentes si l'on prend en considération le point de vue de Fichte<sup>18</sup> sur la question de l'ethnie. Otto von Bismarck, ministre-président de Prusse, joua un rôle central dans cette unification : « Bismarck mena alors une politique économique basée sur l'accélération de l'industrialisation reposant sur des grands groupes innovants [...] financés par des banques puissantes, bénéficiant de bas salaires et tournés vers l'exportation. Parallèlement, il veilla à améliorer la productivité agricole [...], fit voter des tarifs douaniers protectionnistes et promulgua diverses lois sociales pour lutter contre l'influence des socialistes [...] et contre les accidents du travail (1884), assurance-vieillesse (1889). Il réalisa aussi l'unification monétaire de l'Empire en créant le mark, qui remplaça le 1er janvier 1876 toutes les anciennes espèces en circulation (thalers, florins, groschens) ... »<sup>19</sup>

Ces exemples qu'on pourrait multiplier montrent qu'il existe un lien puissant entre l'État, le type de leadership et la gouvernance, qui explique les périodes de désintégration des entités politiques (dynasties des Shang comme des Zhou en Chine ancienne) ou de leur consolidation et de leur rayonnement (Allemagne de Bismarck ou Italie de Cavour). Qu'est-ce que cela nous apprend sur le leadership politique en Afrique ?

### 3. Le leadership des États africains « indépendants » : un double déficit de souveraineté et de vision politique

La plupart des pays africains accèdent à « l'indépendance » à la fin des années 1950<sup>20</sup>. Appelés – souvent par l'ancienne métropole dans le cas de l'Afrique fran-

18 « The first, original, and truly natural boundaries of states are beyond doubt their internal boundaries. Those who speak the same language are joined to each other by a multitude of invisible bonds by nature herself, long before any human art begins; they understand each other and have the power of continuing to make themselves understood more and more clearly; they belong together and are by nature one and an inseparable whole. Such a whole, if it wishes to absorb and mingle with itself any other people of different descent and language, cannot do so without itself becoming confused, in the beginning at any rate, and violently disturbing the even progress of its culture. » Fichte, « Address to the German nation » (1906),

<http://www.historyman.co.uk/unification/Fichte.html>, consulté le 03/08/2022.

19 Pierre Bezbakh, « Bismarck (1815–1898) et les origines de la puissance allemande », <https://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/13>, consulté le 03/08/22

20 Le Ghana par exemple devient indépendant en 1957. Il faut ici exclure le cas du Libéria devenu indépendant au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (1847).

cophone – à diriger des États sans nation à une époque où les nationalités ont conquis le droit international et alors que le principe de nationalité a été consacré par la Charte des Nations Unies, les dirigeants africains sont face à un énorme défi. Mais si le « principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes » a magnifiquement servi à lutter contre la domination extérieure, il peut également désormais être instrumentalisé au service des divisions internes pouvant aller jusqu'aux velléités indépendantistes au sein des nouveaux États<sup>21</sup>. Aussi le mantra le plus partagé de ces premiers leaders politiques africains est-il « l'unité nationale ». Plus d'un demi-siècle plus tard, les bilans sont plus que mitigés : peu de ces États peuvent aujourd'hui se targuer d'être devenus des nations, des États-nations. Pourquoi le brassage qui semble avoir plutôt bien fonctionné ailleurs sur d'autres continents et permis d'édifier des États solides, puissants, dominateurs, n'a-t-il pas jusqu'ici fonctionné en Afrique ? Il existe certainement une multitude de raisons à cela mais nous allons nous attarder sur le déficit de souveraineté de ces États ainsi que sur l'absence de vision politique de leurs leaders.

Sur le premier point, on peut toujours arguer que la souveraineté est une notion bien relative, surtout dans le cadre d'une mondialisation à « zones d'influence » où de grandes puissances côtoient de moyennes puissances et de petits États parfois sans envergure. Dans le cas des pays africains anciennement dominés par la France, on ne pourra nier que les principales clauses des accords secrets d'indépendance, en grande partie non encore dénoncés à ce jour, laissent peu de place à une quelconque spéculation quant à la vassalité organisée aux dépens de ces pays et en faveur de la France. André-Marie Mbida, Premier Ministre du Cameroun français en 1957 s'est exprimé sans ambiguïté sur le sujet : « J'affirme sans crainte d'être contredit, que Mr. Jacquet me dit textuellement en février 1958 que le gouvernement français envisageait de donner une certaine indépendance au Cameroun à la condition que ce territoire accepte d'entrer dans l'Union française. Au mois de septembre, 1958, je rencontrais le même Jacquet (...) à l'Assemblée nationale française. J'étais accompagné de mon collègue Germain Tsalla. Devant nous, Mr. Jacquet répéta textuellement à trois reprises qu'on donnerait au Cameroun une indépendance fictive afin de faciliter la procédure de levée de tutelle, et que le Cameroun rentrerait ensuite dans la

21 On pense à la guerre du Biafra en 1967.

Communauté franco-africaine. »<sup>22</sup> Ces clauses portent sur la confiscation par la France de la politique monétaire, le premier droit d'achat des ressources naturelles ainsi que la priorité accordée aux entreprises françaises dans l'attribution des marchés publics, l'exclusivité de la politique de défense, l'obligation de faire du français une langue officielle... Aujourd'hui encore, les pays africains francophones sont contraints au franc CFA géré par la direction du trésor du ministère français de l'économie, et ce malgré le basculement quasi complet des opinions publiques de ces pays sur la question ! On voit en quoi ceci pose avec encore plus d'acuité le problème de la qualité du leadership politique africain du demi-siècle qui vient de s'écouler.

Quels sont les chefs d'État africains les plus populaires des 50 dernières années ? Le Ghanéen Kwame Nkrumah, le Congolais Patrice Lumumba, le Burkinabè Thomas Sankara, le Sud-africain Nelson Mandela figurent sur la shortlist des opinions africaines qu'elles soient du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest. Le premier est un des pères fondateurs du panafricanisme, une utopie que l'on n'a pas réussi à tuer en dépit d'un fort acharnement ; le second a marqué par son intégrité et sa capacité à s'opposer aux forces impérialistes jusqu'au sacrifice suprême pour son pays ; sur le troisième, cette phrase prise sur un site peu susceptible de sympathie biaisée pour lui éclaire puissamment : « Sa défense passionnée de l'Afrique et de ses capacités à se développer par elle-même ont marqué plusieurs générations d'Africains, au-delà des frontières de son Burkina Faso natal. »<sup>23</sup>; le quatrième est le fondateur de l'Afrique du Sud multi-ethnique apaisée, la « nation arc-en-ciel », ce qui est tout dire. Ces hommes-là sont arrivés en politique avec une vision forte et se sont battus pour celle-ci sans en marchander le prix. L'exil, la mort, la prison à vie ne les ont pas fait reculer.

A l'opposé des premiers, quels sont les chefs d'État africains les plus décriés des 50 dernières années ? En faire la liste serait proprement fastidieux. Qu'ont-ils globalement fait pour mériter une telle estime ? La bonne question serait plutôt « que n'ont-ils pas fait ? » Parlant tous d'unité nationale dans des États multi-ethniques, ils ont souvent gouverné pour leur ethnie d'origine en s'appuyant non sur une coopération mais sur une compétition ethnique. Au Came-

22 Atangana Martin René. « Les relations financières entre le Cameroun et la France et l'image de la France au Cameroun (1946–1956). » In: *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°32–33, 1993. Colonisations en Afrique . pp. 47–52

23 <https://webdoc.france24.com/burkinafaso-thomas-sankara/>, consulté le 04/08/2022

roun, la politique dite de l'équilibre régional, adoptée sans consensus, a abouti à l'exacerbation de la compétition ethnique et a débouché sur la montée des discours haineux, des violences inter-ethniques, et finalement aujourd'hui sur un conflit séparatiste meurtrier. Au Rwanda en 1994, l'on a assisté à l'un des pires génocides de tous les temps.

Transcender les ethnies pour bâtir de véritables États-nations est-il au-dessus des pays africains ? Certainement pas. Nous avons vu plus haut en quoi la présentation de la situation ethnique des pays africains peut être différente et même radicalement opposée en fonction du biais idéologique. Puisque le fondement de l'ethnie n'est pas biologique mais culturel, civilisationnel, on s'étonne d'une évidente volonté, dans certains pays africains, de figer les réalités ethniques actuelles empruntées de la taxonomie coloniale, et d'en faire des outils de planification politique. Comment bâtir un peuple, une nation à partir de multiples ethnies (peu importe que ce soit de ethnies définies au sens large ou au sens restreint) en cultivant et primant les différences entre celles-ci notamment par les mécanismes de la politique des quotas ethniques ? De l'avis de Joseph-Désiré Som I, bien que présentant des avantages en ce qui concerne la représentation équitable des minorités, « ces mécanismes, au lieu de permettre plus de justice sociale en favorisant l'égalité entre citoyens, contribuent à fixer, voir à amplifier les antagonismes entre membres de communautés linguistiques, confessionnelles ou ethniques qui sont ainsi essentialisés. »<sup>24</sup> Dans un autre cadre, nous avons vu comment Bismarck a mis en place une politique systématique d'uniformisation plutôt que de différenciation, copiée sur le modèle français concurrent de l'époque. Et que peut-on apprendre du modèle français de lors ? Il faut pour cela remonter au XVI<sup>e</sup> siècle parce que, comme nous l'avons vu, la langue est l'un des critères fondamentaux de la définition de l'ethnie.

En 1539, par l'ordonnance de Villers-Cotterêts, François 1<sup>er</sup> impose à toute la France la langue de la Cour et de l'île-de-France baptisée pour l'occasion le « François ». Par cet acte, il soude le pays, renforce la monarchie, et donne une impulsion déterminante à l'émergence du sentiment national français. Faut-il le préciser, cet acte fondateur se fit au détriment du latin, une langue étrangère

24 « L'action publique en matière ethnique en Afrique: l'équilibre régional au Cameroun. L'ethnie contre la nation? ». Thèse de Master présentée par Joseph-Désiré Som I, Università della Svizzera Italiana, 2014, pp.9-10

héritée de la colonisation romaine. Comment pourrait-on dans les États africains espérer fonder des nations sur des langues étrangères en encourageant en même temps les replis sur la base des langues ethniques ou considérées comme telles ? Déficit de vision, de méthode ou de volonté politique ? Peut-être les trois à la fois.

Peu patriotes et incapables de sacrifice par-dessus le marché, ces leaders politiques n'ont pas pris, ne prennent pas le risque politique et personnel<sup>25</sup> de contester les accords iniques néo-impérialistes qui vassalisent leurs pays et ont gouverné/gouvernent ceux-ci comme des comptoirs commerciaux d'autrefois, pourvoyeurs de matières premières sans valeur ajoutée, insusceptibles de lever les ressources suffisantes pour se doter d'infrastructures à même d'enclencher le processus de développement. On voit ainsi un scandale comme celui de la République Démocratique du Congo dont le sous-sol est l'un des plus riches de la planète mais dont l'immense territoire est inaccessible faute de voies de communication et d'infrastructures viables, subissant une malgouvernance bien ancrée ; situation qui en fait la proie de trafiquants, d'entreprises multinationales et de nombreux groupes armés tous attirés par ses richesses minières. Il suffit d'analyser l'impact que des infrastructures et un épanouissement économique ont eu sur le développement social, culturel et finalement politique des États que l'on a réussi à unifier ailleurs sur d'autres continents pour mesurer l'ampleur du gâchis.

Qin Shi Huangdi qui sort la Chine du désordre de l'ère des royaumes combattants procède à une transformation profonde de la Chine tant au plan matériel (il légifère jusqu'à l'écartement des essieux des charrettes, établit un réseau routier à partir de la capitale vers tout le pays) qu'immatériel (harmonisation des lois, des monnaies, des poids et mesures ; simplification de l'écriture). En clair, il met en place un programme d'envergure d'aménagement des institutions et du territoire. Au Cameroun, 60 ans après les indépendances, il n'est toujours pas possible de joindre directement toutes les régions à partir de la capitale, ce qui fait que le territoire continue à diviser l'État en « plusieurs pays » quasi étrangers les uns aux autres, situation favorable à d'éventuels séparatismes. On retrouve la même réalité en RD Congo où un habitant de la province Orientale

25 L'assassinat de Thomas Sankara est sans doute consécutif à cette prise de risque.

ou du Katanga a du mal à penser aux autorités de Kinshasa comme gouvernant le pays dont il est citoyen. On voit en quoi un tel confinement par enclavement, aussi involontaire soit-il, peut aboutir à un repli ethnique et donc devenir un obstacle au projet d'unité nationale et de développement.

## Conclusion

Les peuples, dit-on, n'ont que les dirigeants qu'ils méritent. Peut-on appliquer une telle affirmation aux États africains actuels ? Il faudrait d'abord, peut-être, qu'ils deviennent des pays-peuples, des États-nations : ils ne sont généralement pour l'instant que des États-populations. Les leaders politiques africains parlent abondamment chacun dans son contexte de « nation » et aiment à s'adresser au « peuple » mais l'on devrait leur demander à qui parlent en réalité. Peu ont fait montre de la volonté nécessaire ni se sont donné les ressources appropriées pour réussir le projet de transformer ces populations en peuples, ces États-populations en États-nations. Ici et là, l'on a encore et toujours affaire à des atelages brinquebalants, menacés à chaque cahot d'éparpillement et de collision. Ce serait trop dire que de parler en l'occurrence de la mise des bœufs avant la charrue : ici, on ne semble pas vraiment avoir déjà sérieusement songé à la charrue. La plaine sans doute se labourera toute seule, le temps aidant. Ou sous l'influence d'incantations répétées. Faut-il donc désespérer ? Que non ! Nous avons parlé de leadership politique, mais il y a également aujourd'hui, de plus en plus, la société civile avec un type différent de leaders. A l'époque romaine, la société civile était la totalité de la société, par opposition à la société naturelle, non socialisée, non civilisée au sens étymologique du terme. Cette confusion va prévaloir jusqu'à l'époque monarchique même si le monarque s'arroge la représentation de cette société civile monarchique et devient à lui tout seul la société civile. Les libéraux du XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle vont arracher la société civile de la sphère étatique et en faire une organisation économique en face de l'organisation politique. On voit à ce parcours que de l'antiquité au XIX<sup>e</sup> siècle, la société civile se transforme mais conserve un certain pouvoir et l'exerce ouvertement ou discrètement mais efficacement. Cet état de grâce prend fin au XX<sup>e</sup> siècle lorsque la société civile, dans la tentative de conquérir son indépendance, sa neutralité, se retrouve prise en étau dans l'alliance objective des pou-

voirs politique (détenteur des moyens légaux et coercitifs) et économique (détenteur des moyens financiers). Elle perd alors une grande partie de ses moyens d'action et ne joue plus que les utilités sur le champ socio-économique et politique. La société civile africaine actuelle, encore plus démunie que ses consoeurs sur d'autres continents, doit d'autant plus faire preuve de détermination et d'inventivité. Puisqu'elle porte seule aujourd'hui la conscience des enjeux et des défis à surmonter sur le continent face à des pouvoirs timorés, davantage soucieux de se conserver pour se reproduire, elle doit se donner les moyens de contribuer substantiellement, aux côtés des Etats, à faire avancer à terme l'agenda du développement de l'Afrique.

## Bibliographie

- ♦ Atangana Martin René. « Les relations financières entre le Cameroun et la France et l'image de la France au Cameroun (1946- 1956). » In: *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°32-33, 1993. Colonisations en Afrique. pp. 47-52.
- ♦ Audard C., Le pluralisme des valeurs et l'éthique publique, in *Le pluralisme des valeurs: Entre particulier et universel*, Dillens A.-M.(dir.), Presses de l'Université Saint-Louis, Bruxelles, 2003, p.121-147.
- ♦ Camille Roger Abolou, « De la raison des langues et ethnies africaines » in Rev. ivoir. anthropol. sociol. KasaByaKasa, n°9 – 2006
- ♦ Chiffre pris dans *Atlas of Africa*, Editions Le Jaguar, 2000. p. 56
- ♦ Guy Héraud. *L'Europe des ethnies*. Bruxelles, Bruylant-L.G.D.j. 1993. p.32
- ♦ Hervé Beaumont, *Chine*, Editions Marcus, 1994, p.18
- ♦ <https://webdoc.france24.com/burkinafaso-thomas-sankara/>, consulté le 04/08/2022
- ♦ Joseph de Maistre. *Lettres et opuscules inédits*. 1851.
- ♦ Joseph-Désiré Som I. « L'action publique en matière ethnique en Afrique: l'équilibre régional au Cameroun. L'ethnie contre la nation? ». Thèse de Master. Università della Svizzera Italiana. 2014. pp.9-10
- ♦ Pierre Bezbakh. « Bismarck (1815-1898) et les origines de la puissance allemande ». <https://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/13>, consulté le 03/08/22



# Cahiers du Mapinduzi 4

## Les sociétés civiles en Afrique

Synthèse des échanges à la rencontre de Ségou,  
mars 2015

Gilles Olakounlé Yabi • Changer  
d'avenir en Afrique de l'Ouest le pari du Wathi

Jean-Pierre Olivier de Sardan • Réflexions  
sur la situation en Afrique de l'Ouest

Abdoulaye Diallo • La situation en Casamance :  
défis et opportunités pour la société civile

Kä Mana • Société civile en  
République Démocratique du Congo

Kamdem Souop • Mort de la  
tribu originelle et refondation de l'Etat africain

Christiane Kayser • Sociétés civiles :  
initiatives, mouvements, ONGs

Uta Bracken • Contribuer au changement social ?

Jeanot Minla Mfou'ou • Regards croisés  
sur les sociétés civiles africaines

Flaubert Djateng • La Société Civile Camerounaise  
est elle inutile, nuisible ou porteuse d'espoir ?

Laura Anyola Tufon • La place des femme  
dans la gouvernance participative

Mamou Daffé • La société civile au Mali :  
Opportunités et Questionnements

Ambroise Dakouo • Jeunesse et réinvention  
de la gouvernance post-crise au Mali

Frederick Golooba-Mutebi • Partenariat ou émasculatation ?

Djeralar Miankeol • L'accaparement des terres des pauvres  
dans la Commune de Moundou, au Sud du Tchad

Pierre Kahenga • Ressources foncières au Katanga

# Cahiers du Mapinduzi 5

## Méttisages, migrants et mouvements de jeunes

Méttisages, migrations et mouvements de jeunes  
Synthèse de la Rencontre de Ouagadougou de Mapinduzi Unit  
18 au 21 avril 2017

Samir Abi • Dans un monde d'opportunités

Flaubert Djateng  
La jeunesse africaine, force vive ou force vide ?

Christiane Kayser  
Méttisages, fusions culturelles, interfécondations, triangulations, branchements... : les interfaces entre le local et le global

Serge Sivya  
Les mouvements citoyens, outils de construction d'une  
citoyenneté à identités multiples

Onesphore Sematumba  
Est de la RDC, la mobilité meurtrière

Kennedy Mwema  
Nord Kivu : les migrations de tous les dangers

Ambroise Dakouo  
Les dynamiques contestataires des jeunes au Mali :  
vers l'émergence d'un contre pouvoir ?

Harry Davies  
Le militantisme de la jeunesse britannique :  
défis, espoirs et préoccupations

Samir Abi Des ponts, non des murs !

Maimou Wali Cercle d'Action et de Réflexion

Sébastien Ouedraogo  
Retour « volontaire » de 154 infortunés burkinabé de la Libye

Kamdem Souop  
Crise anglophone au Cameroun :  
Opportunité d'élaboration d'un projet d'identité nationale

# Cahiers du Mapinduzi 6

## La place de l’Afrique dans une monde en transformation

**Christiane Kayser** Mapinduzi dans un monde secoué par la  
pandémie et la guerre

Hommage à Ambroise « Un jeune ne meurt pas, il perd la vie »

**Andrea Böhm** Le racisme en Europe : nous, les éternels racistes

**Achille Mbembe** Lettre aux Allemand.e.s

**Jean-Pierre Olivier de Sardan** « Compter sur ses propres forces »

**Isaac Dakono** Copier-coller et incohérence en Afrique

**Jean-Pierre Olivier de Sardan** Le rejet de la France au Sahel :  
mille et une raisons ?

**Helmut Asche, Maria Grosz-Ngaté, Martin Harder, Christiane Kayser,  
Cornelius Oepen, Katja Werthmann-Kirscht**

Après les coups d’Etat au Burkina Faso et au Mali

**Flaubert Djateng** Responsabilité et résilience

**Ulimwengu Biregeya Bernardin** À la racine du covid-  
scepticisme, le ping-pong des politiques et des scientifiques

**Kä Mana** L’homme congolais et sa société dans le miroir  
du coronavirus

**Nene Morisho, Josepha Kalubi, Sung**

**Park et Martin Doevenspeck** Identiques mais différents : Une  
comparaison entre la maladie à virus Ebola et la Covid-19 après l’épidémie  
d’Ebola dans l’est de la RDC (2018–2020)

**Emmanuel Osuteye, Braima Koroma, Joseph Mustapha Macarthy,  
Sulaiman Foday Kamara, Abu Conteh** Lutte contre la COVID-19  
en Sierra Leone : le rôle crucial des organisations communautaires face à une  
pandémie croissante

**Jean-Pierre Lindiro Kabirigi** COVID-19 : « Plus rien ne sera comme avant » !

**WATHI No. 9** Les leçons de la crise de la COVID-19  
en matière de gouvernance en Afrique de l’Ouest

**WATHI No. 8** Les leçons de la  
COVID-19 pour les économies d’Afrique de l’Ouest

Flauber Djateng, Christiane Kayser Introduction • Nestor Bidadanure Face au radicalisme identitaire : l'Afrique se doit de saisir les nouvelles opportunités • Jean-Pierre Olivier de Sardan « De quoi se mêlent-ils ? » : l'échec de l'impérialisme moral en Afrique • Loïc Barbedette « Shaker » : une tentative et une invitation derrière ces mélanges – La montée des l'extrémisme – Des politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans • Kris Berwouts Pourquoi les pays africains préfèrent ne pas se laisser entrainer dans la guerre de la Russie • Dupleix Kuenzob Crise en A-Fric : Chemin pernicieux de la déresponsabilisation à l'irresponsabilité • Jeanot Minla Mfou'ou Et si la rupture ou la révision profonde des relations avec la France et l'Occident étaient la solution ? • Flaubert Djateng L'implication russe dans la coopération avec les pays africains : Qu'en pensent les jeunes ? • Dominic Johnson L'Afrique et la guerre en Ukraine « Pas si important » • Kris Berwouts Des djihadistes à la recherche des faiblesses d'une jeune démocratie : Le Sénégal fera-t-il face à l'extrémisme religieux ? • Desiree Zwanck Autonomisation des femmes et changements climatiques au Sahel : quels enjeux , quelles solutions ? • Evariste Mfaume Ne jamais baisser les bras à la recherche de la paix, de la sécurité et du développement en RDC et dans la région des Grands Lacs • Roger Kaffo Fokou Etat, peuple, ethnie et leadership : L'Afrique dans la mondialisation

